

كنا من الأصل

Les banques allemandes et américaines accordent d'importants crédits au Portugal

Le Monde

1.70 F
Algérie, 1,30 DA; Maroc, 1,80 dir.; Tunisie, 130 m...

BULLETIN DE L'ÉTRANGER
Les déchirements des chrétiens libanais

Le massacre par des militants phalangistes de M. Tony Frangie...

La tragédie d'Eden fait voler en éclats l'alliance forjée en 1975 et 1976...

Les phalangistes de M. Gemayel ont vu dans cette alliance un défi à leur autorité...

Quelle sera la réaction du « clan Frangie » ? Seule les coutumes de la région...

M. Valéry Giscard d'Estaing explique le chômage par les contraintes de la situation mondiale qui exigent un renouvellement de notre outil de production

M. Barre : la poursuite du plan en cours est indispensable à la survie du pays

M. Giscard d'Estaing évoque, ce mercredi 14 juin au cours de sa conférence de presse télévisée...

La France va augmenter sa contribution au programme alimentaire mondial

La France, qui a augmenté en 1978 sa contribution aux institutions financières internationales...

Pour une morale de la coopération

Lorsqu'en 1976 la conférence générale de l'Organisation internationale du travail...

REMUS AUTOUR DE LA JUSTICE PÉNALE

Plaidoyer pour la prison
L'orchestration
par PHILIPPE BOUCHER

Or, très rapidement, un débat qui n'est pas clos a mis en cause la notion d'une « satisfaction des besoins essentiels »...

L'offensive sournoise continue. L'incarcération de M. Dejeu à la Santé...

Ne le prêtez pas. Ce stylo n'existe qu'en or 18 carats. FRED

Le Monde
N° 10380
CONTRACEPTION ET AVORTEMENT
LA PRESSE QUOTIDIENNE EN MUTATION

LES ÉCOLES D'ART EN FRANCE
Un enseignement en mutation
permet aussi à des artistes jeunes, engagés dans une œuvre en devenir...



كنا من الأصل

Le Monde

étranger

LES ÉVÉNEMENTS DU LIBAN

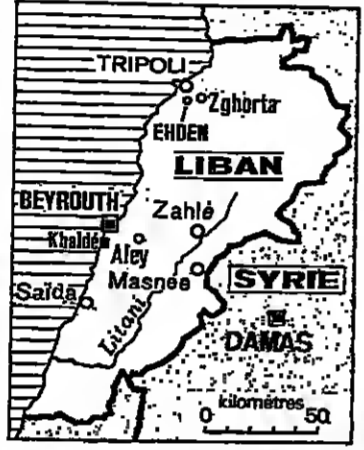
TOUT EN RECONNAISSANT LA PARTICIPATION DE SES MILITANTS  
 Le parti des Phalanges assure n'avoir pas « ordonné » le massacre de la famille Frangé

L'armée israélienne a confié aux milices chrétiennes le contrôle de la « ceinture de sécurité » le long de la frontière

Beirut. — L'assassinat, le mardi 13 juin, à l'aube, du fils de l'ancien président de la République, M. Soleim Frangé, de sa femme Véra (trente-trois ans), et de leur fille Jihane (trois ans), a été accompagné d'une attaque en règle de la localité d'Ehden, résidence estivale des Frangé, suivie de représailles. Le nombre total des victimes est très élevé : vingt-huit morts dans le camp des Frangé et six parmi leurs assassins, selon l'une des versions ; trente-huit morts parmi les Frangé et trente parmi leurs adversaires, selon une liste nominative obtenue de source digne de foi.

De notre correspondant

depuis le début de 1977, avait éclaté le grand jour en mal dernier lorsque le chef de l'Etat s'était réconcilié avec son vif adversaire régional, M. Raïd Karamé, et s'était pratiquement retiré du Front libanais. A la faveur de la guerre de 1975-1978, les Phalanges avaient tenté de s'implanter au Liban-Nord et continué de le faire, proposant de remplacer les liens traditionnels d'allégeance familiale par la solidarité du parti. Les germes de l'affrontement étaient contenus dans cette situation et lequella s'ajoutait un différend croissant sur l'attitude à l'égard de la Syrie, dont M. Frangé est un ferme allié, alors que les Phalanges sont entrés plusieurs fois en conflit avec Damas au cours des derniers mois.



La situation au Liban et le rôle de la roquette dans le conflit.

L'attaque a été menée par des phalangistes, et leur parti l'a reconnu. Toutefois, les Kataeb démentent par le vol du commandant de leurs forces, M. Bechir Gemayel, qui est aussi commandant des « forces libanaises unifiées » (droite chrétienne), que leur « conseil militaire » ait ordonné l'opération. « Des éléments phalangistes, agissant à titre individuel, ont participé à l'attaque avec des habitants de la région et avec des membres d'autres partis », a, en effet, déclaré M. Gemayel, qui a annoncé des « mesures disciplinaires » à la suite de cette « très regrettable » affaire, il n'a cependant expliqué par les « raisons auxquelles les habitants de la région ont été soustraits par le clan Frangé », et, notamment, par le « lâche assassinat ». Il y a dix jours, d'un responsable phalangiste du Liban-Nord, Joud El-Bayeh, par un homme qui « se trouvait dans la voiture personnelle de Tony Frangé et circulait librement sans être inquiété... ». M. Bechir Gemayel, tout en déclarant « comprendre l'attitude de ces éléments phalangistes et de leurs chefs », a toutefois estimé qu'ils y « étaient allés un peu fort ».

Dans ces circonstances, on redoute un Liban une escale de la violence entre les alliés d'Israël au sein du Front libanais (droite chrétienne) : le clan Frangé, solidement implanté à Ehden et dans tout le nord, et le parti des Phalanges. L'assassinat, qui s'est déroulé de façon particulièrement sauvage, a été, en effet, immédiatement suivi de représailles de la part des Zghortotes, « tradi-

Les circonstances de l'assassinat

Le président Frangé, qui s'est enterré dans sa maison de Zghorta, garde un mystère total. Il n'accepte de voir que de rares personnalités, et les plus importantes ont été le ministre syrien des affaires étrangères, M. Kheddami, et M. Rifai El-Assad, frère du président Assad et ami personnel de Tony Frangé. Il a également reçu des télégrammes de condoléances du président Sadate et de M. Arafat.

Le conflit entre le parti des Phalanges et le président Frangé, latent

Respectent les délais qu'il s'était fixés, Israël a retiré, mardi 13 juin, ses dernières troupes du Sud-Liban. Les israéliens ont cependant remis aux « casques bleus » de l'ONU que les positions les plus éloignées de la frontière israëlo-libanaise. Le général Erskine, commandant en chef de la FINUL (Force Intérimaire des Nations Unies au Liban), a confirmé qu'Israël avait remis « certaines positions qu'il contrôlait aux forces du commandement Haddad », mais, a-t-il dit, « nous coopérons avec ces forces pour le contrôle de ces régions, car nous avons reçu des instructions du gouvernement libanais selon lesquelles les « forces de facto » dans cette région sont légales et reçoivent leurs ordres du commandement de l'armée libanaise à Beyrouth ». Le gouvernement de Beyrouth a aussitôt qualifié ces propos de « dénués de tout fondement ».

Beyrouth. — L'occupation israélienne du Sud-Liban, qui s'est achevée mardi, aura duré trois mois. Mais s'ils ont remis certains postes de première ligne à la FINUL, les israéliens ont confié ceux de la deuxième ligne, les plus importants pour eux puisqu'ils jouxtent la frontière et constituent leur « ceinture de sécurité », aux unités des commandements Haddad et Chidiac, avec lesquels ils collaborent depuis deux ans, et qui sont liés politiquement à la droite chrétienne. Ces deux officiers et leurs hommes contrôlent donc à présent toute la bande frontalière et les enclaves chrétiennes se trouvent reléguées à la droite chrétienne. Cette situation complique encore davantage l'impasse que les troupes internationales sont chargées de dénouer.

Avant de se retirer, les Israéliens se sont montrés sciemment désobligeants envers la presse, et même envers l'ONU. Le porte-parole de l'Organisation Internationale n'a pas caché son mécontentement en s'entretenant avec les journalistes par-dessus les barrières, alors que les deux états converti par le mouton d'un blindé, mis en marche à ce moment précis.

C'est après cinq heures d'attente sans avoir assisté à Bell Yachour, au départ des Israéliens. A 16 h 36, les casques bleus se présentent pour prendre la relève. Sans cérémonie, les Israéliens mettent en mouvement leurs blindés, trois chars Centurion, trois véhicules tout terrain — en direction de la

armes venant d'Israël aux chrétiens conservateurs ».

● A JERUSALEM, le ministre israélien de la défense, M. Moshe Dayan, a demandé, mardi soir, au secrétaire général de l'ONU de « prendre immédiatement toutes les mesures nécessaires pour empêcher l'entrée au Sud-Liban d'éléments ou d'unités de l'O.L.P. et pour expulser ceux qui s'y trouvent déjà ». Dans une lettre adressée à M. Waldheim, M. Dayan affirme que « selon des informations dignes de foi, des centaines de terroristes, membres de l'O.L.P., sont retournés au Sud-Liban à la suite du retrait israélien, et que la FINUL a autorisé l'acheminement de vivres et autres approvisionnements aux terroristes, tandis que ces derniers introduisaient clandestinement des armes et autres équipements militaires ».

« On sait aussi, poursuit M. Dayan, que certains unités de la FINUL, traitent ces éléments de l'O.L.P. avec indulgence et coopèrent même avec eux, et que des officiers de l'O.L.P. sont officiellement accrédités auprès de la FINUL ».

De notre correspondant

frontière. Au passage, ils ramassent leurs panaches de signalisation en hébreu.

Nous suivons le convoi. Soudain, après cinq kilomètres, au sommet d'un ravin, deux draps blancs sont tendus, apparaissant, claquant au vent sur leur hampe. A leur pied : des soldats et des officiers libanais en uniforme soigné de leur bête noir et désarmés d'un tank Sherman blindé qui n'a jamais été en usage dans l'armée libanaise.

Nous sommes à Saf-El-Hawa, colline qui domine la grande localité de Bint-Jaïl, plaque forte palestino-progressive jusqu'à l'invasion. Ce poste israélien est remis à ces soldats chrétiens libanais du sud que Beyrouth ne se décide ni à reconnaître ni à désavouer. Israéliens et Libanais fraternisent. Le général israélien donne l'accolade à l'officier libanais, le commandant Chidiac. Chidiac déclare : « Un accord est intervenu lundi entre nous et le général Erskine, aux termes duquel ont été déterminés les postes tenus par la FINUL et ceux que nous sommes décidés à occuper. Les postes de Bint-Jaïl, de Bell-Yachour, et nous autres ici, à Saf-El-Hawa, où nous admettons une présence symbolique de l'ONU. Nous sommes décidés à faciliter, autant que possible, la mission de la FINUL. Nous avons d'ailleurs reçu des instructions en ce sens il y a trois jours de notre commandement à Beyrouth ».

« Notre objectif, a souligné de son côté, le commandant Haddad, est d'assurer la sécurité des villages chrétiens et des villages chiites qui se sont mis sous notre protection, soit avant, soit pendant les opérations israéliennes ».

« Mais les villageois nous ont dit qu'ils regrettaient les Israéliens, précisément parce qu'ils ont peur de vous ? »

« Ce sont les Palestiniens qui ont créé des inimitiés entre nous. Une fois le contact rétabli il n'y aura plus de problèmes. Nous avons de nombreux miliciens chiites dans nos rangs ».

« Contrôlez-vous toute la bande frontalière d'où est en est ? (70 kilomètres environ.) »

« Oui, intégralement ».

« Avez-vous les moyens de contrôler tout ce territoire ? »

« Avec la FINUL, qui forme un premier écran et limite le problème à des infiltrations sans armes lourdes, assurément. Bien que selon les services de renseignements israéliens, il y ait déjà mille quatre cents « infiltrés » entre les lignes de l'ONU. D'ailleurs, les Palestiniens seraient tentés à être interceptés par les « casques bleus », qui les rejoindraient, ou même par les Israéliens, qui les feraient prisonniers, tandis que s'ils ont le malheur de tomber sur nous... »

« Que va-t-il advenir de la « bande frontalière » ? »

« Elle restera ouverte à jamais. Passe une patrouille de la FINUL. La cohabitation s'organise entre les troupes internationales et ceux qui sont qualifiés publiquement de « d'authorités de fait », comme les Palestiniens à Tyr ».

Lucien GEORGE.

ÉGYPTE  
 Le procureur général rend publiques quatre nouvelles listes de « proscrits » politiques

De notre correspondant

Le Caire. — Malgré les vœux de l'opinion éclairée, et en dépit de la clémence promise la veille encore en privé par certains hauts fonctionnaires, le procureur général socialiste « chargé d'appliquer les lois sur la protection du front intérieur » a adopté après la séance plénière du 13 juin, devant le Parlement quatre listes comportant les noms de cent trente-trois personnes qui, « en raison de leur passé », ont été déclarés « indésirables de participer à la vie politique ou d'exercer des charges au service de l'Etat. La Chambre a été invitée à approuver ces listes dont le r. k. s. annonce les journaux de ce mercredi, à l'intention de faire retirer trois noms : MM. Ibrahim Abdelhadi Melloul, ancien président du parti socialiste et ancien premier ministre sous la monarchie, Mohamed Salah Eddine, qui fut ministre wafdiste des affaires étrangères en 1950-1952, et Salah El-Efey, « marxiste national », journaliste à la revue caennaise *Rose El Youssef*.

radio d'Etat, des employés de la régie caennaise des transports publics, des syndicalistes obscurs, des députés oubliés, etc. Plusieurs d'entre eux avaient dans le passé été acquittés après avoir été traduits en justice pour des raisons politiques, d'autres avaient participé aux émeutes de janvier 1977, par exemple des mécaniciens d'autobus.

La seconde liste comprend vingt et un noms d'inconnus soupçonnés d'appartenir à des groupements communistes démantelés ces dernières années. Viennent ensuite treize noms tristement célèbres pour avoir ordonné ou pratiqué des tortures sur des opposants de toutes tendances à l'époque nasserienne. On cite notamment Salah Hasr, ancien chef des services spéciaux, Chams Badrane, ancien ministre vivant

actuellement en exil sur un grand pénit, etc. La plupart de ces anciens responsables avaient été libérés sur ordre du r. k. s. après avoir été condamnés à de lourdes peines de travaux forcés ou de prison.

La liste la plus courte n'est pas la moins importante, puisqu'elle comprend les huit noms qu'elle comporte ou relève ceux de personnalités wafdistes comme MM. Fouad Serrageldine, Ibrahim Farrag, Abdel Fattah Hassan, Mehdi el Assal Mustapha, etc. Tous avaient contribué à redonner vie au parti nationaliste du Walid, qui s'est dissout de lui-même au début de ce mois pour protester contre le vote des lois répressives que l'on applique aujourd'hui à ses chefs.

Rappelons que le pouvoir avait précédemment rendu publique

J.-P. FÉRONCEL-HUGOZ.

**A TRAVERS LE MONDE**

— L'instauration du parti unique. — (A.F.P.)

**Tchad**

- LE VICE-PRÉSIDENT DU SODDAN et les ministères des affaires étrangères de Libye et du Niger se rencontreront le 15 juin à Khartoum pour examiner la nouvelle situation qui prévaut au Tchad. « On ne peut plus parler d'accord de Bamanghaz (signé fin mars entre N'Djaména et le Frolinat), a déclaré le commandant Djermakoya, ministre nigérien des affaires étrangères, en annonçant cette réunion, puisque tout a été remis en cause à commencer par la cession-le-jeu, élément essentiel de cet accord. La rencontre de Khartoum devra reprendre le dossier à zéro. » — (A.F.P.)

**Sierra-Leone**

- PLUS DE 97 % DES ÉLECTEURS ont approuvé lundi 12 juin, une nouvelle Constitution prévoyant, notamment

une liste comprenant les noms de trente-cinq intellectuels (dont trente-quatre « stables hors d'Egypte » et ayant diffamé leur pays à l'étranger ». Le plus connu de ces intellectuels, le journaliste nasserien Hassan el-Heghali, avait été interrogé sur ses écrits ce mercredi.

La proscription d'une centaine de politiques et militants de l'opposition, mêlés à quelques tortionnaires, constitue une réponse négative et angulaire du régime à la récente proposition du parti du Rassemblement pro-républicain (partei-socialiste) d'instaurer un « dialogue national » entre le pouvoir et toutes les forces politiques légales de la nation. Le r. k. s. a donc décidé de mener jusqu'au bout sa lutte contre ce qu'il a appelé « les zones de la démocratie ». Une démocratie qui n'était autre que les premiers bouleversements

**Alain Malraux**  
 Les marronniers de Boulogne

«Témoignage unique, irremplaçable, qui a, par surcroît, le mérite d'être écrit dans un style vif, rapide, direct, avec le sens du raccourci et de la formule - tel père... - et une évidente sincérité.»

PIERRE VIANSSON-PONTÉ "LE MONDE"

«Un document à verser au dossier Malraux.»

LUCIEN GUISSARD "LA CROIX"

Plon

EUROPE

Hongrie

LE XX<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DE L'EXÉCUTION D'IMRE NAGY Les leçons d'un crime

par PIERRE KENDE (\*)

Dans la nuit du 16 au 17 juin 1958, un communiqué du ministère hongrois de la Justice annonçait qu'Imre Nagy, chef du gouvernement pendant l'insurrection de Budapest, et plusieurs de ses compagnons avaient été condamnés à mort et exécutés.

Il est sans doute désolé de rappeler, en 1978, que justice soit rendue à Imre Nagy, condamné et exécuté vingt ans, avec ses compagnons, le général Maléter, le journaliste Gimes et l'indomptable Joseph Szilagy (supprimé parce que ses paroles gênaient ses chefs).

Dans le monde actuel, l'assassinat politique n'est-il pas devenu la chose la mieux partagée ? La Hongrie est loin et le procès Nagy n'avait fait, en juin 1958, que cinq victimes... même si, au total, le nombre des événements de 1958 est en hausse.

La violation flagrante de la souveraineté hongroise et le caractère cynique du procédé et des accusations sont évidents. Plus de vingt ans après, les héritiers de Staline ont l'occasion pour montrer leur inextinguible tenacité impériale. Avec les procédures utilisées pour la conquête de la Hongrie rebelle, les Soviétiques pourraient légaliser n'importe quelle annexion.

constitué quelque part en Ukraine soviétique sous la présidence de M. Janos Kadar, juridiquement encore membre du gouvernement légal d'Imre Nagy, — annonce par les ondes qu'il a choisi la fidélité à l'U.R.S.S. et demande à la population de faire de même. Ce contre-gouvernement n'entraîne effectivement en fonctions qu'une fois schvachées l'occupation du pays par les troupes soviétiques. La capture d'Imre Nagy et de ses compagnons réfugiés à l'ambassade yougoslave survenue quelques semaines seulement après le coup de force, alors que Nagy et ses amis, munis d'un sauf-conduit négocié à Belgrade, étaient en train de quitter la capitale, ils seront ammenés en Roumanie et gardés au secret (tandis que le gouvernement roumain affirme avoir obtenu qu'ils s'y placent bien), puis livrés aux autorités hongroises (l'ouïe ignore aujourd'hui encore, enfin jugés et exécutés à huis clos (un Etat dont Nagy assumait le gouvernement en toute légalité) et avec le consentement des protecteurs russes.

La violation flagrante de la souveraineté hongroise et le caractère cynique du procédé et des accusations sont évidents. Plus de vingt ans après, les héritiers de Staline ont l'occasion pour montrer leur inextinguible tenacité impériale.

« La première guerre entre deux Etats socialistes »

Pour l'aventure d'un courant socialiste communiste qui cherche à rester indépendant face à Moscou, le cas « Imre Nagy » est également l'acte d'accusation — devant ses bourreaux — de vouloir faire croire, à l'instar d'un « nationaliste », un « liquidateur » du communisme, et encore moins un ennemi de l'Etat soviétique. Il était profon- dément loyal à l'égard du mouvement communiste international qui avait formé. Mais il était aussi convaincu qu'un communiste doit avoir tout, sauf les aspirations réelles de son peuple et rester attaché aux intérêts particuliers de sa communauté nationale.

Absurde ? C'est pourtant exactement ce qui s'est passé en Hongrie. Le 1<sup>er</sup> novembre 1956, Imre Nagy, chef du gouvernement légal, proclame que la Hongrie veut se retirer du pacte de Varsovie. Après un moment d'hésitation pendant lequel il consentait à ouvrir des négociations sur le retrait de leurs troupes, les dirigeants soviétiques décident de reconquérir la Hongrie par la force. Dans la nuit du 3 novembre, pendant qu'une délégation hongroise conduite par le général Maléter, ministre de la Défense, met en point au Q.G. des forces soviétiques les détails de l'évacuation des troupes d'occupation, un détachement de la police militaire soviétique fait irruption dans la salle de négociations et capture, en pleine séance, le général Maléter et ses compagnons. Quelques heures plus tard, l'armée russe s'enferme le siège du gouvernement hongrois.

Imre Nagy, accompagné de quelques-uns de ses conseillers, a juste le temps de signer l'ambassade de Yougoslavie, qui lui avait offert l'asile.

Après coup, si les communistes français, pour ne parler que d'eux, désirent rendre crédible leur dévotion récente, ils doivent à prouver que leur sensibilité à l'égard de l'injustice et de l'imposture n'est pas à sens unique. Il leur faut reconnaître sur Imre Nagy un héros et un martyr de leur cause. Un héros dont la stature veut bien, au moins, celle de Salvador Allende, et, est juste que de municipalités communistes aient, ici et là, immortalisé le nom de « l'incliner aussi devant la mémoire d'Imre Nagy ?

Une telle révision ferait aussi la preuve de la détermination des communistes occidentaux de s'identifier, ici et là, à la cause de son propre national face à l'U.R.S.S. Si Imre Nagy, ce communiste pacifiste et pondéré, on qui les luttes soviétiques de la Hongrie avaient, dans deux reprises, placé sous confinement, était devenu l'épouvantail numéro un de la « communauté socialiste », c'est parce qu'il était, au moment où il avait refusé d'aller contre la volonté de son peuple et de se soumettre au diktat de Moscou.

Matrice de recherches au C.N.R.S., économiste et sociologue.

Grande-Bretagne M. Ceausescu a parcouru Londres dans un carrosse doré

De notre correspondant

Londres. — M. Ceausescu a été reçu avec toute la pompe royale qui accompagne une visite d'Etat, celle-ci étant la première organisée en Grande-Bretagne pour le leader d'un pays socialiste. En fait, c'est à la demande de la diplomatie roumaine, à la différence de M.M. Gierak, Brejnev et Kossyguine, qui avaient été invités seulement par le roi par la souveraineté et réside au palais de Buckingham. Le président a préféré attendre quelques mois supplémentaires pour savourer le traitement exceptionnel. Et c'est en vertu de ce privilège qu'il a parcouru, en carrosse doré, accompagné par des cuirassiers écarlates, la « voie royale » qui mène de Whitehall au palais de Buckingham en passant par le Mall couvert de drapeaux.

Plusieurs spectateurs d'extérieur sur l'identité du visiteur de marque, au passage du cortège officiel, et devant le cortège complet de la famille royale, commentent qu'il s'agit d'un « roi de Roumanie ». Quelques représentants de la minorité hongroise de Roumanie ont organisé une petite contre-manifestation. Ils ont déposé des banderoles dont l'une était rédigée : « Pourquoi pas Amin ? » Malgré les commentaires féroces de certains journaux qui qualifient le président roumain de « tyran » et de « roubleur », les milieux officiels accordent une importance particulière à la visite de M. Ceausescu, dont on apprécie la politique extérieure indépendante. On attend aussi que le président apporte des indica-

LA POLÉMIQUE SINO-SOVIÉTIQUE

La « Pravda » accuse Pékin « d'encourager la préparation » d'une troisième guerre mondiale

De notre correspondant

Moscou. — La polémique sino-soviétique bat son plein en U.R.S.S. Par sa violence, elle rappelle les années les plus sombres des relations sino-soviétiques. Il ne se passe pas de jour sans que la Pravda publie un ou plusieurs articles critiquant la politique de Pékin. Les retus des Chinois de prendre en considération, à la fin de février dernier, la proposition soviétique — de relations — de « normaliser » les relations entre les deux Etats, a donné le signal d'un véritable déchaînement de la polémique. Le retour de M. Il'yitchev, le vice-ministre soviétique des affaires étrangères, à la table des négociations sino-soviétiques n'a rien changé à cette situation.

Un sommet de la polémique vient d'être atteint par un article publié le mardi 13 juin dans la Pravda et signé L. Alexandrov, pseudonyme collectif de plusieurs rédacteurs du quotidien. Ce qui s'agit de la « politique de Pékin représentative d'un danger pour le pays ». L'organe du P.C. dresse une liste des vices de la politique extérieure chinoise. M. Alexandrov lance également un avertissement qui pourrait être interprété d'une autre, diplomatement ou militairement, la Chine dans les projets marqués par « le chaos ». La mise en garde s'adresse aussi à l'Europe occidentale et au Japon qu'il faut considérer comme « les plus faibles ».

Le journal affirme en conclusion que « l'humanité fera un sort aux plans chinois d'imposer un « ordre nouveau », mais il ne fait aucune référence, comme il le fait habituellement, à la « coopération constante » de l'U.R.S.S. de normaliser ses rapports avec la Chine.

millions de Hoa dispersés en Asie du Sud-Est pour « porter atteinte à la souveraineté d'autres Etats, accroître les troubles intérieurs dans ces pays et les soumettre à son diktat ». Pour les Soviétiques, l'attitude chinoise par rapport au Vietnam constitue un bon exemple de cette stratégie : « Les actions provocatrices de Pékin autour de personnes de nationalité chinoise essentiellement bonapartistes, constituent l'arrière-plan d'une tentative de contraindre le Vietnam à suivre le cours de la politique de « cambodjisme » — car Pékin a armé l'armée et empêche le règlement pacifique du conflit » — la Pravda apporte indirectement la réponse soviétique aux récentes accusations chinoises sur les « provocations soviétiques au Vietnam ».

S'adressant aux pays occidentaux, l'U.R.S.S. les met en garde contre toute coopération militaire avec la Chine : « Là où et contre qui on a une autre, l'armée du milieu chinois ? Cela ne dépendra pas de ceux qui, aujourd'hui, d'une manière irresponsable, osent à forger cette arme », écrit la Pravda.

Le journal affirme en conclusion que « l'humanité fera un sort aux plans chinois d'imposer un « ordre nouveau », mais il ne fait aucune référence, comme il le fait habituellement, à la « coopération constante » de l'U.R.S.S. de normaliser ses rapports avec la Chine.

matrice inévitable d'une guerre mondiale mais il encourage la préparation matérielle de cette guerre. » Les auteurs de l'article proposent cette explication de la politique extérieure de la Chine : « La mise en avant de revendications territoriales par rapport aux Etats voisins. » Ils laissent entendre que c'est vrai aussi bien vis-à-vis de tous les Etats de l'Asie du Sud-Est que de l'U.R.S.S. elle-même. Pékin, affirment-ils, a deux programmes : l'un « maximum », qui correspond à la « liste historique des revendications territoriales » — la Pravda cite notamment le bassin du fleuve Amour, la presqu'île de Sakhaline, une partie du Kazakhstan et de l'Asie centrale, de la Mongolie, de la Corée, du territoire afghan, de la Thaïlande, de la Birmanie, du Cambodge, du Laos, du Vietnam, de la Malaisie, comprenant les régions que la Chine pourrait obtenir par de « simples » rectifications frontalières. « Les voisins de la Chine comprennent fort bien que la menace d'un tel potentiel militaire n'est pas dirigée contre l'U.R.S.S. mais qu'elle représente un danger de premier ordre pour tous ceux qui sont les plus près et les plus faibles », écrit le journal.

Mise en garde aux Occidentaux

Pour attendre ses buts, Pékin va se servir à son avis des vingt

Inculpés d'« houliganisme maïveillant »

LES ÉPOUX SLEPAK SERAIENT PROCHAINEMENT JUGÉS

De notre correspondant.

Moscou. — Le militant Jeif Vladimir Slepak et sa femme ont été inculpés de « houliganisme maïveillant » et de « déviation socialiste » contre le refus des autorités soviétiques de leur délivrer un visa pour la France. Ils ont été officiellement inculpés d'« houliganisme maïveillant ». Selon l'article 206 du Code pénal de la Fédération de Russie, ce délit est puni d'un emprisonnement de six mois à un an. M. et Mme Slepak ont été arrêtés le 1<sup>er</sup> juin. Mme Slepak devait être relâchée quelques heures plus tard, mais son mari se trouve toujours en détention préventive.

La famille Slepak a demandé depuis huit ans le droit de réintégrer en Israël. Cependant, seul le fils aîné, qui est marié à une Américaine, a pu quitter l'Union soviétique l'été dernier. Le plus jeune, âgé de dix-neuf ans, se trouve dans la « nature » ; il a refusé d'accomplir son service militaire, considérant que depuis 1972 il est citoyen israélien.

M. et Mme Slepak ont obtenu en 1971 la citoyenneté israélienne, mais jusqu'à présent les autorités de l'U.R.S.S. n'ont pas répondu à leur requête d'annulation de la citoyenneté soviétique. — D. V.

M. Regulo Burell Rivas, ambassadeur du Venezuela à Moscou, depuis 1971 a quitté précipitamment le capitale soviétique mardi matin 13 juin. Destination de Caracas. Selon des sources sud-américaines, il a été rappelé par son gouvernement. Selon les rumeurs non confirmées, les autorités soviétiques auraient exprimé le souhait de le voir partir. Les traditionnelles déclarations d'adieu n'ont pas eu lieu. — (A.F.P.)

Italie

VICE-PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE Virginio Rognoni est nommé ministre de l'intérieur

De notre correspondant

Le président de la République italienne a nommé hier soir, 14 juin, à la tête du ministère de l'intérieur, Virginio Rognoni, vice-président de la Chambre des députés. Rognoni, 62 ans, est un homme politique expérimenté, ancien ministre de la Justice et ancien sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur. Il a été élu vice-président de la Chambre en 1974. Sa nomination est considérée comme une surprise, car il n'est pas considéré comme un favori pour occuper le poste de ministre de l'intérieur, généralement jugé comme l'un des plus importants et sensibles du gouvernement italien.

Rognoni a été nommé à la tête du ministère de l'intérieur, un poste considéré comme l'un des plus importants et sensibles du gouvernement italien. Il a été élu vice-président de la Chambre en 1974. Sa nomination est considérée comme une surprise, car il n'est pas considéré comme un favori pour occuper le poste de ministre de l'intérieur.

Le ministre de l'intérieur italien, Virginio Rognoni, a déclaré hier qu'il se consacrerait à la lutte contre le terrorisme et à la réorganisation des forces de police. Rognoni a insisté sur la nécessité de renforcer la coopération entre les différentes agences de renseignement et de police pour faire face à la menace terroriste croissante en Italie.

Le ministre de l'intérieur italien, Virginio Rognoni, a déclaré hier qu'il se consacrerait à la lutte contre le terrorisme et à la réorganisation des forces de police. Rognoni a insisté sur la nécessité de renforcer la coopération entre les différentes agences de renseignement et de police pour faire face à la menace terroriste croissante en Italie.

Le ministre de l'intérieur italien, Virginio Rognoni, a déclaré hier qu'il se consacrerait à la lutte contre le terrorisme et à la réorganisation des forces de police. Rognoni a insisté sur la nécessité de renforcer la coopération entre les différentes agences de renseignement et de police pour faire face à la menace terroriste croissante en Italie.

MEMOIRES  
RICHARD  
NIXON

65 ANNÉES DE VIE  
dont 30 EN POLITIQUE  
800 pages - 85 photos

éditions  
**Stanké**

سكنا ريتالال

Centre RACHA  
MAISON DES UNIVERSITAIRES JUIFS  
30 Bd. de PORT ROYAL 75005 PARIS  
Tel. 3.93.20

JEUDI 15 JUIN, à 20 h 30  
Représentation théâtrale  
**LE GOLEM**  
avec la troupe du Théâtre en Pièces

CENTRE RACHA  
MAISON DES UNIVERSITAIRES JUIFS  
30 Bd. de PORT ROYAL 75005 PARIS  
Tel. 3.93.20

JEUDI 15 JUIN, à 20 h 30  
Représentation théâtrale  
**LE GOLEM**  
avec la troupe du Théâtre en Pièces

UN HOMME D'AFFAIRES AMÉRICAIN EST ARRÊTÉ A MOSCOU

DE NOTRE CORRESPONDANT.

Moscou. — Au moment même où les Izvestia publiaient un long article consacré aux activités d'espionnage de certains fonctionnaires de l'ambassade des Etats-Unis à Moscou, M. P. Crawford, représentant l'International Harvester dans la capitale soviétique, était appréhendé par les autorités locales le 12 juin. Un porte-parole du passage des Etats-Unis à l'intérieur des frontières soviétiques, était parvenu dans la soirée à fuir le territoire. M. Crawford avait été arrêté à un feu rouge, et qu'il avait été inculpé de violation des règlements sur les visas, en vertu de l'article 78 du code pénal de la Fédération de Russie, qui prévoit une peine maximum de dix ans de détention.

M. Crawford, qui est âgé de deux ans à Moscou, a été libéré le 13 juin dernier, il est fiancé avec Mlle Virginia Oltchik, qui travaille à la section commerciale de la représentation américaine à Moscou.

L'ambassade a protesté officiellement auprès du ministre des affaires étrangères contre l'arrestation de M. Crawford. On n'exclut pas, dans les milieux américains de Moscou, que les Soviétiques cherchent à échanger l'homme d'affaires contre les deux fonctionnaires soviétiques de l'ONU qui avaient été arrêtés, le mois dernier à New-York. — D. V.

LA FA  
DE FAIR

LA M  
DE FAIR

LA M  
DE FAIR

LA M  
DE FAIR

LA M  
DE FAIR

LA M  
DE FAIR

كذا من الأصل

# EUROPE

## Italie

VICE-PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE

### M. Virginio Rognoni est nommé ministre de l'intérieur

De notre correspondant

Rome. — Étonnant, mais vrai : l'Italie, principale victime du terrorisme dans le Marché commun, a vécu quatre jours sans ministre de l'intérieur. M. Francesco Cossiga avait démissionné le 10 mai dernier, et l'indépendant de l'assassinat d'Aldo Moro. Il avait été remplacé par le président du conseil à l'époque, le président du conseil à l'époque, à ce poste, mardi 13 juin, M. Virginio Rognoni, vice-président (démocrate-chrétien) de la Chambre des députés, et membre de la commission des beaux-arts.

Le nouveau chef des policiers est un illustre inconnu. M. Rognoni, âgé de cinquante-quatre ans, n'a jamais été au gouvernement, pas même comme sous-secrétaire d'État. Venu assez tard à la politique — en 1968 — c'est un homme très réservé qui enseigne le droit à l'université de Pavie. Les personnes qui le connaissent vantent son honnêteté et son sérieux.

La démocratie chrétienne, M. Rognoni appartient à un courant de gauche, la « Base », le même courant que son prédécesseur, M. Cossiga, et ce n'est pas par hasard : la fantaisie est généralement évitée dans les remaniements ministériels romains pour ne pas bouleverser les équilibres internes de la D.C. Le quotidien de droite *Il Giornale* commente avec ironie : « Le jeu du Vintimille a changé de titulaire, mais pas de courant. »

Le nouveau ministre de l'intérieur a du pain sur la planche. Il devra notamment contrôler l'application de plusieurs réformes urgentes, dont celle de la police. Chose rare en Italie : on ne se bousculait pas au portillon. Plusieurs candidats s'étaient présentés, d'autres ne plaisaient pas à tel ou tel parti de la majorité à tel ou tel courant de la D.C. Heureusement, pendant ces trente-quatre jours les terroristes ont « laissé le tir ». On n'a assisté depuis le 10 mai qu'à de petits attentats de la routine.

M. Giulio Andreotti, président du conseil, a pour sa part d'autres choses à faire que d'assumer l'intérim de l'intérieur. Communistes, socialistes, sociaux-démocrates et républicains, membres de la majorité, l'invitent avec insistance depuis des semaines à relancer l'activité gouvernementale. Un sommet sera réuni le 21 juin, avant d'autres élections partielles dans le Val d'Aoste et le Frioul — Vénétie-Julienne.

Le gouvernement envisage des investissements massifs dans le Mezzogiorno pour lutter contre le chômage. Les résultats du réfé-

rendum l'y incitent, c'est dans le Sud que la réaction antipartit a été la plus forte.

Les formations de la majorité tentent de dédramatiser au maximum les résultats. Le quotidien d'extrême gauche *Il Manifesto* s'en étonne : « D'accord, ce n'est pas la fin du monde. La démocratie n'est pas en jeu. Mais il ne faut pas exagérer la désillusion. »

Désillusion apparente, à vrai dire. Car toutes les formations de la majorité — même le P.C.I. qui s'attribue un rôle essentiel dans la victoire du « non » — étendent les chiffres à la loupe. Ils ont constaté qu'une partie de l'électorat leur échappait dans le Sud, mais aussi dans les grandes villes où la gauche est majoritaire. C'est un avertissement sérieux.

La loi sur le financement public des partis sera sans doute améliorée. On songe, par exemple, à instituer un contrôle sur les budgets publics et à prévoir des sanctions pour les fraudeurs. Les partis prendront d'autre part des dispositions pour que les référendums ne se multiplient pas.

L'Espresso vient de lancer un nouveau pavé dans la mare en accusant le président de la République, M. Giovanni Leone, d'avoir fait construire illégalement une villa près de Rome grâce à des bustarelle (enveloppes) de la société Lockheed. Cela renforce les rumeurs sur une éventuelle démission du chef de l'État avant la fin de son mandat en décembre 1978. Un démenti de la présidence du conseil n'a pas suffi à les décourager.

ROBERT SOLÉ

## Espagne

### La visite officielle du roi Juan Carlos illustre la bonne entente entre Madrid et Pékin

De notre correspondant

Madrid. — Le roi Juan Carlos, accompagné du ministre des affaires étrangères, M. Marcelino Oreja, commença, ce mercredi 14 juin, un voyage de dix jours qui le conduira successivement en Iran, en Chine et en Irak. Le clou de ce voyage sera le séjour à Pékin, qui durera six jours, du 16 au 21 juin, et qui sera marqué par deux réunions plénières avec les dirigeants chinois. On ne s'attend pas, du côté espagnol, à des résultats spectaculaires à la fin de la visite. « L'important est qu'elle ait lieu », dit-on. Comme en 1973, lorsque les relations diplomatiques ont été établies avec le régime de Mao Tse-toung, la Chine reste le pays socialiste avec lequel il est le plus facile, pour les Espagnols, de faire le premier pas. Hier, c'étaient l'échange d'ambassadeurs, qui a précédé de quatre ans l'établissement de relations diplomatiques avec l'Europe de l'Est, à l'exception de la République démocratique allemande. Aujourd'hui, c'est la visite officielle au niveau de chef d'État.

L'absence de contentieux politique avec la Chine avait permis l'initiative de 1973, prise d'abord par Franco. La non-ingérence de la Chine dans les affaires intérieures espagnoles (Pékin n'exerce aucune pression en faveur de l'extrême gauche maoïste) continue de faciliter les relations bilatérales. En outre, les deux nations ne sont séparées par aucun problème de politique internationale. Elles ont même des points de vue communs dans certains domaines, comme le Proche-Orient.

On remarque ici que l'invitation adressée à Juan Carlos coïncide avec l'offensive euro-

péenne entreprise par les dirigeants chinois, qui ont signé il y a peu de temps un accord avec la C.E.E. Ceux-ci se sont déclarés favorables à l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun, et il est probable, ajoute-t-on dans les milieux diplomatiques, qu'ils souhaitent son adhésion à l'O.T.A.N. Toujours dans le domaine des suppositions — fondées il est vrai sur l'observation de la diplomatie chinoise — on pense que les dirigeants de Pékin jugent sans doute positive la consolidation d'une monarchie démocratique en Espagne, dans la mesure où elle renforce la cohésion de l'Europe Occidentale face au bloc soviétique.

Les relations commerciales ne sont pas à la hauteur de la bonne entente qui règne entre les deux pays. Comme beaucoup d'autres capitales qui l'ont précédée dans cette voie, Madrid a dû constater que l'établissement de relations diplomatiques n'avait pas été suivi par un progrès significatif des échanges : ceux-ci ont certes augmenté, mais en 1977, par exemple, leur valeur n'a guère excédé 60 millions de dollars. La visite à Pékin devrait se solder par la signature d'un accord cadre, dont le gouvernement espagnol n'attend pas de miracle. Il entend surtout marquer sa présence sur le marché chinois, en attendant des jours meilleurs.

Les liens avec l'Irak et l'Irak sont plus anciens et plus intimes. Les fournitures pétrolières ont déséquilibré le commerce au détriment de l'Espagne, mais celle-ci espère quelques compensations, sous forme de contrats pour la réalisation de travaux de génie civil. La Chine, l'Irak et l'Irak appartiennent au comité de décolonisation de l'ONU qui pourrait être amené à examiner le dossier des Canaries, si l'O.U.A. décidait, lors de sa réunion au sommet le mois prochain à Khartoum de considérer l'archipel espagnol comme un « territoire non autonome ». Madrid pense que le voyage royal peut lui servir à obtenir ou confirmer des appuis dans ces trois pays, sur un thème qui lui tient particulièrement à cœur.

CHARLES VANHECKE

**S.A.R.L. DYNAMIC ORGANISATION**  
 Prestations de service en heure - à la journée - au mois  
**DE GARDIENS SURVEILLANTS**  
**D'AGENTS DE SECURITE**  
**DE GARDES DU CORPS**  
 Tél. : 370-47-13 - 370-47-83 - DISCRETION ASSURÉE  
 BUREAUX : 91, rue ALEXANDRE DUMAS - 75020 PARIS

**REFUSEZ DE VIEILLIR!**  
**CURES DE GERIATRIE EN ROUMANIE**  
 En toutes saisons, séjour santé en Roumanie. Cures de Gérontologie de 14 à 21 jours dans les instituts spéciaux. Traitement réputé du Professeur Ana Aslan.  
 2.700 F  
 Départ basse saison - Avion Paris-Constanza Air et séjour 21 jours bord de mer - Traitement Gérontologie 14 jours.  
 Renseignements et documentation auprès de votre agent de voyages ou à :  
**COMTOUR**  
 161, rue St-Honoré - 75001 PARIS - Tél. : 280.38.65

**LAUSANNE PALACE**  
 Pour vos affaires, pour votre plaisir, un havre de paix situé au cœur de la ville.  
 RESTAURANT - BAR - SALES DE CONFÉRENCES  
 1941/22/20 37 11 - T. 24.171

**Groupe Israélite**  
 (Culture et Loisirs)  
 organise à Paris des cocktails dansants tous les samedis à partir du 17 juin.  
 B.P. 88  
 75322 Paris cedex 11

**L'eyton**  
 TAILLEUR-CHEMISIER  
 1, rue de BERRI 8e  
 Angle Champs-Élysées  
**LIQUIDE**  
 AVANT TRAVAUX  
 Autor. Préfectorale - Loi du 30/12/1966  
 CHEMISERIE, BONNETERIE, PRÊT-À-PORTER DE LUXE POUR HOMMES  
**30 à 40**  
 SUR COLLECTION PRINTEMPS ÉTÉ 78  
 Tous articles griffés : Ted Lapidus, Cardin, Dior, Balmain, Paco Rabanna, Guy Laroche, Givenchy, Etc.  
 les mercredi 14, jeudi 15, vendredi 16, samedi 17 juin (ET JOURS SUIVANTS)  
**PRIX SACRIFIÉS**  
**LA "MESURE" CONTINUE...**  
 Ouvert de 9h30 à 19 h

**HOVER-BUS, LA FAÇON LA MOINS CHERE DE FAIRE UN SAUT A LONDRES.**

1 - Un fauteuil dans notre bus vous attend 24, rue de Saint-Quentin à Paris (2 fois par jour en hiver et jusqu'à 5 fois en été).

2 - Vous arrivez à Calais. Un fauteuil dans notre hovercraft vous attend à l'hoverport. 40 minutes après vous avez traversé la Manche sur coussins d'air.

3 - Vous êtes à Ramsgate. Un fauteuil dans notre bus vous y attend. Il vous conduira jusqu'à King's Cross au cœur de Londres. (Ah! Pour le retour c'est aussi simple mais dans l'autre sens).

**PARIS-LONDRES**  
**133 F POUR LES ADULTES**  
**114 F POUR LES MOINS DE 18 ANS**  
**ET ETUDIANTS (DE MOINS DE 26 ANS)**

**HOVERLLOYD**  
 24, RUE DE SAINT-QUENTIN 75010 PARIS TEL.: 278.75.05  
 CALAIS : 34.67.00 OU DANS LES AGENCES DE VOYAGES.

**Alta PUBLIE**

**UN HIVER FROID A PEKIN**  
 360 pages, 49 F.

**Le premier roman écrit par un dissident chinois.**

Le livre qui dévoile à l'Occident la vie quotidienne, les drames et les espoirs, de 900 millions de Chinois.

*"Un roman passionnant, mais si près de la réalité et si remarquablement informé! Très utile pour comprendre les données et mœurs politiques de la Chine d'aujourd'hui."*  
 Jacques Guillermaz

Edition ATLA - 17, rue Jacob - 75006 Paris

SCOUTS  
 la prévision  
 tanké



كندا من الأصل

# LA XI<sup>È</sup> COUPE DU MONDE DE FOOTBALL EN ARGENTINE

## Le deuxième tour commence

Le deuxième tour de la Coupe du monde de football commence ce mercredi 14 juin par quatre matches qui seront disputés dans le groupe A par la R.F.A. et l'Italie, et par l'Autriche et les Pays-Bas, et dans le groupe B par l'Argentine et la Pologne et par le Brésil et le Pérou. Douze rencontres restent à disputer

pour déterminer les équipes qui se classeront aux quatre premières places. Les autorités argentines s'efforcent de montrer le meilleur visage du pays pendant ce Mondial, mais n'empêchent pas certains « bavures », comme la disparition d'un journaliste connu, le directeur de la revue « Mercado ».

## L'équipe de France a quitté Buenos-Aires... en forme

Buenos-Aires. — « Les footballeurs français reviendront en France en bien meilleure forme qu'ils n'ont jamais eue », il n'y a aucune ironie dans les propos du docteur Vrilac, spécialiste médical de l'Institut national des sports et de l'éducation physique (INSEP), qui a accompagné le départ de l'équipe française en Argentine. Les tests médicaux auxquels les joueurs ont été quotidiennement soumis et leur comportement en fin de match contre l'Italie et l'Argentine, ou durant toute la rencontre avec la Hongrie, démontrent, en effet, que les joueurs ont eu une attitude sportive, même si dans quelques secteurs celle-ci reste empirique. Pour l'expédition argentine, il a obtenu la collaboration d'un confrère, le docteur Moliner, qui suivait les juniors français et avait fait partie de

de cure de réhydratation, de reminéralisants, de défatigants autorisés, sans oublier la thalassothérapie et les massages. Le choix du Tourquet pour le stage avait été lui-même décidé après une étude climatologique effectuée l'an dernier à la même époque au Híndiu-Club, de Don Torcuato. En possession de tous les résultats de tous les examens du Tourquet, les deux médecins de l'équipe de France avaient affaire, au Híndiu-Club, à un travail de routine. Contrôle de la diététique avec le cuisinier français M. Jeanette, mesure des variations quotidiennes de l'état de fatigue des joueurs. — G. A.

**A LA TELEVISION**  
 MERCREDI 14 JUIN  
 • E.S.A.-Italie, A 2, 15 h. 40 (direct).  
 • Brésil-Pérou, TF 1, 21 h. 35 (direct).  
 JEUDI 15 JUIN  
 • Autriche-Pays-Bas, A 2, 15 h. (différé).  
 • Pologne-Argentine, TF 1, 14 h. (différé).

## « Que piensa Usted de la Argentina? »

Buenos-Aires. — Si, au restaurant, votre voisin de table d'à côté que vous êtes étranger, et vous demandez un renseignement dans la rue avec un accent différent de celui des « portenos » (habitants du port, donc de Buenos-Aires), ou bien si votre trajet en taxi excède quelques minutes, vous n'échapperez pas, sciemment à Buenos-Aires, à une question : « Que piensa usted de la Argentina? » (Que pensez-vous de l'Argentine?).

**De notre envoyé spécial**  
 Monsieur, répond sans humour le directeur, ce sont des policiers en civil chargés d'assurer votre sécurité. Les premiers jours, les chambres de certains journalistes étaient surveillées nuit et jour par un policier en civil, installé dans un tuteuil, face à la porte. Quand on s'est plaint au directeur de cette présence, un peu encombrante, celui-ci a teint l'éclairage. « Ce n'est pas possible, c'est insupportable. Je vais me renseigner. » Depuis, la surveillance est plus discrète. Certains jours, on omet l'impression de ne pas être suivie. D'autres, au contraire, un même personnage viendra ostensiblement s'asseoir à la table voisine du restaurant et se contentera, pendant plus d'une heure, d'un café, avant de vous suivre jusqu'au bar. Désillusion pour d'éventuels contacts ou mélancoliques de certains policiers ? Toute l'organisation de ce Mondial repose sur une ambigüité : il faut montrer un visage amical de l'Argentine, mais aussi éviter que les journalistes puissent avoir des contacts avec la population.

Jamais peut-être une population n'a été aussi sensibilisée à l'opinion que l'on peut avoir d'elle et l'étranger, surtout en Europe et plus particulièrement en France, qui sert de référence dans beaucoup de domaines. Depuis plusieurs mois, le gouvernement argentin, avec l'appui de la presse et de la télévision, mène une campagne sur le thème suivant : « Nous sommes accueillants à l'étranger, nous allons être jugés pendant la Coupe du monde. Soyons aimables et montrons à tous les touristes et journalistes le meilleur visage de l'Argentine. » Dans les hôtels, pour que les touristes aient une image favorable de l'Argentine, les femmes de chambre sont jeunes et parlent courtoisement deux ou trois langues étrangères. Ce sont souvent des professeurs de langues, engagées à mi-temps pour la durée de la Coupe du monde, contre promesse d'une bonne rémunération. Il est vrai aussi que beaucoup d'Argentine doivent avoir deux emplois pour vivre décemment. Dans le domaine touristique, les premiers résultats ne sont pas très encourageants. Alors que cinquante à soixante mille visiteurs étaient espérés, dix-sept mille seulement sont venus assister au premier tour de la Coupe du monde. La situation politique, les résultats décevants des Brésiliens, qui devaient fournir le plus gros contingent de supporters, et les prix pratiqués ont eu des effets dissuasifs. Au centre de presse, la moindre café coûte 5 francs. Le snack-bar est inabordable et désert. Dans les quartiers les plus touristiques, les restaurants ont ajusé leurs tarifs. À l'hôtel, une chambre dont le prix affiché est de 35 dollars (168 francs) est facturée 104 dollars (500 francs), petit déjeuner non compris. Le prix habituel de ce dernier (3 dollars) a doublé. Si vous demandez des explications au directeur de l'hôtel, celui-ci répond invariablement : « Je n'y peux rien. Ce sont des consignes gouvernementales. » Le prix inclut-il la location de nos anges gardiens ? Oh ! non,

Commentait cette disposition, le général Albino Harguindeguy, ministre de l'Intérieur, s'est contenté de manifester son intérêt et ses préoccupations. En outre, mardi 13 juin, une bombe a explosé devant le domicile du secrétaire général de l'État-major de l'armée de terre, le général Reynaldo Igono, sans faire de victimes. Samedi 10 juin, des coups de feu ont été tirés contre le façade de la Casa Rosada, siège du gouvernement, par des inconnus circulant en voiture. Lundi 12 juin, c'est pourtant à l'intention contre le Club Méditerranée, à Paris, que le journal « L'Opinion », le journal de l'armée, consacrait son éditorial intitulé : « Apparition d'un Front de libération : la France commence à vivre le terrorisme. » France le doux, France le libérateur, France la patrie des droits de l'homme, celle qui a pris la Bastille, celle qui constitue un refuge traditionnel pour tous les exilés du monde — sauf les Algériens, — où les ultra-gauchistes se permettent de saboter le Mondial de football et le congrès de cancérologie qui doivent se tenir à Buenos-Aires, est tombée, apparemment, sous le feu des terroristes («... »), écrit le journal. « Personne ne se réjouit de ce qui est arrivé en France, même pas les pays « censurés », mais de tout ces faits se déduit clairement que qui héberge des terroristes vivra sous le terreur, et la France qui a hébergé des fascistes, des nazis, des gendarmes, des collaborateurs et des terroristes Sud-Américains ne peut espérer autre chose. » Que piensa usted de la Argentina? **GÉRARD ALBOUY.**

### Nouvelle version sur la disparition des deux religieuses

L'ambassadeur d'Argentine en France, M. Tomas de Anchorena, a affirmé le mardi 13 juin que les deux religieuses françaises disparues en Argentine « étaient liées à la subversion » et qu'elles avaient une dépense ecclésiastique de plus d'un an pour quitter les lieux. « Cela ne justifie pas le problème des disparus et nous faisons tout ce qui est possible pour les retrouver », a ajouté l'ambassadeur au micro d'Europe n° 1 : « mais quand un pays a souffert une situation aussi grave et a été sous la pression du terrorisme pendant plus de dix ans, ces problèmes, malheureusement, existent. Les gens disparaissent pour différents motifs, même par des bavures de cette sorte qu'on attribue au terrorisme. Il y a des gens et des organisations qui veulent faire leur propre justice. C'est une situation qu'il est difficile de contrôler totalement. » (Selon nos informations, Srur Ailce Donna, enlevée le 8 décembre dernier en plein centre de Buenos-Aires en compagnie d'une dizaine de mètres de disparus, se trouvait effectivement « hors de sa congrégation » sans, pour autant, avoir été l'objet d'une « dépense ecclésiastique ». La situation de Srur

**Bacheliers !**

Un groupe d'enseignement renommé  
**LE GROUPE E.S.S.E.C.**  
 vous propose d'apprendre en deux ans un métier ouvrant sur :

- Des carrières vivantes et variées.
- Un secteur aux débouchés nombreux.

**Ecole des Praticiens du Commerce International**

Enseignement supérieur privé

Vous êtes bachelier ou vous avez entamé des études supérieures. Vous avez de bonnes connaissances en langues étrangères. L'E.P.S.C.I. créée par le Groupe E.S.S.E.C. peut vous apporter la formation que vous souhaitez. Session d'admission en septembre.

EXAMEN D'ENTRÉE LES 30 JUIN ET 1<sup>ER</sup> JUILLET 1978.

M. prénoms ..... Adresse .....

.....

desire recevoir la documentation de l'E.P.S.C.I.  
 E.P.S.C.I., B.P. 105 - 95001 Cergy Cedex. Tél. 030-40-57

**OFFREZ-LEUR AUTRE CHOSE !**



**AVEC LE SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS DES VACANCES AU GRAND AIR, AU SOLEIL.**

Comité du Livre du Secours Populaire Français  
 94, boulevard Auguste-Blanqui 75013 Paris  
 C.C.P. 31.711-09 Y La Source

## A FONTENAY / BOIS (94) du 1<sup>er</sup> Juin au 1<sup>er</sup> Juillet

# AUCHAN

## Casser les prix, c'est notre métier.

Canon... Minolta... Olympus... Nikon... Sankyo... Kodak... Polaroid... Konica... Fujica... Pentax... Praktica...

 NIKON FM boît. chromé nu 1.545,00 F	 CANON AE1 1,8/50 + sac 1.799,00 F
 CANON 514 XLS + sac 2.095,00 F	 PENTAX ME 1,7/50 ..... 1.675,00 F
 POLAROID 1000 instantané .. 177,95 F	 Caméra CANON 514 XL muette + sac 1.595,00 F
 Flash électronique ..... 159,00 F	 Super 8 KODACHROME type A muet ..... 30,47 F
 PRAKTIKA LTL 3 1,8/50 ..... 845,00 F	 Torche ciné "luxe" .. 65,00 F

Ces appareils sont garantis un an, pièces et main-d'œuvre.

## FONTENAY / BOIS

AVENUE DU MAL. JOFFRE - TEL 876.47.95

# RER:VAL de FONTENAY

Le débat sur les plus-values à l'Assemblée nationale : le gouvernement

Nouvel élu de l'Isère, M. Christian Nucci (P.S.), a frontisé sur le « tango des plus-values », dont on dansait le dernier pas, mardi 13 juin, à l'Assemblée nationale. Tango? Plutôt quadrille. Juin 1978, première figure : M. Jean-Pierre Fourcade (R.L.), ministre de l'économie et des finances, donne la main à M. Fernand Icart (R.L.), président de la commission des finances, tandis que M. Maurice Papon (U.D.R.), rapporteur général du budget, tend

la sienne à M. Jacques Chirac (U.D.R.), premier ministre. Deux ans après, les rôles ont changé, les éduettes aussi, mais les personnages et les dialogues sont les mêmes. En 1976, M. Papon déclarait : « Il n'est pas injustifié de demander à ceux qui (...) sont amenés à réaliser des plus-values lors de la cession de leurs biens une contribution aux charges collectives. » Cette année, M. Icart (U.D.F.), est rapporteur

général, et il déclare à M. Papon (R.P.R.), ministre du budget, « Il n'est pas déraisonnable de vouloir que les gains tirés d'opérations d'achat et de vente de valeurs mobilières soient soumis à l'impôt au même titre que les traitements, les salaires », etc. A deux ans de distance, deux hommes différents, dans des emplois identiques, trouvent les mêmes formules pour concéder, comme à regret, au gouvernement le bien-fondé de son projet.

« Pas injustifié », le texte de 1976, adopté après une bataille de trois semaines, dont la conclusion politique avait été, deux mois plus tard, la démission de M. Chirac, est resté lettre morte. « Pas déraisonnable », le nouveau projet, qui, abrogeant la loi de 1976, ne laisse pas d'inquiéter le groupe R.P.R., qui n'a pas arrêté, lors de sa réunion de mardi, la position qu'il prendra au moment du vote. Accusant le gouvernement d'« incohérence », parce qu'il

Mardi 13 juin, sous la présidence de M. Chaban-Delemas, l'Assemblée nationale examine le projet de loi relatif aux produits de cession à titre onéreux de valeurs immobilières et de droits sociaux. Ce texte analysé dans le Monde du 26 mai propose d'abroger les dispositions relatives aux plus-values mobilières de la loi du 19 juillet 1976. Il donne une définition des personnes accomplissant des opérations de bourse à titre habituel, selon les termes qui figurent à l'article 92 du code général des impôts.

Seraient considérées désormais comme des opérations à titre habituel les personnes qui procèdent à des opérations boursières à crédit (à découvert, prorogées, à prime ou à option) ou à des opérations au comptant lorsque ces dernières, d'un montant supérieur à 50 000 F, entraînent au pour d'une année au moins la moitié de la valeur du portefeuille au 31 décembre de l'année précédente.

Le projet comporte trois niveaux de taxation : — Lorsque des contribuables sont considérés comme opérateurs à titre habituel et que les produits de cession des valeurs mobilières représentent plus de la moitié du total de leur revenu, ces cessions sont taxées à l'impôt

sur le revenu dans les conditions du droit commun ; — Lorsqu'il s'agit d'opérateurs à titre habituel, mais dont les produits de cession sont inférieurs à la moitié du total de leur revenu, ces produits sont taxés forfaitairement au taux de 30 % ou, si le contribuable estime plus avantageux, dans les conditions du droit commun ; — Lorsqu'il s'agit de cessions réalisées par des personnes qui ne sont pas considérées comme des opérateurs à titre habituel, mais que ces cessions excèdent un montant de 100 000 F par an, les produits sont taxés au taux forfaitaire de 15 %.

Le calcul de la matière imposable est simplifié au maximum : il s'agit de la différence entre le prix de cession net des frais et le prix d'acquisition à titre onéreux ou, en cas d'acquisition à titre gratuit, de la valeur successorale des titres. Dans le cas de cession des titres de même nature acquis à des prix différents, il serait fait application de la valeur moyenne d'acquisition. Enfin, les contribuables auront la faculté, s'ils l'estiment préférable pour eux, de choisir comme prix d'acquisition le dernier cours au comptant de 1978 pour tous les titres acquis avant le 1<sup>er</sup> janvier 1979. Les pertes sont imputables sur les gains réalisés au cours de la même année et des cinq années suivantes.

ou la notion de portefeuille ». Le projet soumis à l'Assemblée « ne concernerait, au total, dit-il, que cent vingt mille contribuables, alors que nous comptons en France environ deux millions de porteurs de valeurs mobilières ». Il ajoute : « Un texte simple, certes, clairement écrit, il faut en convenir, mais aussi un texte qui évocait un certain nombre de problèmes sans les régler. » Tout d'abord, il résulterait une taxation à 30 % de quelques milliers de francs réalisés d'opérations répétitives, alors que les gains, même s'ils sont dix ou vingt fois supérieurs, échapperaient à tout impôt si le portefeuille n'a pas tourné aussi

M. PAPON : nous avons voulu éviter le contrôle des avoirs

M. PAPON, ministre du budget, rappelle que le dispositif de la loi de 1976 aboutit à la mise en place de quatre systèmes distincts, dont la combinaison constitue sept régimes différents d'imposition : deux régimes d'exonération complète ; cinq régimes d'imposition modifiée selon le temps de détention, soit un pour les plus-values à court terme, deux pour les plus-values à moyen terme et deux pour les plus-values à long terme. Le texte que le gouvernement propose abroge purement et simplement les dispositions de 1976 et tend à concilier dans une conception d'ensemble le souci de justice fiscale et celui de l'efficacité économique. Ce texte obéit à un souci de simplicité et de clarté.

rapidement alors que les produits réalisés des ventes très importantes ne seront taxés qu'à 20 %. Enfin, l'orateur regrette que « la simplification voulue par le gouvernement » ne les conduise à « courtier la prise en compte de l'érosion monétaire dans le calcul des produits nets ».

Le rapporteur général énumère les amendements adoptés par la commission des finances (le Monde du 10 juin), quitte, déclare-t-il en conclusion, « à rechercher un compromis acceptable dont il appartiendra de faire l'expérience sans exclure l'idée qu'il puisse être revu à quelques années ». Le rapporteur général énumère les amendements adoptés par la commission des finances (le Monde du 10 juin), quitte, déclare-t-il en conclusion, « à rechercher un compromis acceptable dont il appartiendra de faire l'expérience sans exclure l'idée qu'il puisse être revu à quelques années ».

M. ICART (U.D.F.) : des problèmes non réglés

M. ICART, U.D.F., rapporteur général de la commission des finances, note que la loi de 1976 « est d'une application non seulement difficile, mais à la limite impossible », et il rappelle que l'Assemblée avait décidé d'en reporter l'application jusqu'à ce qu'elle ait adopté, l'automne dernier, la loi de finances pour 1978. Des lors, dit-il, « ou bien les choses restent en l'état, et au 1<sup>er</sup> janvier prochain le loi de 1976 doit s'appliquer, ou bien nous y substituons un nouveau dispositif ».

Il ajoute : « Certains, je le sais, rejettent cette alternative et considèrent qu'il est préférable de ne rien faire ou, plus exactement, de différer à nouveau la prise en compte des problèmes posés par l'imposition des profits

« boursiers ». A cette attitude, il oppose deux arguments. « Tout d'abord, dit-il, les dispositions de la loi de 1976 concernent les biens immobiliers d'une part, les métaux précieux, les objets d'art et d'antiquité d'autre part, trouvent aujourd'hui une application effective. Dès lors, n'aurait pas les raisons pour lesquelles les plus-values sur les valeurs mobilières échapperaient à la règle qui vaut pour les autres catégories de biens. Ensuite, il n'est pas déraisonnable de penser que les gains tirés d'opérations d'achat et de vente de valeurs mobilières sont imposables à l'impôt au même titre que les traitements, les salaires, les résultats d'une activité industrielle ou commerciale, ceux d'une activité agricole ou ceux tirés d'une profession libérale. »

Le rapporteur général estime toutefois qu'on ne peut s'engager dans la voie de l'impôt sur les plus-values boursières sans prendre en compte la spécificité du marché des valeurs mobilières, la nature particulière de ces biens

M. FABRUS : une fiscalité de classe

« Au nom du groupe socialiste, M. FABRUS (Seine-Maritime) oppose la question préalable, qui signifie qu'il n'y a pas lieu de débattre sur le texte. Il avance trois raisons à cette attitude : « En premier lieu, dit-il, notre fiscalité est scandaleusement inéquitable. Deuxièmement, je crains fort que le débat soit entaché de la même confusion et du même conservatisme qui avaient mar-

M. COMBRISSEON (P.C.) : un alibi idéologique

Ouvrant la discussion générale, M. COMBRISSEON (P.C., Essonne) déclare que le projet de 1976 « s'en prend, en fait, aux résidences secondaires et aux biens familiaux, aux petites entreprises, aux professions libérales et commerciales qui, déjà atteintes par la crise, croient devoir assurer leur avenir par l'épargne ». Ce texte, poursuit-il, « s'agit d'un projet de loi qui n'est pas le résultat d'un processus de réflexion, mais d'un processus de réaction ». Il ajoute : « Ce projet de loi est une véritable fiscalité de classe. C'est contre ces contribuables que le projet de loi de 1976 a été adopté. C'est contre ces contribuables que le projet de loi de 1976 a été adopté. C'est contre ces contribuables que le projet de loi de 1976 a été adopté. »

M. MARETTE : les inquiétudes du R.P.R.

Face au texte de 1976, M. JACQUES MARETTE (R.P.R., Paris) estime que « tous — gouvernement et majorité — doivent faire leur autocritique (...). Nous sommes devant un amas de décomptes », ajoute-t-il. Il en veut pour preuve le vote de trois textes inapplicables et inappliqués : taxe professionnelle, « Sericette »

AVIS AUX CLIENTS de FLASH 2 POINTS FLASH sont OUVERTS

FLASH est le spécialiste de la photo du cinéma, du son et de la Hi-Fi, il vient de créer un département spécial « Télévision couleur portables et vidéo ». Il devient ainsi, le spécialiste discourt de tout l'audio-visuel.

DES PRIX FLASH 78 DE REOUVERTURE

En photo et cinéma, FLASH prime les meilleurs prix du marché. Consultez-le régulièrement pour profiter des meilleures conditions.

exemple : APPAREIL 24x36 REFLEX CHINON CM 3 avec objectif 1,7/50... 1290 F

discount n°1 de la TELEVISION COULEUR PORTABLE

Chaque semaine un téléviseur en promotion spéciale. TELEVISEUR COULEUR HITACHI CFS 244 ECRAN 36 cm.

Portable, tube image 36 cm 90° - sélecteur des canaux à 8 positions - alimentation stabilisée 110/220V - prise d'écouteur livrée avec antenne-piles 3250 F

FLASH ROCHER 23-25-27, rue du Rocher 75008 PARIS Métro Saint-Lazare. Tél : 522.62.48 - 522.79.43 - 522.81.16

C'EST PLUS FACILE DE RÉVISER A DELIX. CASSETTES CASSENTIEL PUF LA MEILLEURE FACON DE RÉVISER.

La Véritable Anisette des Frères Gras. Elle revient à la mode. Notre Télex POUR VOS COMMUNICATIONS

LA VIEILLE DES EXAMENS, LES ÉCRITS S'ENVOIENT, LES PAROLES REViennent. CASSETTES CASSENTIEL PUF LA MEILLEURE FACON DE RÉVISER.

Montparnasse à 50 m de la Coupole l'exception. STUDIOS ET 2 PIECES 16 rue Delambre, Paris.

PASSEZ VOTRE EXAMEN AVANT LES EXAMENS. CASSETTES CASSENTIEL PUF LA MEILLEURE FACON DE RÉVISER.

POUR RECEVOIR LE CATALOGUE DES CASSETTES CASSENTIEL. DROIT, HISTOIRE, LITTÉRATURE, DECROQUEZ CE BON.

ECOUTEZ LA VOIX DE VOTRE MAÎTRE. CASSETTES CASSENTIEL PUF LA MEILLEURE FACON DE RÉVISER.

LES CASSETTES CASSENTIEL SONT EN VENTE CHEZ VOTRE LIBRAIRE.

LES CASSETTES CASSENTIEL SONT EN VENTE CHEZ VOTRE LIBRAIRE.

LES CASSETTES CASSENTIEL SONT EN VENTE CHEZ VOTRE LIBRAIRE.

vient les réserves. L'Association des Français Libres fait savoir qu'au cours de son assemblée générale à NARBONNE, le 29 mai dernier, le général d'armée Jean SIMON a été élu président national de l'Association. Le général d'armée Jean SIMON succède dans ce poste à l'Amiral Charles EDWARD LA HAYE, qui, après avoir assuré cette présidence pendant 9 années, a dû se résigner pour raisons de santé. L'Association, conformément à ses traditions, organise des cérémonies à l'occasion du 18 juin.



préviennent les réserves du R.P.R.

proposé, cette semaine, « un texte qui frappe les plus-values, alors que nous examinerons, la semaine prochaine, un texte qui les encourage », M. Claude Labbé, président du groupe, a déclaré dans les couloirs du Palais-Bourbon, que l'attitude des députés R.P.R. dépendra de l'accueil qui sera fait aux amendements adoptés par la commission des finances.

des seuils de taxation, des coefficients de rotation des portefeuilles et de l'incitation à l'épargne, à des compromis qui ne portent pas atteinte à la substance ni à la structure du projet. Cette attitude coquillante paraît de nature à désamorcer la bombe — ou le pétard — dont certains, sans trop y croire, redoutaient qu'éclatât l'explosion en cette période d'accalmie.

PATRICK JARREAU.

et taxation des plus-values mobilières. Reconnaisant au projet de gouvernement « le mérite de susciter quelques réserves », une « grande prudence » et des « inquiétudes », le groupe R.P.R., qui ne le votera, dit-il, que si certains amendements sont adoptés, à commencer par un autre intitulé du projet qui correspond à la réalité de son contenu, c'est-à-dire à la taxation des gains en capital.

de l'érosion monétaire. Il relève deux inconvénients, à ses yeux majeurs, dans le dispositif prévu : d'une part, la difficulté d'exercer un contrôle puisque le système est fondé sur des déclarations, et, d'autre part, la pénalisation des placements en valeurs mobilières par rapport aux placements en valeurs immobilières et par rapport aux placements en or, en taléaux.

M. Marete met l'accent sur « l'incohérence » qui existe entre les dispositions prévoyant l'imposition de certaines plus-values fictives — puisque destinées à être réinvesties — et le contexte économique qui se caractérise, selon lui, par une « révolution tranquille », à savoir libérer les entreprises et ranimer le marché financier.

Répondant aux orateurs, M. PAPON précise que l'article 13 ne s'appliquerait pas aux sociétés dont les immeubles servent uniquement à l'exploitation. Il conteste l'exonération des plus-values réinvesties, proposée par M. Marete. A propos de l'incompatibilité de ce texte avec l'épargne, le ministre du budget explique que ce dernier aura pour but d'attirer de nouveaux porteurs afin de réanimer le marché financier, alors que le premier, visant les opérateurs habituels, est dicté par un souci de justice fiscale. Il accepte le principe d'une prise en compte de l'érosion fiscale à condition que les amendements la prévoyant ne touchent pas à la philosophie du texte. Après avoir relevé que ni les SICAV ni les fonds de placement ne seront exemptés, il réfute l'idée que le déclin du marché financier de Paris est dû à des raisons fiscales. Il réserve que les primes de remboursement ne seront pas taxables, que toute exonération fondée sur le délai de détention est exclue et que le doublement des seuils envisagé par la commission des finances réduirait trop la portée du texte. M. PAPON déclare que le gouvernement n'est pas hostile à l'exonération des titres cotés dans le cadre de la participation des travailleurs.

Parml ce qu'il appelle les inconvénients du texte, il cite notamment la faiblesse du coefficient de rotation, l'absence de possibilités de prescription et le fait qu'il fasse partie d'un dispositif qui risque de ne pas ranimer le marché de Paris de façon satisfaisante alors que l'objectif poursuivi, M. Marete critique également le non-assujettissement à la taxe des titres non cotés.

Le projet de loi, dit-il, n'est pas un projet de loi, mais un projet de loi-cadre, qui aura pour objet de donner une impulsion à l'économie et de favoriser la croissance. Il s'agit d'un projet de loi-cadre, qui aura pour objet de donner une impulsion à l'économie et de favoriser la croissance.

M. DE BRANCHE (U.D.F.) : un mythe

Après avoir souligné les difficultés à réaliser la justice fiscale en France, M. René DE BRANCHE (U.D.F., Mayenne) considère que le texte « ne peut être simple que par une matière fort ardue : envisager ou à l'heure des intérêts bien établis ». Selon lui, « il est à craindre que la loi ne soit pas simple, car elle risque de ne pas ramener le marché de Paris de façon satisfaisante alors que l'objectif poursuivi, M. Marete critique également le non-assujettissement à la taxe des titres non cotés.

de l'érosion monétaire. Il relève deux inconvénients, à ses yeux majeurs, dans le dispositif prévu : d'une part, la difficulté d'exercer un contrôle puisque le système est fondé sur des déclarations, et, d'autre part, la pénalisation des placements en valeurs mobilières par rapport aux placements en valeurs immobilières et par rapport aux placements en or, en taléaux.

Après avoir souligné les aspects positifs du projet, M. de Branche critique certaines dispositions votées par la commission des finances, notamment celle exonérant pendant trois ans les gains en capital lorsque l'excédent d'achat sur la vente dépasse 3 %, qui constitue, selon lui, un « cadeau pour ceux qui ont des portefeuilles importants », mais un « cadeau empoisonné pour la Bourse, lorsque cette exonération prendra fin ».

Le Sénat a voté, mardi 14 juin, à 2 heures du matin, le projet de loi sur le crédit immobilier, visant à renforcer la protection des emprunteurs. Ce projet, présenté par M. René MONRY, ministre de l'économie, avait été soumis, en janvier dernier, à la décision du conseil des ministres par Mme Christiane Survenne, alors secrétaire d'Etat à la consommation. L'avant-projet gouvernemental comportait un chapitre concernant les opérations immobilières, mais, compte tenu de la spécificité des transactions et des prêts immobiliers, le gouvernement a finalement décidé de présenter deux projets séparés, dont le premier a été définitivement adopté à la fin de l'année dernière, et dont le second, conformément aux engagements pris par Mme Survenne à l'Assemblée générale, a été définitivement adopté à la demande du Parlement au cours de l'intersession d'hiver. Le Sénat en a été saisi en premier.

Après avoir souligné les aspects positifs du projet, M. de Branche critique certaines dispositions votées par la commission des finances, notamment celle exonérant pendant trois ans les gains en capital lorsque l'excédent d'achat sur la vente dépasse 3 %, qui constitue, selon lui, un « cadeau pour ceux qui ont des portefeuilles importants », mais un « cadeau empoisonné pour la Bourse, lorsque cette exonération prendra fin ».

Le Sénat a voté, mardi 14 juin, à 2 heures du matin, le projet de loi sur le crédit immobilier, visant à renforcer la protection des emprunteurs. Ce projet, présenté par M. René MONRY, ministre de l'économie, avait été soumis, en janvier dernier, à la décision du conseil des ministres par Mme Christiane Survenne, alors secrétaire d'Etat à la consommation. L'avant-projet gouvernemental comportait un chapitre concernant les opérations immobilières, mais, compte tenu de la spécificité des transactions et des prêts immobiliers, le gouvernement a finalement décidé de présenter deux projets séparés, dont le premier a été définitivement adopté à la fin de l'année dernière, et dont le second, conformément aux engagements pris par Mme Survenne à l'Assemblée générale, a été définitivement adopté à la demande du Parlement au cours de l'intersession d'hiver. Le Sénat en a été saisi en premier.

Au Sénat Questions sur la radiotélévision

TELEVISION EN COULEURS « L'origine, il avait été décidé que le réseau TF1 couvrirait tout le territoire français, mais les progrès accomplis ont permis d'anticiper de quinze à dix-huit mois.

VIOLENCE SUR LES ECRANS « En 1977, 90 films ont été interdits aux mineurs de treize ans, 120 aux mineurs de dix-huit ans, 10 totalement interdits ; 1 film a été classé « interdit à la violence » et 99 « pornographiques », ce qui leur réserve une carrière à part dans les salles spécialisées.

ACTUALITES TELEVISEES REGIONALES « Le président d'Antenne 2 a récemment mis en cause l'obligation de diffuser les actualités régionales, c'est vrai. Mais c'est au gouvernement qu'appartient de prendre éventuellement la décision, et ce n'est pas la concertation avec le Parlement. (...) La suppression des émissions sur Antenne 2 ne peut être envisagée sans l'immediat accord des deux autres réseaux... »

CAMPAGNE POUR LES ELECTIONS EUROPEENNES « Les élections européennes de juin 1979 seront certainement l'occasion d'une réflexion sur la construction européenne. La radio et la télévision auront un rôle primordial en ce domaine. C'est aux présidents et aux conseils de décider comment. Techniquement, la loi du 7 juillet 1977 s'appliquera de nouveau, mais il y aura plus d'attention, entre les émissions de radio et de télévision, et l'on s'efforcera de les rendre plus attrayantes ; innovations qui seront aussi tentées pour les futures élections nationales. »

LE PROVENCAL SUR LES ANTENNES « Le cahier des charges est muet sur les langues régionales, mais depuis 1974, les pouvoirs publics y ont mis l'accent ; actuellement, près de soixante heures de radio par mois sont consacrées à l'occitan, au basque, au breton, au normand, au catalan, au corse, et à l'occitan languedocien et provençal, sans compter six heures et demi d'allemand classique sur Radio-Strasbourg ; à la télévision, 12 % du temps d'antenne sont à l'occitan, au basque, au corse et au breton. Le « créneau » de FR3 étant limité, étendre les émissions en langues locales ne peut se faire qu'aux dépens d'émissions en français ; ce qui justifie, par exemple, la langue que l'occitan plus largement pratiquée par la population locale que ne le sont les autres langues régionales (...). A la télévision régionale, la culture occitan est présente à l'occasion d'une réflexion sur la construction européenne. La

Vote d'une nouvelle législation en faveur des utilisateurs du Crédit immobilier

Le Sénat a voté, mardi 14 juin, à 2 heures du matin, le projet de loi sur le crédit immobilier, visant à renforcer la protection des emprunteurs. Ce projet, présenté par M. René MONRY, ministre de l'économie, avait été soumis, en janvier dernier, à la décision du conseil des ministres par Mme Christiane Survenne, alors secrétaire d'Etat à la consommation. L'avant-projet gouvernemental comportait un chapitre concernant les opérations immobilières, mais, compte tenu de la spécificité des transactions et des prêts immobiliers, le gouvernement a finalement décidé de présenter deux projets séparés, dont le premier a été définitivement adopté à la fin de l'année dernière, et dont le second, conformément aux engagements pris par Mme Survenne à l'Assemblée générale, a été définitivement adopté à la demande du Parlement au cours de l'intersession d'hiver. Le Sénat en a été saisi en premier.

Après avoir souligné les aspects positifs du projet, M. de Branche critique certaines dispositions votées par la commission des finances, notamment celle exonérant pendant trois ans les gains en capital lorsque l'excédent d'achat sur la vente dépasse 3 %, qui constitue, selon lui, un « cadeau pour ceux qui ont des portefeuilles importants », mais un « cadeau empoisonné pour la Bourse, lorsque cette exonération prendra fin ».

LE CALENDRIER DES TRAVAUX

Réunite mardi 13 juin, la conférence des présidents a établi comme suit l'ordre du jour des prochaines séances de l'Assemblée nationale :

JEUDI 15 JUIN (après-midi et soir) : déclaration du gouvernement et des déclarations, suivies d'un débat.

VENREDI 16 JUIN (matin et soir) : le fait, après-midi ; éventuellement suite de la discussion sur le projet relatif à l'imposition des produits de cession de valeurs mobilières ; questions orales sans débat.

MARDI 20 JUIN (après-midi et soir) : projet sur la police judiciaire et le jury d'amis ; proposition sur la soumission d'un véhicule sous l'empire d'un état alcoolique ; projet sur l'enseignement et la formation professionnelle agricole ; projet relatif aux conseils de formation et à la réhabilitation des stagiaires de la formation professionnelle ; collectif budgétaire pour 1978.

MERCREDI 21 JUIN (après-midi, après les questions au gouvernement, et soir), et JEUDI 22 JUIN (après-midi et soir) : discussion du projet tendant à orienter l'épargne sur le financement des entreprises.

QUAND VOUS AVEZ OUBLIE VOTRE COURS, LA CASSETTE REPETE, REPETE, REPETE.

CASSETTES CASSENTIEL PUF LA MEILLEURE FACON DE REVISER.

ECOUTEZ LA VOIX DE VOTRE MAITRE.

CASSETTES CASSENTIEL PUF LA MEILLEURE FACON DE REVISER.

JUSQU'AU 31 JUILLET 1978

Profitez gratuitement de notre contrat ROUTE ASSISTANCE SFAM FRANCE-ALFA ROMEO

23, bd de Courcelles 75008 Paris, Tel. 292 02 50 40 ter, av. de Suffren 75015 Paris, Tel. 734 09 35

Berdy notre prêt à porter commence là où les autres l'arrêtent

tout l'habillement et les chaussures pour les grands (1 m 85 à 2 m 15) — et les costauds.

NOUVEAU MAGASIN

79 avenue des Termes Paris 17<sup>e</sup> - Tél. 574.35.13 85 avenue Ledru-Rollin Paris 12<sup>e</sup> - Tél. : 628.18.24

PASSEZ VOTRE EXAMEN AVANT LES EXAMENS.

CASSETTES CASSENTIEL PUF LA MEILLEURE FACON DE REVISER.

Lentilles de contact souples

On les met et on les oublie...

Fabriquées dans une nouvelle matière souple et perméable à l'eau, spécialement destinées aux yeux sensibles, elles apportent une solution parfaite aux problèmes de tolérance. Elles sont encore plus agréables à porter et encore plus invisibles.

Essayez YSOPTIC

80, Bd Maiesherbes 75008 PARIS TEL. 522.15.52

Documentation et liste des correspondants français et étrangers sur demande.

POUR RECEVOIR LE CATALOGUE DES CASSETTES CASSENTIEL, DROIT, HISTOIRE, LITTÉRATURE, DECOUPEZ CE BON.

NOM \_\_\_\_\_

PRENOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

Cod. postal \_\_\_\_\_

PUF 90 BD SAINT-GERMAIN 75005 PARIS.

LES CASSETTES CASSENTIEL SONT EN VENTE CHEZ VOTRE LIBRAIRE.

# DAVID BOWIE, KARAJAN, BORIS GODOUNOV, BERNARD LUBAT, SCHUBERT.



## LE MONDE DE LA MUSIQUE.

Chez votre marchand de journaux, 7 F.

# EUROPLASTIQUE EUROCAOUTCHOUC



EXPOSITION INTERNATIONALE DES PLASTIQUES ET CAOUTCHOUCS

### PARIS 13-21 JUIN 1978

PORTE DE VERSAILLES  
tous les jours de 9 h 30 à 18 h 30



Dans 7 secteurs d'application, une sélection d'objets exceptionnels :  
un toit plastique de 5000 m<sup>2</sup>,  
un atelier de machines  
en fonctionnement de 33.000 m<sup>2</sup>

plus de 1300 exposants de 30 nations

matières premières · machines et équipements · engineering · produits finis

52.000 m<sup>2</sup> de stands couverts

## POLITIQUE

### LES DÉBATS AU SEIN DE LA GAUCHE

#### Une pétition au sein du P.S. demande que la moitié des candidats aux élections européennes soient des femmes

Le troisième courant du parti socialiste, animé par des femmes, a tenu une première réunion nationale dimanche 11 juin au lendemain de la session de la commission nationale « femmes » du P.S. Environ cent cinquante femmes ont participé à cette rencontre. Elles ont décidé de présenter une motion de politique générale lors du prochain congrès du parti socialiste afin d'affirmer l'originalité de leur démarche.

En attendant, le courant animé par des femmes a décidé de faire circuler au sein du P.S. une pétition concernant les futures élections à l'Assemblée européenne de Strasbourg. Le texte, après avoir évoqué la crise économique, note que « en Europe un citoyen sur deux est une femme ». Il souligne que l'élection d'effectuant à la proportionnelle et la désignation des candidats étant faite par les partis au niveau national les obstacles qui s'opposent d'habitude aux candidatures féminines peuvent être levés.

« Pour être totalement allergique à la dialectique des courants qui prévalent dans ce parti, je ressens les plus vives inquiétudes devant la stratégie qu'elle implique, les dangers qu'elle recèle et les comportements qu'elle engendre. » A l'inverse, Mme Monique Sarrasin, membre de la même commission, explique : « Faire autre chose, faire de la politique autrement, serait la principale raison d'être d'un troisième courant : ce parti s'écrit dans des pratiques d'appareils et des pratiques militantes d'un autre âge. Si les femmes se reconnaissent dans l'initiative qui a été lancée par trois d'entre elles, c'est parce qu'elles savent trop comment cette façon de faire de la politique les exclut, et qu'elles tiennent peut-être le espoir de vivre leur propre rapport à la politique. (...) »

Le bureau politique du P.C.F. a publié, mardi 13 juin, une déclaration dans laquelle il note que l'accession des élections municipales qui auront lieu le 18 juin, à Aix-en-Provence, à Fiers et à Briançon, le P.S. a refusé de constituer les listes d'union que les communistes lui proposaient.

Le bureau politique ajoute : « Il faut préserver et consolider l'union partielle où elle existe, notamment dans les municipalités de gauche. (...) »

« Son objectif reste de tout faire pour se renforcer au détriment du parti communiste afin de dépasser la note pour un parti socialiste qui pourrait jouer le rôle de recours ou de renfort de la droite dans la mise en œuvre de la politique du capital. »

« Il y a chez les femmes socialistes un énorme mécontentement, parfaitement justifié, il est en effet scandaleux qu'un parti comme le nôtre, après une réélection qu'il prône, les idées audacieuses qu'il avance, atteste par l'état de ses mentalités d'un tel conservatisme dans le rôle de la femme dans la vie politique. » Au parti socialiste il existe pour les femmes un abîme considérable dans le mode de désignation des candidats. (...) »

« Le bureau politique estime indispensable que tous ceux qui veulent préserver les perspectives de changement réfléchissent sérieusement sur ces données réelles de la lutte politique. (...) »

« L'historien a ajouté qu'il ne mettrait pas en doute la volonté du P.C.F. de ne procéder à aucune exclusion. Les semblables mesures, a-t-il expliqué, signifieraient le retour du P.C.F. à une période glorieuse de type stalinien. (...) »

« Un débat sur ces questions se développe à présent dans la presse socialiste et, dans son dernier numéro, l'hebdomadaire du P.S. publie plusieurs lettres. Mme Janine Tillard, secrétaire de la commission nationale à l'action féminine, estime : (...) »

« Le débat qui s'est instauré au sein du parti communiste français est un débat fondamental et profond, et personne ne pourra l'empêcher de se poursuivre. (...) »

« M. Jean Elieinstein, directeur adjoint du Centre d'études et de recherches marxistes, qui était, mardi 13 juin, l'invité de l'Association de la presse anglo-américaine, a notamment déclaré : (...) »

Mme MARGATÉ (P.C.F.) : notre politique est méconnue. L'émancipation du 14 juin achève le compte rendu de la réunion des responsables du P.C.F. chargés du « travail parmi les femmes », qui s'est déroulée les 10 et 11 juin à Argenteuil. Mme Catherine Margaté (Haute-Saône) explique : « Ce n'est pas notre combat avec les femmes ni nos positions qui ont du retard aujourd'hui. (...) »

M. TILLON : une forfaiture a été commise en septembre 1952. Dans une déclaration faite à l'A.F.P. mardi 13 juin M. Charles Tillon, ancien commandant en chef des Francs-tireurs et partisans (F.T.P.), ancien membre du bureau politique du P.C.F., précise : « Les communistes Pierre (...) »

M. André SII, chroniqueur littéraire de l'Humanité, qui a été interrogé à l'occasion de l'enquête des Nouvelles Littéraires sur le débat entre intellectuels communistes et déformés, a déclaré : « De plus, d'autres propos me sont parvenus que je n'ai manifestement pu tenir, ajoute-t-il. (...) »

Préparation d'été ou annuelle entrée 1<sup>er</sup> ou 2<sup>e</sup> années SCIENCES-PO sur place (Nouilly ou Quartier latin) ou par correspondance. Gratuité des annuaires corrigés et conseils. CEPES 57, rue Ch. Lullin, 92 Neuilly 72.94.94 ou 74.02.19

M. Jean Elieinstein, directeur adjoint du Centre d'études et de recherches marxistes, qui était, mardi 13 juin, l'invité de l'Association de la presse anglo-américaine, a notamment déclaré : (...) »

M. Jean Elieinstein répond d'abord à la question posée par l'hebdomadaire soviétique Temps nouveaux (le Monde du 26 et du 27 mai). L'historien communiste note que les procédures de la publication soviétique sont « caractéristiques de la méthode stalinienne. (...) »

Édité par la S.A.R.L. Le Monde. Directeur : Jacques Savoyat. Imprimerie du Monde, 5, r. des Italiens, PARIS-IX<sup>e</sup>. 1877

(1) N.D.L.R. — Année de l'exclusion de M. Tillon du bureau politique du P.C.F. Les accusations portées contre lui sont reprises au sein de l'A.N.A.C.F.

Puis, vous payez votre caution et votre loyer, comme vous le feriez pour tout appartement en location, et au bout de 24 mois, votre versement initial, votre caution, et 90% du montant total des loyers que vous avez versés, sont réunis pour former votre apport personnel.

LE P.R. VEUT RENFORCER LA SOLIDARITÉ. Nomination RHONE-ALPES. BRETAGNE

Le logement de l'étudiant N°5 en vente partout 10 F.

INVESTISSEZ EN BEAU DIAMANTS, EMERAUDES, RUBIS, SAPHIRS.

2 c'est l'appartement 4 pièces. L'apport personnel habituellement demandé pour accéder à la propriété représente bien souvent un capital difficile à réunir.

Handwritten text in Arabic script.

**POLITIQUE**

**LE P.R. VEUT « RENFORCER LA SOLIDARITÉ »**

M. Jacques Blanc, secrétaire général du parti républicain, a annoncé mardi 13 juin, que son parti organisera, le 26 de ce mois, dans chaque région, des réunions entre militants et élus locaux, au cours desquelles sera engagée une action de la formation en faveur de la solidarité. Il sera demandé aux membres et responsables du parti de favoriser des rencontres entre représentants de différentes catégories sociales, notamment entre ruraux et citadins en vacances, afin d'améliorer et la connaissance entre les individus.

M. Jacques Blanc a souligné la volonté du P.R. de montrer que la conviction qui dicte sa conduite est de « renforcer la solidarité ». « La solidarité, a-t-il dit, c'est ce que nous opposons à la lutte des classes. Il ne peut y avoir de solidarité de responsabilité sans responsabilité de solidarité, et celle-ci passe par une meilleure connaissance des individus entre eux. Il ne suffit pas de demander à l'Etat de mettre en œuvre l'assistance. Ce serait la plus grande transformation de la société française que de passer de l'assistance à la solidarité et de dépasser l'idée de lutte entre catégories sociales ».

Dans cette perspective, le parti républicain élaborera pendant l'été des propositions et des suggestions susceptibles d'être intégrées aux projets de loi en préparation, notamment en ce qui concerne les collectivités locales et les agriculteurs.

**AU CONSEIL DES MINISTRES**

**Nomination de quatre préfets**

- RHONE-ALPES : M. Olivier Philip.
- VAL-DE-MARNE : M. Louis Lalanne.
- OISE : M. André Collet.
- BRETAGNE : M. Jean Perier.

M. Olivier Philip, préfet de la région Bretagne, préfet d'Ille-et-Vilaine, est nommé préfet de la région Rhône-Alpes, préfet du Rhône, en remplacement de M. Pierre Douché.

Inté en 1925 à New-York, M. Olivier Philip, fils d'André Philip, ancien ministre, ancien député socialiste, est licencié en droit, diplômé de l'École militaire de Saint-Cyr et ancien élève de l'ENSA. Nommé sous-préfet en 1951, il occupe divers postes territoriaux en métropole et dans les départements d'outre-mer avant d'entrer en 1959 au cabinet de M. Berthoin, ministre de l'éducation nationale, puis ministre de la Jeunesse et des Sports, de M. Bonilloche, José Guillaumat, Pape Andréau et Christian Fouchet, qui démissionnent tour à tour, jusqu'en 1962, le portefeuille de l'éducation nationale.

En 1962, il est directeur du cabinet de M. Herzog, secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports. Nommé en 1964 préfet de la Nièvre, il entre en 1968 au cabinet de M. Pompidou, alors premier ministre, où il est particulièrement chargé des affaires politiques et des problèmes électoraux de la majorité pour les élections législatives de 1967. Après celles-ci il est nommé préfet de la région Limousin, préfet de la Haute-Vienne. Puis il devient, en octobre 1972, préfet de la région Bretagne, préfet d'Ille-et-Vilaine. M. Philip a été, de 1962 à 1965, président de l'Association des anciens élèves de l'ENSA.

M. Louis Lalanne, préfet de l'Oise, est nommé préfet du Val-de-Marne, en remplacement de M. Perier.

Inté en 1918 à Montargis (Aube), M. André Collet, qui est entré dans l'administration en 1943, est détaché, en 1946, au ministère des affaires étrangères pour les affaires allemandes. Attaché au consul de contrôle général de Berlin, puis directeur de cabinet du commissaire de la République française en Allemagne, il est nommé sous-préfet de Bonneville en 1955. Après avoir été successivement directeur du cabinet du préfet du Nord (1960) et sous-préfet de Béziers (1966), il devient préfet de Conzès en 1967, préfet de la Meuse en 1968 et préfet du Cher en 1971. Le nouveau préfet du Cher sera nommé ultérieurement.

M. Jean Perier, préfet du Val-de-Marne, est nommé préfet de la région Bretagne, préfet d'Ille-et-Vilaine, en remplacement de M. Olivier Philip.

Inté en 1925 dans le Calvados, entré en 1951 à l'ENSA, M. Perier occupe à partir de 1954 deux postes territoriaux de l'administration préfectorale et devient, en 1963, directeur du cabinet du préfet de la région Provence-Côte d'Azur-Corse de Marseille. Secrétaire général de l'Indre-et-Loire en 1967, il est nommé en 1970 sous-préfet de Saint-Nazaire et, en 1972, préfet délégué pour la police auprès du préfet du Rhône. En 1974, il devient préfet de Saône-et-Loire et, en avril 1976, préfet du Val-de-Marne.

**Le 22 juin dans les Pyrénées-Atlantiques**

**M. BARRE SE RENDRA A PAU A ORTHEZ ET A HASPARREN**

M. Raymond Barre commencera le voyage qu'il doit faire le jeudi 22 juin dans les Pyrénées-Atlantiques par une visite à Pau, le matin, où il participera à plusieurs réunions de travail consacrées aux problèmes économiques et sociaux du département avec les parlementaires, les conseillers généraux, les directeurs des principaux services administratifs et les représentants des organisations professionnelles.

Parmi les dossiers particuliers qui seront examinés figurent notamment l'avenir du complexe industriel de Lacq, la reconversion des secteurs en difficulté, l'aménagement des zones de montagne, les problèmes du thermalisme, la réaffectation du milieu rural, etc.

Après un déjeuner à Pau, le premier ministre se rendra à Orthez où il étudiera avec les membres du conseil municipal, à partir des exemples locaux, les problèmes qui se posent dans les villes moyennes.

En fin de journée, M. Barre inaugurera l'usine de pompes à chaleur créée à Hasparren par le groupe Leroy-Somer et évoquera à cette occasion le cas des usines à la campagne.

M. Raymond Barre a reçu mardi matin 13 juin, à l'hôtel Matignon, onze des nouveaux députés de l'U.D.F., MM. Edmond Alphandéry (Maine-et-Loire), François d'Aubert (Mayenne), René de Branche (Mayenne), René Benoit (Côte-d'Or), Claude Biver (Meuse), Maurice Charrier (Vaucluse), Charles Pétre (Haute-Marne), Gérard Languet (Meuse), Pierre Micaut (Aube), André Petit (Val-d'Oise), Charles Revet (Seine-Maritime) et Jean-Louis Schneider (Marne), avec lesquels il s'est entretenu des orientations du gouvernement, en présence de M. Roger Châtelet, président du groupe.

**En juin à Calvi : une semaine\* pour 1090 F**  
Par avion de Paris



Découvrez de nouveaux amis, une douceur de vivre en dehors de toute contrainte, la chance retrouvée d'une vie simple, joyeuse, authentique. Les jours sportifs, les soirées balnéaires, l'équilibre et le dynamisme du Club Olympique qui vous attend au soleil, à Calvi en Corse, dans l'un des plus beaux golfes du monde et partagez avec eux : Les

repas gastronomiques et copieux (40 heures d'ouverture à volonté) dans le restaurant fleuri sous les pins. Les petits bungalows le long de la plage. Les jours sportifs, les soirées balnéaires avec les animateurs et l'orchestre. Les promenades dans une nature d'une rare beauté.

\*Possibilité de séjour de 2 et 3 semaines

Demanda de documentation. Ligne Est 436

Nom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

CLUB OLYMPIQUE 3, rue de l'Échelle 75001 Paris. Tél. : 260 31 62

(PUBLICITÉ)

**INSTITUT DE SEXOLOGIE RELATIONNELLE**

Centre de psychothérapie corporelle, consultations sur rendez-vous

Changement de numérotage téléphonique à compter du 15 juin 1978

Anden : 664-80-44

Neuvon : 664-80-44

**VIENT DE PARAITRE**

**Le Logement**

des jeunes et des étudiants

Les dossiers de l'étudiant

N°5

en vente partout 10f.

**INVESTISSEZ EN BEAUTE...**

**Jean Miché**

Le Spécialiste des pierres précieuses

DIAMANTS, EMERALDES, RUBIS, SAPHIRS...

102, rue La Boétie 75008 Paris - Tél. : 225.85.05 - 259.02.71

**LE MONDE**

met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'Annonces Immobilières.

Vous y trouverez peut-être

**LA MAISON**

que vous recherchez

**LE MONDE**

met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'Annonces Immobilières.

Vous y trouverez peut-être

**LES BUREAUX**

que vous recherchez

(Publicité)

Contre la priorité à l'automobile et aux poids lourds

**FÉDÉRATION DES USAGERS DES TRANSPORTS**

(Président Jean-Claude DELARUE)

Courrier : 35, rue du Bourg-Tibourg, 75004 PARIS, tél. 272-11-15

**22.400 F**

c'est l'apport suffisant pour acheter un

**4 pièces à Clichy**

habitable immédiatement

L'apport personnel habituellement demandé pour accéder à la propriété représente bien souvent un capital difficile à réunir.

C'est pourquoi Hampton & Sons a décidé de faciliter l'achat de votre appartement à l'Olympe en vous permettant d'emménager tout de suite\* après le versement de 5% seulement de la valeur totale de votre appartement, soit :

14.600 F pour un 2 pièces de 51 m<sup>2</sup>

17.700 F pour un 3 pièces de 67 m<sup>2</sup>

22.400 F pour un 4 pièces de 86 m<sup>2</sup>

26.800 F pour un 5 pièces de 100 m<sup>2</sup>

(Ces prix moyens établis le 1.5.78 peuvent être majorés ou minorés en fonction de l'usage choisi).

Puis, vous payez votre caution et votre loyer, comme vous le feriez pour tout appartement en location, et, au bout de 24 mois, votre versement initial, votre caution, et 90% du montant total des loyers que vous avez versés, sont réunis pour former votre apport personnel.

Vous constituez vous-même votre capital-pierre tout en jouissant de votre appartement.

Important : si vous avez souscrit à un plan épargne logement, vous n'êtes plus obligé d'en attendre la clôture pour habiter chez vous : vous anticipez votre accession à la propriété et vous cessez de payer des loyers à fonds perdu.

Une chose encore : si vous êtes déjà propriétaire d'un appartement que vous souhaitez revendre, la formule Hampton & Sons, appliquée à l'Olympe, vous permet de vivre immédiatement dans votre nouvel appartement sans brader votre patrimoine. Vous avez tout le temps devant vous pour en tirer le meilleur prix.

Enfin, à l'Olympe, vous pouvez bénéficier du nouveau prêt conventionné du Crédit Agricole qui vous permet des mensualités très abordables pour un appartement plus grand.

Venez visiter l'Olympe, tous les renseignements vous seront donnés sur place, tous les jours de 11 h à 19 h sauf le mardi et le mercredi, 8, rue des Cailloux à Clichy 92110, ou par téléphone au 737.33.60.

**l'Olympe**

8, rue des Cailloux - 92110 Clichy

Un immeuble préconisé par :

**Hampton & Sons**

Conseil International en Immobilier

Pour recevoir une documentation gratuite sur l'Olympe, retournez ce bon à :

Hampton & Sons

19, av. F. Roosevelt 75008 Paris

Nom : \_\_\_\_\_

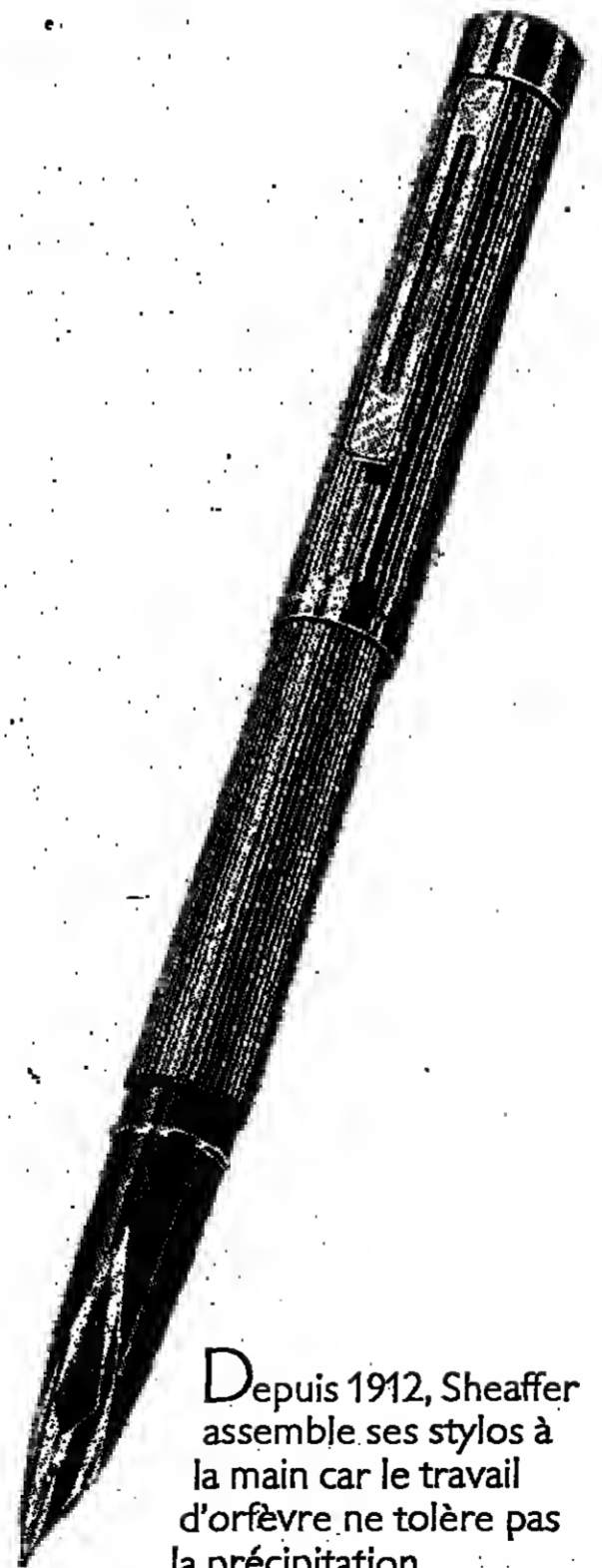
Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

\* après acceptation du dossier.

**Travail d'orfèvre**



Depuis 1912, Sheaffer assemble ses stylos à la main car le travail d'orfèvre ne tolère pas la précipitation.

Les stylos Sheaffer existent en version plume, bille, feutre ou mine. Laque, or, argent ou acier.

**SHEAFFER®**

SHEAFFER EATON TETRON

Sheaffer, Eaton, Tetron Inc.

# DÉFENSE

## Dix ans de politique militaire

### II. - LA QUALITÉ AVANT LA QUANTITÉ

par JACQUES CRESSARD (\*)

Dans la première partie de son étude (« Le Monde » du 14 juin), M. Jacques Cressard a décrit ce qu'il considère comme une nouvelle et grave détérioration de la situation internationale, et il a insisté sur la nécessité pour la France de construire des sous-marins nucléaires lance-missiles supplémentaires.

Crédibilité technique mais aussi crédibilité psychologique. La loi de programmation militaire la fonde sur la détermination de la nation. Je dirai, pour ma part, que cette crédibilité se fonde, d'abord, sur la détermination du chef de l'Etat à qui reviendrait, même au sein d'un pays agité, le soin de mener, face à l'adversaire, le jeu dissuasif. Telle est la mission que donnent au président de la République les termes mêmes de la Constitution.

Il n'en est pas moins vrai qu'un pays déterminé, faisant bloc derrière son président, constitue un élément fondamental de la dissuasion. Or, cette détermination ne peut être laissée entre les mains d'un hasard et de l'improvisation. Chacun sent que le pays sera d'autant plus déterminé qu'il se sentira encadré et protégé. En ce domaine, tout reste à faire.

Pour ce qui est de la protection des populations, et malgré les recommandations de la commission des finances de l'Assemblée nationale, le débat n'est toujours pas tranché entre ceux qui considèrent que cette protection risque de fausser le principe même de la dissuasion, en laissant croire que notre pays accepterait une bataille nucléaire, et ceux qui estiment qu'elle renforce, au contraire, la dissuasion en faisant perdre son efficacité à l'arme nucléaire adverse. C'est cette dernière solution que semblent retenir l'U.R.S.S. et les Etats-Unis.

**Une querelle**

Deux missions reviennent à la marine : assurer la sécurité de nos lignes de communication ; manifester une présence assidue dans la zone d'intérêt économique des 200 milles nautiques.

La première est confiée à notre flotte de haute mer. Ses moyens doivent permettre d'abord une présence là où nos intérêts risquent d'être menacés (à cet égard, l'opération conduite il y a peu dans l'océan Indien est exemplaire) ; ensuite, une vive réaction pouvant aller jusqu'à l'engagement, voire l'emploi de l'arme nucléaire tactique navale, qui serait la marque de notre détermination dès lors que nos approvisionnements majeurs ne pourraient pas être assurés. Pour ce faire, il faut des unités de pointe et des unités logistiques. Le tonnage des premières va, bien sûr, être limité, mais il faut atteindre le stade de la suffisance. Nos efforts doivent en conséquence s'exercer au profit de notre marine de surface.

Quant aux 200 milles nautiques, il conviendrait que soient enfin connus, conformément aux engagements du gouvernement, les moyens nécessaires et les moyens mis en place. A cet égard, il faut que soient connus les moyens, ceux qui considèrent que la protection des 200 nautiques est une mission interministérielle et ceux qui estiment que la marine est seule à même de remplir cette mission de surveillance et de contrôle.

**Des crises en Europe**

L'Europe, enfin, peut se voir confrontée sur son sol à deux sortes de crises d'envergure inégale.

La première, d'ampleur limitée, peut avoir pour source la volonté de tester la capacité de réaction des Occidentaux ou de masquer un grave problème de succession au sein du cercle restreint des dirigeants du Kremlin. Il conviendrait d'y apporter une réaction rapide du type de celle qui a été conduite au Zaïre, mais sous une forme blindée ou mécanisée. Seules des forces d'ampleur limitée mais d'une disponibilité identique, possédant un entraînement - je dirai un suréquipement - de même niveau, sont susceptibles de le faire avec toute efficacité requise.

La seconde crise, de grande ampleur, viendrait à la conquête de l'Europe de l'Ouest. L'Union soviétique, rétrospectivement, en a aujourd'hui les moyens. Pour pouvoir y répondre, un état actuel des techniques, trois solutions sont possibles.

**Un quadrillage territorial**

Pour ce qui est de la couverture du territoire, le concept de défense opérationnelle du territoire est mal défini. La commission interministérielle compétente ne rempli pas sa tâche. Le regroupement de l'armée de terre au sein des nouvelles divisions semble mal correspondre au souci d'éviter, par un quadrillage territorial adapté, le développement d'actes de sabotage visant à porter atteinte à la détermination nationale.

Tenir une zone qui s'étend à plusieurs centaines de kilomètres de nos côtes est - qui peut le contester vraiment - une mission de la marine nationale. Encore convient-il de lui en donner les moyens.

Les événements d'Afrique viennent de rappeler la nécessité de posséder des forces d'intervention outre-mer d'une totale disponibilité et d'une grande efficacité, mais dont la mission doit rester limitée.

En ce domaine, la quantité sert à peu de chose. La qualité est tout. Quel est l'intérêt de gonfler nos forces d'intervention de régiments d'appelés qui ne peuvent, en application du code du service national, être employés hors d'Europe et hors des départements et territoires d'outre-mer ? Qui ne voit que l'indépendance nationale est satisfait mieux d'une division parachutiste et d'une division d'infanterie de marine aux effectifs plus réduits, mais disposant des moyens aériens permettant d'agir seul et sans recourir à l'assistance d'autrui ?

Ensuite, recourir à un emploi massif des armements nucléaires tactiques. En ce domaine, la solution d'avenir n'est-elle pas dans le développement d'armes à radiation renforcée inscrites à grande distance sur des forces ennemies débouchant sur le territoire de l'Europe de l'Ouest, forces dont les mouvements seraient décelés par des satellites géostationnaires dotés de capacités investigatrices très précises ? Une telle solution rendrait sans doute peu utile la mise à disposition du commandement de forces terrestres très nombreuses.

Troisième solution, enfin, celle présentement retenue et que j'aurais à mettre en œuvre contre l'armée - tester la volonté de l'adversaire, puis montrer notre détermination par un engagement court mais d'une très grande intensité.

**Des crédits en augmentation**

Poursuite de notre effort de défense. La loi de programmation militaire de 1974 a été véritablement un acte de courage. Elle a permis de défendre le territoire efficace, renforcer nos moyens maritimes, rétraction de nos forces terrestres mais au profit de leur équipement et de leur entraînement et accompagné d'un maintien à un niveau différent des objectifs supposés des moyens financiers.

Sommez - nous susceptibles de les mobiliser ?

La loi de programmation votée en mai 1978 a ouvert la perspective d'un effort continu et cohérent de la cité : « La nouvelle programmation est fondée sur la conviction qu'une allocation de ressources représentant une part croissante du budget de l'Etat est devenue nécessaire au cours des prochaines années et constituera la preuve la plus tangible de la volonté de défense de notre pays ».

De fait, les lois de finances successives ont marqué une assise nette votée de redressement. Il n'est pas certain, toutefois, que les engagements de la loi de programmation aient été totalement respectés.

Or, qui ne voit qu'en tous domaines, mais avant tout en matière militaire, les déclarations d'intention ne sont rien et les actes sont tout ?

Il faut que, dans l'immédiat, et d'abord à l'occasion de la loi de finances pour 1979, la programmation militaire soit sérieusement respectée. Il conviendrait que, au-delà, la remontée des crédits de défense se poursuive.

Le rang et l'indépendance de la France sont à ce prix.

**Libres opinions**

### Défense et neutralité

par JEAN-MAURICE HERMANN (\*)

L'a force de frappe française ? On était, pour, on était contre, c'est un fait accompli, elle va coûter encore plus cher... Mais à quel point, elle, à quel point, elle servirait ?

Pendant des années la réponse paraissait claire ; intimidant tout agresseur éventuel, elle garantissait l'inviolabilité des frontières de la France et la sécurité du territoire de l'Hexagone. La France ayant quitté l'OTAN, prête à une défense « *à son compte* », restait maîtresse de sa politique et de ses décisions. Comme nos frontières n'étaient menacées par aucun de nos voisins, on ne visait donc que l'éventualité d'un nouveau conflit mondial, et la possibilité d'y échapper.

Etait-ce utopique ? L'enjeu valait la peine. On pouvait imaginer les deux superpuissances nucléaires échangeant des fusées partielles et ayant un intérêt commun à voir notre territoire demeurer neutre, c'est-à-dire ne pouvant être utilisé par l'adversaire. Après tout, la seconde guerre mondiale a bien vu la Suisse, la Suède, la Turquie respectées pour des raisons analogues par tous les belligérants. On pouvait aussi imaginer que, si les hostilités restaient limitées aux armes classiques (hypothèse, hélas ! peu probable), chacun hésiterait à déclencher l'escalade atomique en s'attaquant à la France.

Tout cela était discuté, mais se situait dans une certaine logique.

Il n'en reste plus rien.

S'adressant aux cadres supérieurs de la défense nationale dans un discours prononcé le 12 mai 1978 à la veille de Fontenay (1), M. Giscard d'Estaing a naguère proclamé que l'armée française devait être prête à engager sur toute l'étendue du « champ de bataille ». M. Raymond Barre vient de mettre les points sur les « i » : notre défense nationale englobe désormais la défense de nos voisins et alliés. Qu'est-ce que cela signifie ?

Un conflit, tout ou partiel, pourrait éclater par exemple entre les deux Etats allemands, dont le territoire est aussi celui des forces militaires des deux « blocs » - ou n'importe où ailleurs entre eux-ci. Espérons qu'il n'en sera jamais rien, mais cela n'est pas imaginable. La France, en vertu de sa nouvelle doctrine, serait totalement entraînée.

Si son corps de bataille comprenait des armes tactiques, comme les missiles Pluton, celles-ci n'entraîneraient-elles pas en action ? S'immisceraient-elles dans le conflit ? Le stratège anti-cité, comme nous l'avons dit, ne peut pas se permettre de laisser à la France, belligérante et responsable de ces tir, l'opportunité d'une pluie de projectiles tactiques, dont la puissance peut largement dépasser celle de la bombe d'Hiroshima ?

Et y a pire. Le bon professeur Barre a confirmé que les objectifs de dissuasion français sont les viles et leur « concentration démographique ». Imagine-t-on l'indéfinissable réalité qui se cache derrière ce vocabulaire abstrait ? Cela signifie les plus atroces massacres d'innocents de toute l'histoire humaine, des millions d'êtres, depuis les bébés au berceau jusqu'aux grands-mères à cheveux blancs, présents dans les fournées des incendies pénales, déracinés sous les rafales de la bombe atomique, la stratégie anti-cité, comme disent les techniciens, c'est le triomphe apocalyptique de la doctrine des bombardements terroristes qui fut celle des états-majors fascistes en 1940. C'est l'anéantissement de l'oeuvre pénitentiaire déifiée au cours des siècles par le droit international, le liquidation prométhéenne de la notion de ville ouverte, de la distinction entre combattants et non-combattants, en un mot : du droit des gens.

Cette étonnante menace, enfin, peut-elle être effacée dans le cadre de la nouvelle doctrine, qui n'est plus du tout de tendre à rester hors d'un conflit en Europe, mais au contraire de nous y engager ?

La dissuasion est une arme à double tranchant. Il existe des puissances beaucoup plus armées que la France : ne peuvent-elles y avoir recours contre nous ? Le gouvernement français serait-il prêt à assumer le risque d'un écrasement nucléaire de nos villes et de notre sol, en échange de la satisfaction d'avoir ordonné la mise à feu des Pluton par-dessus le Vistule ? Pourquoi l'armement atomique des autres serait-il moins crédible pour nous que le force de frappe française est présumée l'être pour les autres ?

L'expérience montre que dans chaque conflit les parties se proclament le plus souvent toutes deux victimes d'une agression. Personne ne peut aujourd'hui encore dire avec certitude qui a tiré le premier coup de la guerre de Corée. Alors ? Soyons francs. Personne ne pense que la dissuasion française jouera contre les Etats-Unis et ceux-ci prétendent bon gré, mal gré, utiliser militairement notre territoire dans l'hypothèse évoquée plus haut. La défense « *à son compte* », laissant notre pays libre de proclamer sa neutralité, n'est plus qu'un souvenir. Tout se passe comme et en fait, la France evalt, à la sauvette, réintégré l'OTAN, dans les plus mauvaises conditions.

Quand le peuple de France, quand ses élus, ont-ils été consultés sur des décisions qui peuvent mettre en jeu l'existence même de la nation ?

Ne serait-il pas temps de chercher à ouvrir, en y croyant sincèrement, le difficile voile d'un désarmement garantissant à tout moment la sécurité de tous ?

(\*) Ancien président de l'Organisation internationale des Journalistes.

**La Grèce n'est pas seulement du marbre, des colonnes et des amphores...**



**Aujourd'hui, la Grèce c'est les affaires**

Nous sommes fiers de notre passé. Mais nous sommes aussi fiers de notre présent. La Grèce exporte aujourd'hui des produits d'une valeur supérieure à 2,5 milliards de dollars vers 40 pays. Cela démontre considérablement son territoire économique - de 200.000 km. environ - 148 fois la longueur de la Grèce.

Dans le passé, nos idées ont toujours été de grande envergure. Nos idées aujourd'hui ne constituent pas une exception. Nous produisons actuellement une multitude de produits, des bijoux au ciment et notre développement industriel en croissance continue permet l'écoulement de nos produits dans le monde entier. Toutes ces activités se traduisent aujourd'hui par des affaires en Grèce. Venez connaître des affaires à la Foire Internationale de Thessalonique. Nous avons tout ce qu'il faut pour une grande rencontre commerciale internationale. Des participations de 40 pays. Une grande gamme de produits, des plus récents de la technologie moderne aux plus raffinées de l'artisanat populaire. Une position géographique qui attire les meilleurs hommes d'affaires de trois continents ; et un cadre de vacances qui combine la gloire de l'ancien temps avec la fraîcheur de la brise marine.

Vous êtes invités... à connaître la Grèce d'aujourd'hui à la Foire Internationale de Thessalonique où la Grèce c'est les affaires et le passé est toujours présent.

\*Deux journées, le 18 et 19 Septembre sont exclusivement réservées aux agents de commerce.

**43ème FOIRE INTERNATIONALE DE THESSALONIQUE**

10-24 SEPTEMBRE 1978

Thessalonique 56 - Téléphone : FOIRINT Thessalonique - Téléc. Thessalonique 291, Adresses 8604 - Téléphone Thessalonique (03) 271.523

**Un autre service national**

Faire un effort sur la qualité est élément de la quantité, c'est évident, mais en cause le service national.

Reconnaissons-lui d'abord de très éminentes qualités : vieille tradition républicaine qui contribue à la formation de nos officiers de combattants en qualité et en quantité, témoignage de la volonté du pays de ne pas se soumettre à la loi de l'ennemi, formation psychologique morale et technique des jeunes qui l'accomplissent.

Admettons aussi qu'il présente aujourd'hui certains défauts : une trop grande inadéquation entre les besoins et la ressource, ce qui entraîne la multiplication des exemptions et des dispenses ; une durée beaucoup trop courte pour permettre aux unités d'avoir la cohésion qui serait nécessaire.

Le débat a porté pendant longtemps sur la durée du service : six ou douze mois, qui ne voit que nous avons déjà le service de six mois, puisque les jeunes qui servent au sein des unités de l'armée de terre n'ont que six mois d'engagement, six mois d'ancienneté en moyenne ?

**PREPAREZ LES DIPLOMES D'ETAT DE COMPTABILITE**

Avenue Limite d'Age  
Aucune diplôme exigé  
Début de votre connaissance  
Possibilité de séminaires  
de regroupement

la documentation gratuite 2 LM à  
**ECOLE PREPARATOIRE**  
D'ADMINISTRATION  
Etablissement privé  
d'enseignement à distance  
et de formation permanente

1021 AN 1978

4, rue des Petits-Champs,  
75006 PARIS CEDEX 06  
Etudes gratuites pour les bénéficiaires de la formation continue.

**Nigrain veut donner « un nouveau » à la Délégation à la recherche**

Le conseil des ministres de mercredi 14 juin a désigné un nouveau responsable à la tête de la Délégation à la recherche scientifique et technique (D.G.R.S.T.). Ce poste vacant depuis la mort, en décembre dernier, de M. Nigrain, a été confié à M. Raymond Barre. Cette nomination illustre, à terme, dans le cadre de la définition des tâches de la délégation.

M. Nigrain, ancien directeur de l'Institut de la Recherche Scientifique et Technique (I.R.S.T.), a été nommé à la tête de la D.G.R.S.T. en 1967. Il a été général à la recherche scientifique et technique, et a été directeur de la D.G.R.S.T. pendant six ans. C'est dans ce cadre qu'il a dirigé la recherche scientifique et technique de la Défense. M. Nigrain a été nommé à la tête de la D.G.R.S.T. en 1967. Il a été général à la recherche scientifique et technique, et a été directeur de la D.G.R.S.T. pendant six ans. C'est dans ce cadre qu'il a dirigé la recherche scientifique et technique de la Défense.

M. Nigrain a été nommé à la tête de la D.G.R.S.T. en 1967. Il a été général à la recherche scientifique et technique, et a été directeur de la D.G.R.S.T. pendant six ans. C'est dans ce cadre qu'il a dirigé la recherche scientifique et technique de la Défense.

M. Nigrain a été nommé à la tête de la D.G.R.S.T. en 1967. Il a été général à la recherche scientifique et technique, et a été directeur de la D.G.R.S.T. pendant six ans. C'est dans ce cadre qu'il a dirigé la recherche scientifique et technique de la Défense.

**MONDE**

**RENCEES**

**POUR RENFORCER**

**le Japon expérimente un nouveau**

**de l'activité**

**AGENTS DE VEN**

**Manufactura di Genova S.p.A.**  
Via Euripide, 3  
00145 ROMA - Italie  
Tel. 06/79-80-331 - Telex 32-200

taire

Le Monde

# Société

## SCIENCES

### POUR RENFORCER SA PROTECTION

## Le Japon expérimente un nouveau système de détection de l'activité sismique

Tokyo. — Le tremblement de terre qui a secoué lundi 12 juin, la partie nord de Honshu, l'île principale de l'archipel nippon, a provoqué la mort de vingt-deux personnes. On a dénombré d'autre part sept cents blessés. La secousse, la

plus violente qu'ait connue le Japon depuis quinze ans, a privé plus de six cent mille personnes d'eau, de gaz et d'électricité. Dans le port de Sendai, des réservoirs d'hydrocarbures se sont fissurés.

### De notre correspondant

manœuvres antismismiques. En octobre dernier, cent mille personnes et soixante-dix mille policiers ont participé à un exercice de grande envergure. L'hypothèse était celle d'un séisme d'une magnitude de 8,4 sur l'échelle de Richter. Détruisant la plupart des maisons, la secousse supposeait un raz de marée. Cinq minutes après l'alerte, les opérations de secours étaient déclenchées.

En matière de détection des séismes, les Japonais sont en train de mettre en place dans la région du Tohoku un système particulièrement perfectionné qui devra être étendu ultérieurement à l'ensemble du pays. Ce système sera basé sur un réseau de stations sismologiques dans l'archipel. Les sismographes de l'Agence météorologique nationale seront reliés à des stations d'enregistrement situées à Sapporo, Sendai, Tokyo, Osaka et Fukuoka. Les informations seront traitées par ordinateur afin de déterminer l'épicentre du séisme et sa magnitude. Le temps nécessaire pour connaître ces données sera réduit de dix à quinze minutes. Avec ce nouveau système, il sera possible à l'Agence météorologique de dresser quotidiennement un état de l'activité sismique autour de l'archipel.

six mille personnes seraient tuées et soixante-cinq mille blessées. Deux problèmes majeurs se posent aux grandes métropoles japonaises en cas de séisme : il y a d'abord la résistance des citernes de gaz et de pétrole, dont les normes sont nettement insuffisantes. Lundi à Sendai, deux citernes ont d'ailleurs crevé. A Kawasaki, banlieue de Tokyo, la municipalité reconnaît que la ville pourrait être rasée sur 5 kilomètres de profondeur et les citernes de gaz qui sont situées au milieu des quartiers d'habitation, étaient touchées. Les fils électriques, qui sillonnent les villes japonaises et qui, pour le plus part, ne sont pas enterrés, pourraient, d'autre part, déclencher une succession d'incendies. Un second problème, qui se pose en particulier à Tokyo, est celui des risques de submersion. L'affaissement du sol provoqué par le pompage excessif des eaux souterraines a certes été stoppé ces dernières années. Il reste qu'actuellement à Tokyo, on mil- lion quatre cent mille habitants vivent au-dessus du niveau de la mer : en cas de raz de marée consécutif à un séisme, les digues pourraient se rompre et les inondations se conjuguer aux incendies pour faire périr dans certains quartiers la majorité de la population.

Les urbanismes notent, enfin, à la lumière de ce qui s'est passé lundi à Sendai, que les murs d'enceinte en blocs de béton constitués en danger particulier pour les piétons : onze personnes ont été écrasées, ce jour-là, par l'effondrement de tels murs.

PHILIPPE PONS.

### Après un incident avec un étudiant ivoirien

## LA VILLE DE PAIMPOL DEMANDE LE RETOUR DES PARACHUTISTES A TARBES

Le commandant de la 31<sup>e</sup> division militaire territoriale (Renness), responsable des six mille militaires chargés de dépolluer les plages souillées par le pétrole de l'Amoco-Cadiz, a demandé mardi 13 juin, le remplacement des parachutistes de Tarbes attachés au nettoyage. Certains de ces militaires sont impliqués dans l'agression dont a été victime M. Denis Coulibaly, vingt-cinq ans, un jeune ivoirien élève de l'École nationale de la marine marchande de Paimpol (Le Monde du 14 juin).

Les deux victimes avaient porté plainte lundi soir 12 juin, et la municipalité paimpolaise a demandé le départ de cette unité. Le conseil municipal est composé de quinze socialistes (dont le maire M. Max Querrien) et de huit modérés favorables à la majorité. Le secrétaire de mairie de Paimpol a précisé que la décision de rappel prise par la municipalité s'expliquait par « le comportement général des militaires de Tarbes depuis leur arrivée, il y a une dizaine de jours ». Il a indiqué que « la population de la commune n'avait jamais eu à se plaindre du comportement des autres militaires hébergés à Paimpol pour lutter contre la pollution des plages à Lannion, Perros-Guirec ou Trégueux ». La préfecture de Saint-Brieuc, saisie de la demande du maire de Paimpol a déclaré que « les autorités militaires ont été ouvertes au plus haut niveau et que les responsabilités dans cette affaire seraient clairement établies dès le départ des conclusions de l'enquête ouverte par le gendarme de Paimpol ».

### Procès pour trafic de drogue au tribunal de Paris

## Trente ans de soupçons

Depuis deux jours, il paraît rêver. Absent, au milieu de ses neuf coaccusés, indifférent à l'ambiance de son procès devant la seizième chambre correctionnelle du tribunal de Paris.

« Ce vieil homme âgé de soixante-cinq ans, fatigué par l'impressionnement préventif, a toujours vécu et prospéré dans le mutisme. Des notations successives — dont certaines remontent à 1950 — au dossier de banditisme ont fait de lui le « cad » du royaume des truands nicois, une sorte de patriarche crocheur, sorti vainqueur de toutes les guerres de gangs, de tous les racketts.

En somme, jusque quelques entorses financières et fiscales, très éloignées dans le temps. Après une guerre que Gleumo, avait terminée avec une croix de guerre et une citation pour faits de résistance à l'ennemi.

Après une guerre que Gleumo, avait terminée avec une croix de guerre et une citation pour faits de résistance à l'ennemi. Depuis trente ans, Albert — confronté la version de sa vie à celle du fichier du banditisme. A ses relations supposées avec les Guenn, le trafiquant bordelais, Delouche, et les truands de la Côte d'Azur, il oppose sa vie de Français moyen à peine bourgeoise.

PHILIPPE BOGGIO.

## M. Aigrain veut donner «un nouveau souffle» à la Délégation à la recherche

Le conseil des ministres de ce mercredi 14 juin devait nommer un nouveau responsable à la tête de la Délégation générale à la recherche scientifique et technique (D.G.R.S.T.). Ce poste est en effet vacant depuis la mort, en décembre dernier, de M. Bernard Grégory. Cette nomination irait, à terme, dans le sens d'une certaine redéfinition des tâches de la délégation.

Importante moderne filature cotonnière italienne à niveau international cherche pour développer organisation ventes

### AGENTS DE VENTE

bien introduits sur le marché français de filés cardés, peignés et Open End.

Condition nécessaire : disponibilité de télex.

Ecrire à :

Magnifica di Gemona S.p.A.  
Via Sardinia 3  
39145 MILANO - Italie.  
Tel. 02/49-88-351 - Télex 33.209.

Saudia : les plus beaux Super Jets

Presque tous nos vols entre l'Europe et le Royaume d'Arabie Saoudite se font en Airbus ou en Jumbo 747. Vous pourrez étendre les jambes. Et profiter d'un service impeccable.

Saudia : formalités accélérées à l'arrivée

A l'aéroport de Djeddah, nous venons d'inaugurer de nouvelles installations de livraison rapide des bagages à l'arrivée. Et de nouveaux salons.

Saudia : un service intervilles exclusif

Saudia vous offre des correspondances faciles avec 20 villes du Royaume.

En Boeing 737, et notre Arabian Express vous offre ses navettes, (sans réservation en classe économique), entre Riyad, Djeddah et Dharhan, sans oublier des vols réguliers dans le Moyen-Orient, les Etats du Golfe, plus des vols fréquents vers le Pakistan et les Indes.

Saudia : la bonne et

Saudia: 42 vols hebdomadaires entre l'Europe et l'Arabie Saoudite.



saudio

Nous ouvrons les portes du Moyen-Orient.

Informations et réservations passagers: 35, av. George V - 75008 Paris - Tél. 720.68.20 (Journées multiples) Télex 630067 F

TRENTE PERSONNALITÉS PRÉPARENT L'ANNÉE INTERNATIONALE DE L'ENFANT

« Quel monde laissons-nous à nos enfants ? » Du 13 au 15 juin, une trentaine de personnalités invitées par l'UNESCO débattent de cette vaste question au siège de l'organisation, à Paris, à l'occasion d'une table ronde destinée à préparer l'Année internationale de l'enfant, que les Nations unies ont fixée pour 1979.

Parmi les personnalités invitées, on note trois prix Nobel (MM. Phillip Noel-Baker, Sean McBride, Alfred Kastler), le directeur général de la radio-télévision italienne M. Paolo Grassi, l'acteur anglais Peter Ustinov, la romancière Euan Snyin, le cancérologue Léon Schwabacher et la princesse Caroline de Monaco. Les débats sont présidés par M. Jean d'Ormesson, de l'Académie française.

LA SECTE MOON ET LA C.I.A. COREENNE

A la suite de notre information sur le voyage de Sun Myung Moon en Angleterre au moment où aux Etats-Unis une sous-commission des organisations internationales de la Chambre des représentants qui avait demandé de témoigner à propos d'un rapport des services de renseignements établissant des liens entre la C.I.A. et la secte de Moon (Le Monde daté 11-12 juin), M. Pierre Cayrat, chargé de relations publiques à l'Association pour l'unification du christianisme mondial, nous adresse la mise au point suivante :

« La venue du Révérend Moon en Europe était prévue depuis longtemps déjà et s'est effectuée avant que la sous-commission Fraser ne lui demande de témoigner à propos d'un rapport de la C.I.A. qui est par ailleurs dépourvu de toute crédibilité.

« Selon ce rapport, une date de 1963, l'A.U.C.M. aurait été fondée en 1961 par le chef de la C.I.A. coreenne, Kim Jong Pil, alors qu'elle n'est fondée officiellement le 1<sup>er</sup> mai 1964, sept ans avant que M. Kim Jong Pil n'entre en fonctions. Le rapport en question n'est pas un document officiel et il n'est qualifié par la C.I.A. elle-même de « non vérifié » et « écrit à titre d'essai ».

« Selon M. Donald Fraser, représentant démocrate, le rapport en question indique que la C.I.A. ordonna à un certain Moon et son Régis de l'unification pour défendre la politique et les buts du gouvernement sud-coréen aux Etats-Unis, et que Moon a reçu des fonds de la C.I.A. coreenne pour cette opération. L'avocat de Moon a demandé à la sous-commission, le 12 mai, de renoncer à appeler celui-ci à témoigner. Le lendemain, Moon a quitté les Etats-Unis pour la Grande-Bretagne, avec un visa de quinze jours. A son arrivée à Londres, il a demandé une prolongation de deux mois. »



كذا من الأصل

ÉDUCATION

SOCIALES

— qui est l'une des conséquences des incertitudes électorales — montre que le ministère de l'éducation n'a pas l'intention de reconduire purement et simplement, pour l'an prochain, le schéma de cette année.

de cette formule font valoir que cela ramènerait de trois périodes à deux la possibilité d'accueil par roulement des centres de vacances.

LA REGION PARISIENNE COUPE EN DEUX. — Le projet de calendrier pour l'an prochain crée deux zones dans la région parisienne pour les vacances de février : zone A.1 (académies de Paris et de Créteil) et zone A.2 (Versailles).

Une innovation à Moutiers (Savoie) Les « grandes vacances » en hiver

Au lycée de Moutiers (Savoie), les élèves de la section ski-études bénéficient d'un calendrier scolaire particulier : ils prennent leurs « grandes vacances » en hiver.

La création, en 1974, des sections ski-études dans quinze lycées installés en zone de montagne devait permettre, selon les promoteurs de cette expérience — la ministre de l'éducation et l'ancien secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, — une meilleure harmonisation entre le pratique intensif du ski et les études.

Les ministères de l'éducation et de la jeunesse ont donc, en collaboration avec la Fédération française de ski, proposé aux « skieurs-élèves » une nouvelle organisation de l'année scolaire, tenant compte des impératifs de la saison hivernale.

Enseignement Secondaire Privé à la Montagne. Sous contrat COLLEGE CEVENOL 62400 CHAMBRON-SUR-LIGNON - Tél. 59-72-52 - Altitude 1.800 mètres

IPME Etablissement secondaire privé SECONDE A TERMINALE REMISE A NIVEAU RÉSULTATS BAC MOYENNE 1975-76-77 A : 81 % B : 89 % C : 88 % D : 81 %

LA FEMME SECRETAIRE ECOLE TECHNIQUE PRIVEE DE SECRETAIRIAT 101, rue de Lille - Paris (7<sup>e</sup>)

ECOLE DE GESTION DE PERSONNEL Admission: nouveau Bac Durée des études : 3 années



\*IPSA Institut Privé Supérieur d'Animation et du Tourisme

Préparation aux carrières des relations publiques de l'animation de la communication audio-visuelle

Programme Enseignement et études de cas réels par professionnels du journalisme, de la communication audio-visuelle et des relations publiques.

\*IPSA Etablissement privé d'enseignement supérieur 77, Fg St-Honoré - 75008 PARIS

DANS UNE TERMINALE C D'EVRY (ESSONNE)

La dernière ligne droite avant le bac

C'EST le dernier cours de physique pour les élèves de terminale C au lycée polyvalent d'Evry, nouveau chef-lieu de l'Essonne. L'effectif est au complet — seize garçons et douze filles — et il règne dans la classe encore neuve (1) une atmosphère studieuse qui ne laisse guère prévoir l'imminence de la fin des cours.

A l'interclasse, les garçons commentent bruyamment les dernières péripéties du Mondial et des Internationaux de Roland-Garros. A les entendre, le football a plus d'importance pour eux que la transmission du rayon météorologique en gaz rare.

« Il ne faut pas s'y fier, dit leur professeur. Les garçons dissimulent leur appréhension sous la

habileté et les filles se réjouissent dans le silence. Mais tous travaillent, car ils ont peur de ne pas réussir. Même constatation chez le professeur de biologie. « En ce moment, c'est formidable, dit-il, les élèves « grattent » tant et plus, ils prennent en note la moindre explication. »

C'est donc bien cela : les élèves de terminale C travaillent mais ils ne doivent pas le faire paraître. Il faut dire qu'au lycée d'Evry (mille deux cents élèves) il n'existe qu'une terminale C, noyée au milieu des séries A, B, D, G1, G2, F3 où l'état d'esprit est très différent.

« Ils font semblant de ne pas travailler » La volonté de travailler des terminales C d'Evry va très loin. Ainsi, lorsqu'un professeur d'histoire et de géographie leur a demandé jusqu'à quand ils comptaient venir au cours, tous ont répondu « jusqu'au bout » (comme les terminales D). Ehen sûr, presque tous se défendant de « bachoter ». « Travailler ? On est bien obligé sinon on ne peut pas suivre », dit un garçon. « Ils font semblant de ne pas travailler, dit une fille, mais les garçons travaillent largement autant que nous. »

« Rater le bac se conçoit à peine » Les élèves ont-ils donc si peur de rater le bac ? Même pas. S'ils travaillent, c'est pour passer dans les meilleures conditions et augmenter leurs chances pour la suite. Les séries sont, venant, ne serait-ce que pour avoir des notes sur leurs livrets scolaires.

« Pour finir le programme dans les terminales A, C et D, explique un professeur d'histoire et de géographie, j'ai proposé quelques heures supplémentaires de 17 à 18 heures. En C, pas un n'a protesté. »

« Rater le bac se conçoit à peine dans la terminale C d'Evry. Les trois redoublants de cette année sont pratiquement des redoublants volontaires qui ont choisi d'échouer plutôt que d'obtenir un bac au rabais. L'an dernier, l'un est parti en vacances en Corse au lieu de se présenter à l'oral et les deux autres ont volontairement saboté leurs prestations orales. »

Des bacheliers de luxe ? Peut-être si on les compare à ceux de A ou de B (« Ceux-là ne croient même pas au bac », disent les professeurs). Mais ils ont aussi leurs défauts. « Ils sont très scolaires et immature », dit un professeur de langues. « Chaque année on nous envoie des élèves de C plus jeunes et moins motivés, dit le professeur de maths. Parce qu'ils sont « bons » à nous les confie mais ils n'ont pas forcément la curiosité scientifique nécessaire au bac C. A mon avis la moitié des élèves de cette classe n'ont pas leur place en C. Ils ont baissé le niveau en maths. »

en terminale... et après? Jeunes gens et jeunes filles, avec ou sans bac, c'est le moment du grand choix.

idrac Documentation gratuite: I.D.R.A.C. 14, rue de la Chapelle 75018 Paris - Tél. 295.53.19

PARENTS... En fin d'études secondaires (B.E.P.C. ou BAC) faites préparer à vos enfants de 13 à 15 ans une carrière commerciale aux débouchés nombreux et sûrs (gestion, marketing, informatique, secrétariat).

SECRETARIAT-LANGUES en SUISSE Steno-dactylographie, correspondance, comptabilité. — Anglais, allemand, italien, espagnol. Diplômes officiels. BELLANTMONT, CH-1003 LAUSANNE, av. Secrétan 14. Tél. : 19-41/23 47 41.

L'ÉCOLE INTERNATIONALE EUROPÉENNE DE PARIS ÉTABLISSEMENT SCOLAIRE PRIVÉ FRANÇAIS AGRÉÉ PAR L'OFFICE DU BACCALAURÉAT INTERNATIONAL. Propose : UN ENSEIGNEMENT BILINGUE (Français/Anglo-Américain-Français/Allemand) du jardin d'enfants aux Baccalauréats Français ou International.

ECOLE SUPERIEURE DE TOURISME ET DE SECRETAIRIAT MODERNE EST ENSEIGNEMENT TECHNIQUE PRIVE ESM 4, Place Saint-Germain des Prés - 75006 PARIS Tél. : 548-42-31 / 222-66-29

JUSTICE

REMOUS AUTOUR DE LA JUSTICE PENALE

L'orchestration

(Suite de la première page.) Il y a l'accusation officielle...

« commis » par son bâtonnier... grand bruit autour d'un projet...

« commis » par son bâtonnier... grand bruit autour d'un projet...

(Suite de la première page.) Avant de transcrire l'essentiel...

contre les plus forts dans un univers...

soigneusement entretenue au cours...

Plaidoyer pour la prison

Mission d'apaisement... J'ai parlé de « détente »...

Mission sociale... Il est temps d'en venir à la...

Mission de sécurité... Quelles sont donc, en termes...

Sécurité renforcée... L'aspirant à la réglementation...

Donc, pour parler net, il n'y...

« Orchestration », l'accusation...

« Orchestration », l'accusation...

« Orchestration », l'accusation...

« Orchestration », l'accusation...

« Orchestration », l'accusation...

« Orchestration », l'accusation...

La cour d'appel confirme l'interdiction du boycottage des produits Shell

La première chambre de la cour d'appel...

La première chambre de la cour d'appel...

La première chambre de la cour d'appel...

« Mais en tout cas, précise la...

« Mais en tout cas, précise la...

« Mais en tout cas, précise la...

CHAMBRE DES NOTAIRES DE PARIS... Voici la composition de la Chambre interdépartementale...

ECODPLAN LOCATION LONGUE DUREE... 2CV SPECIAL 428F... Pour 428F par mois (48 mensualités fixes)...

Le Monde DE PARIS AUX PROVINCES

Enseigner l'art ou pas ?

Le peu de place accordée... dans nos sociétés...

« Plus de sensibilité... dans nos sociétés...

« Plus de sensibilité... dans nos sociétés...

« Plus de sensibilité... dans nos sociétés...

« Plus de sensibilité... dans nos sociétés...



# Le Monde

## DES ARTS ET DES SPECTACLES

DE PARIS AUX PROVINCES, LES ÉCOLES DES BEAUX-ARTS

### La république des artistes

#### Enseigner l'art ou pas ?

Le peu de place qu'occupe l'art dans nos sociétés sur-développées est évidemment pour corollaire le peu de cas que l'on fait généralement de l'enseignement de l'art. D'étudiant qu'il n'y a pas terrain plus mouvant qu'en ce domaine, plus d'incertitudes quant aux frontières de ce qui peut s'apprendre, et quant à la manière de le faire.

L'art ne s'enseigne pas, un artiste, ça ne s'invente pas, on ne devient pas artiste, on nait artiste, entend-on dire souvent. Dès lors n'importe quelle école peut faire l'affaire, qui, à la limite, ne se justifie pas. Un vrai talent s'en sortira toujours.

Ce point de vue, on le justifie généralement par l'évolution de l'art et l'apport des avant-gardes depuis le début du siècle, dont les promoteurs sont, sont, sont très vite, sortis des Écoles ; et en regard de ces écoles des beaux-arts, fiels de l'académisme.

Faut-il pour autant brûler les écoles d'art ? En fait, tout dépend de l'idée que l'on se fait de l'artiste, et du rôle qu'il a à jouer dans la société. On n'a pas besoin d'écoles si on pense qu'il faut marginaliser un peu plus de marginaux. On en a besoin si on veut tenter de leur offrir les moyens de s'insérer socialement.

Une réforme de l'enseignement des arts plastiques a été mise en place en province dont on peut encore mal mesurer les effets, et qui par un cursus nouveau essaie de relayer la formation artistique à la vie contemporaine, à l'écriture, à des disciplines jusque-là réservées à l'Université. D'aucuns y voient la mort de l'art et la consécration du discours sur l'art. D'autres pensent que le grand péril de cette réforme est de remplacer un académisme par un autre. Ces points de vue sont généralement très partisans.

Et Paris ? Paris, avec ses deux écoles nationales supérieures (rue d'Ulm et quel Meaulquois), a encore échappé à la réforme. Vues de province, celles-ci offrent l'image amère du prestige, bien qu'on pense profondément qu'on y met l'accent sur un fait qui devient très vite un savoir-faire, vide de substance, prend des formes dépassées ; soit sur la formation à tout va de super-déjà-génés partiellement intégrés. C'est un peu entre ces deux pôles qu'essais de se glisser la réforme en province.

Une querelle d'ancien et de modernes qui renvoie dos à dos un Paris suréquipé du point de vue culturel, ce dont ne profite pas visiblement l'école des beaux-arts, et la vie provinciale, le plus souvent désertique, et qui cherche justement à s'effriter. Dans l'un et l'autre cas, les écoles souffrent du manque de moyens. Quel que soit le type d'enseignement, une école d'art a besoin de matériel et d'un encadrement important.

Ajoutons à ces problèmes financiers que ce dont souffrent aussi les écoles d'art, c'est de l'absence totale de formation artistique, au niveau de l'enseignement secondaire, de pratique entre la maternelle et l'entrée à l'école d'art. Sous ce rapport, les écoles d'art en France sont bien souvent les derniers refuges pour des jeunes et des moins jeunes qui n'ont par ailleurs l'occasion de s'exprimer.

G. B.

AVEC le Louvre pour voisin d'un face, l'Institut pour voisin de palier, et une quantité de galeries d'art à sa porte, écrasée historiquement, et géographiquement prise entre trop de tout — le musée, l'académie et le marché de l'art. — L'École nationale supérieure des beaux-arts de Paris a choisi le rapit.

Qui sait ce qui se fait aujourd'hui entre le quel Meaulquois et le rue Bonaparte, à l'intérieur de cet agrégat de bâtiments du dix-septième et du dix-neuvième siècle, élit les usagers, et encore ?

L'école, fondée par l'Académie royale de peinture et sculpture en 1648, organisée en École nationale supérieure des beaux-arts en 1883, a beaucoup fait parler d'elle dans le passé et jusqu'à une date récente, en bien et en mal, au rythme et à la couleur de médailles et de prix qui, au fur et à mesure que le siècle avançait, perdait un peu plus de leur valeur. Jusqu'à ce que la tornade s'abatte sur elle.

En 1968, l'ex-École des beaux-arts inventait un « atelier populaire » diffuseur d'initiatives révolutionnaires devenues célèbres. Et après, y a-t-il eu « retour à la normale », pour reprendre la terminologie des affiches de mai ? Pas tout à fait. Dans la foulée, l'école perdait sa raison d'être : le concours de Rome et ses satellites, ses moments d'intenses « charrettes », de recueillements en « lugues », de folles sonores et impudiques. Et d'adieu. André Malraux le fit d'ailleurs fermer par décret. Jusqu'à nouvel ordre, elle n'a pas été officiellement rouverte. Bien que cette situation soit inconfortable sur le plan des postes d'enseignement, et même à la limite sur celui de la validité des diplômes, cela ne gênerait sans doute pas tellement ceux qui hantent les lieux, si cet oubli ne voulait dire que l'école dans sa forme actuelle est en survie, et qu'une réforme viendra un jour prochain (très prochain si des rumeurs se confirment) ébauchera sur elle. Ce que l'on craint beaucoup, semble-t-il. Aux Beaux-Arts de Paris, on redoute l'ingérence de l'Etat dans l'organisation de l'école, qui, comme celle des arts décoratifs, est passée au travers du filet de la réforme et jouit d'une entière autonomie pédagogique. Une autonomie que l'on préfère à tout, quitte à en pâtir sur le plan budgétaire.

#### Ateliers chéris

« Ici, par un côté, c'est idéal. » « Sous l'angle de la recherche et de la liberté, c'est une école parfaite. » « On peut tout faire. » « Sous l'angle théorique, c'est moins brillant. » disent les professeurs, qui sont effectivement les seuls maîtres à bord dans les ateliers (soixante-dix professeurs au total, dont une cinquantaine pour trente ateliers, et deux mille six cent cinquante et un inscrits en 1977-1978). Toutes les initiatives ont entre leurs mains (jusqu'à l'appartenance matérielle). Les crédits, ce n'est pas par deux mais par trois qu'il faudrait les multiplier, de même que l'effectif des enseignants. « Si moi il y a, il vient de là. »

« Ici il n'y a pas de coupure entre le passé et le futur, mais une continuité entre un passé riche, le présent et la l'avenir », dit Etienne-Martin. « L'école est et doit rester une confrontation d'ateliers avec des professeurs qui impulsent une tendance, »

qui transmettent des connaissances sous un angle précis », reprend Alain Chaillet, responsable du syndicat des enseignants (SNSEA affilié à la FEV), qui nuance : « A condition que toutes les tendances soient équilibrées. » Le but de l'école est que l'étudiant s'ouvre le plus à lui-même, qu'il s'engage lui-même, c'est ce que la pédagogie. « Nous ne sommes pas au Bauhaus », « Nous sommes des artistes avant d'être des enseignants », entend-on dire encore, par-dessus quelques réticences témoignent d'une certaine réserve quant à la finalité pédagogique actuelle de l'école.

L'École nationale supérieure des beaux-arts de Paris est un gros mammoth qui évolue lentement, très lentement. Si ce n'est plus (depuis que le prix de Rome a été supprimé) un bastion de l'académisme, elle a tout de même un sacré retard, et ce n'est pas non plus un « temple de l'imagination créatrice » comme le voudrait Robert Casassa, son sous-directeur. C'est un temple, soit, mais écarté de la danse, le culte le modeste, vivant de préférence, qui entretient plutôt les étudiants dans des formes d'art ressuscitées et

traversées maintes cours et maints couloirs, et qu'en débouche sur ce, on est tout de même un peu perplexé, même et on pense que du dessin il en faut, du mu aussi, que l'apprentissage de techniques et la main à la pâte, surtout sont nécessaires. Ce qui devrait être moyen parmi d'autres à trop souvent l'art d'être devenu fin. On peut le concevoir au niveau d'une école d'art, disons de base, mais pas au niveau d'une école dite nationale et supérieure. Pour sa défense, il faut quand même rappeler que l'École des beaux-arts de Paris soutire de l'absence dans la région d'écoles municipales qui pourraient se charger d'enseigner les rudiments.

On entre aux Beaux-Arts sur examen (niveau bac) : mille cinq cents présélectionnés par an, un tiers, plutôt moins ces dernières années, d'édifiés (dont un tiers d'étrangers, beaucoup de japonais) qui ont satisfait à plusieurs épreuves — dont une de dessin obligatoire depuis peu, ou des équivalences. On peut au sortir diplômés (certificat en 1977, soit le quart des étudiants inscrits, ceux considérés comme étant de bonne tenue) à plusieurs degrés (dont un tiers d'étrangers, beaucoup de japonais) qui ont satisfait à plusieurs épreuves — dont une de dessin obligatoire depuis peu, ou des équivalences. On peut au sortir diplômés (certificat en 1977, soit le quart des étudiants inscrits, ceux considérés comme étant de bonne tenue) à plusieurs degrés (dont un tiers d'étrangers, beaucoup de japonais) qui ont satisfait à plusieurs épreuves — dont une de dessin obligatoire depuis peu, ou des équivalences.

(Jeancois) ont apperté, pour les uns, un vent de modernisme et, pour les autres, quelques incertitudes quant à ce qu'il faut ou ne faut pas enseigner. Incertitudes qui malheureusement se résolvent trop vite dans le travail sur le tas.

Et puis, quelle enseignement personnalisé il y a, si un échantillonnage assez grand de tendances artistiques existe à travers les ateliers, il reste que toutes les tendances d'aujourd'hui sont loin d'être efférées aux étudiants. L'abstraction, soit, mais à condition qu'elle donne plutôt dans le lyrisme et prenne bien pied dans la nature. La figuration, soit, à condition qu'elle ne donne pas trop dans l'hyper. Quant aux recherches actuelles, un peu héritées de la culture de conceptuelles ou de minimalistes, point.

#### Un lieu clos

« Oui, on le dit ici que tu es libre, que tu peux faire tout ce que tu veux, explique Jojo, étudiant en peinture. Mais derrière ce libéralisme qui existe, se cache une contrainte. On peut faire tout ce qu'on veut : plier sur les murs, mais si je veux faire autre chose que les techniques enseignées, je dois m'exprimer. C'est tout de même dommage que dans une école nationale supérieure on n'ait comme perspective que la peinture à l'huile, à la colle ou à la cire. Pourquoi un diplôme en peinture, en sculpture, en gravure ? Et alors pourquoi pas en vidéo ? Pourquoi le cloisonnement des disciplines ?... Ce qu'on demande, ce n'est pas une école super-riche, mais, par exemple, il y a des matières plastiques qui se renouvellent, qui se resourcent et ne coûtent rien. Ici, l'atelier de plastique — dont beaucoup d'ailleurs ignorent l'existence — a peut-être de quoi mouler une bouteille de Coca-Cola. Et puis il y a une expression non reconnue : le travail à partir de la photo. Si on fait de la photo, on n'est pas des peintres, donc pas des artistes, on est des techniciens, des intellectuels, on lit des images... »

Jojo est loin d'être suivi par la majorité des étudiants, qui se trouvent bien au sein de l'école. Les problèmes — s'il y en a — sont financiers. Tout de même, on se trouve un peu trop isolé. On dit volontiers qu'il n'y a pas d'échanges, pas de vie véritable à l'intérieur de l'école, que des rivalités entre ateliers existent toujours, et que cette circulation possible en principe d'un atelier à l'autre pour un étudiant au cours de ses quatre, cinq et six années d'études, n'est en fait pas toujours.

C'est bien où le bât blesse. Rien ne circule à travers l'école. Pas de circulation d'un atelier à l'autre, pas de confrontation possible des méthodes de formation de la sensibilité. Pas ou peu de communication non plus entre les cours généraux — la théorie — et l'atelier — la pratique. Pas ou peu de communication avec l'extérieur.

L'école est un lieu clos. L'atelier dans l'école est un lieu clos. C'est un monde chaud qui protège un monde venu là à l'usage souvent avec une certaine idée « romantique » de l'artiste, individualiste forcené, marginal, et malgré tout privilégié. Ce en quoi en le détrompe guère. En sortira qui peut. Qui aura les reins assez solides pour bayer du dehors, et surtout encaisser le choc du dehors.

GENEVIEVE BREERETTE.



rasurantes, plutôt que de les orienter vers une recherche saine ouverte sur l'avenir — on ne peut pas tout exiger d'une école, — en tout cas écartée dans le réalisme du monde artistique d'aujourd'hui.

Mieux rassurant, assurément, que cette république fédérative d'ateliers. Ateliers chéris, librement choisis par les étudiants, selon leurs affinités, pour y apprendre tout du métier de peintre, sculpteur, graveur... On sent censés se retrouver, dans un climat de saine émulation, anciens et nouveaux mélangés, guidés par le professeur — maître, père au grand frère, c'est selon. — pour y apprendre la maîtrise indispensable de la main, et à suivre l'œil.

Mais sur quel dans s'ouvrant quotidiennement les yeux : de la chair rose sur plâtrage, du muscle, des os, des dents et des torchers drapés. Un matin sans doute comme les autres, trois médailles posées dans trois ateliers différents (un gouffre financier : 700 000 F par an, sans compter les dépenses de chauffage, nécessairement maintenu plus tard dans la saison pour que les médailles ne s'enlèvent pas).

Quand on vient du dehors, après avoir

tout au long des études. Le diplôme est constitué de deux certificats de culture générale, d'un certificat de techniques spécifiques et de la présentation d'un dossier de travaux.

Entre les deux on aura suivi des cours généraux d'histoire de l'art, de civilisation, et y aura appris des techniques et même à fabriquer ses propres pigments — ce qui est évidemment économique, — un peu de morphologie, de perspective, d'architecture élémentaire, et surtout fait dans les ateliers de la peinture, de la gravure, de la litho, de la mosaïque, de la sculpture en taille directe, du modelage, du plâtre, de la fonte.

Il n'est pas tout à fait juste de croire que l'école, avec le maintien des disciplines traditionnelles, soit tout à fait sclérosée. En fait tout dépend, sur l'art, du professeur. Libre en principe de faire ce qu'il veut avec ses étudiants. Certains d'entre eux ne manquent pas d'en profiter (au bon sens du terme). Dès avant 1968, des enseignants, artistes connus, étaient venus perturber quelque peu les habitudes de l'école (Etienne-Martin notamment). Depuis 1968, César et Vieira pour la sculpture, ou encore d'autres artistes d'une génération plus jeune

## Formes et réformes

EN 1978, la première génération d'élèves à avoir suivi intégralement l'enseignement des écoles des beaux-arts. Après avoir subi de bien des passions contraires, ce mot de réforme devrait ainsi perdre une partie de son sens — son caractère inquiétant de nouveauté — pour faire place à un enseignement homogène, à une pédagogie rodée : il s'installe dans une forme stable. Et les écoles de province, plus rapidement lassées par les rognons ministériels que le lourd ferment des Beaux-Arts de Paris, devraient entrer dans une ère plus sereine.

Pour elles, ce pourrait donc être l'heure d'un premier bilan. Mais de nombreux imprévus sont venus gêner la mise en place du nouveau système et entraver son fonctionnement. A parcourir ces écoles d'art, il apparaît en effet que seul l'aspect formel de la réforme a été mis en route, quand l'aspect matériel qui devait l'étayer reste toujours en rade. En somme, c'est un détonateur dépourvu de charge explosive. On imagine mal qu'il en soit autrement, d'ailleurs, puisque le maigre budget des affaires culturelles n'est consacré que pour 8 % seulement à l'enseignement, contre 48 %, par exemple, à la conservation.

Une première réforme était déjà intervenue en 1962, lorsque l'enseignement de l'art dépendait encore de l'éducation nationale. Elle avait unifié le régime des différentes écoles en instituant le CAPAS (certificat d'aptitude à la formation artistique supérieure) et le D.N.B.A. (diplôme national des beaux-arts) : les derniers élèves à avoir suivi ce cursus sortirent eux aussi des écoles cette année.

L'après-68, au souffle généreux mais court, redistribua leur autonomie aux établissements, et bouleversa les lignes directrices traditionnelles de l'art. Un certain

désordre s'ensuivit : il fut localement la source de quelques succès, sans doute, mais aussi celle d'un renouveau et d'innombrables questions dont on avait perdu la trace en province, comme à Paris.

La réforme de 1972, par certains de ses aspects, peut être perçue comme un compromis. Elle reprend le principe d'un enseignement unifié dans l'ensemble des écoles, mais tend à conserver une réelle mobilité entre les différents domaines de l'art et des possibilités d'ouverture. L'ouverture, c'est le point crucial et sans doute l'aspect le plus important de la réforme pour les écoles de province. C'est ce qui permet à de nombreux professeurs d'apporter aujourd'hui leur contribution à l'enseignement de l'art, près des professeurs traditionnels, et de retrouver le lien nécessaire entre cet enseignement et la vie culturelle du pays.

#### Une affaire de dessin

Cependant, la réforme, appliquée dans les villes de province, a provoqué quelques indignations. Car elle n'intervient pas dans un terrain neutre.

Héritage du « passé », il y a d'abord la répartition entre écoles nationales et écoles municipales. Les premières sont intégralement à la charge de l'Etat, qui en nomme les directeurs et les enseignants. Les secondes, une soixantaine, réparties en trois catégories selon leur importance théorique, sont pour l'essentiel (de 95 % à 88 %) à la charge des villes. De cette situation découlent de graves problèmes financiers, souvent ressentis comme des injustices, et qui prennent vite un caractère politique.

Une autre source de discordes est la diversité de l'encadrement administratif et du corps enseignant. Outre les lignes directrices inhérentes à tout organisme, il y a

là des problèmes, sinon d'âge, du moins de formation. Plusieurs directeurs et nombre de professeurs, habitués aux anciennes structures, tolèrent mal la réforme, et en acceptent d'autant plus mal le tutelle de l'Etat. Parmi les autres, qui ne sont pas nécessairement ceux de l'après-68, certains ont pu montrer une impatience peu propice à la bonne marche du nouvel enseignement.

A ces difficultés d'ordre pédagogique s'ajoute encore une apparence de querelle sur le contenu même de l'enseignement, et en particulier sur celui du département d'art. Ainsi, on a pu résumer les problèmes des Beaux-Arts à une affaire de dessin : pour les uns, les vertus du crayon se perdent au profit d'avant-gardes verbeuses. Pour les autres, quelques bastions en mal d'académisme, et donc de réaction, prépareraient de mini-cours d'Etat régionaux. Ce sont là des vues extrêmes bien éloignées, nous a-t-il semblé, des réalités quotidiennes.

Problèmes réels et légendes sont enfin amplifiés par l'isolement et par l'isolement.

Transformé en querelle de fond « pour ou contre le dessin », et bientôt « pour ou contre la réforme », le problème pédagogique de l'approche des formes à pris des tons insensibles. Presque mot pour mot, en retrouve en province les mêmes malentendus, les mêmes idées et les mêmes exclusions que lors de la réforme des Beaux-Arts de Paris, en 1883. Pour l'avoir soutenu, contre Ingres et d'autres démiurgues, Viollet-le-Duc se vit alors dans l'impossibilité de poursuivre ses cours. On est loin d'en être à ce point. Mais il ne faudrait pas que les querelles actuelles continuent trop longtemps à masquer le bien-fondé de l'enseignement rénové : il risquerait à nouveau d'y perdre son actualité.

F. E.

## Écoles en France

Il y a quatre-vingt écoles d'art en France dépendant du ministère de la culture et de la communication :

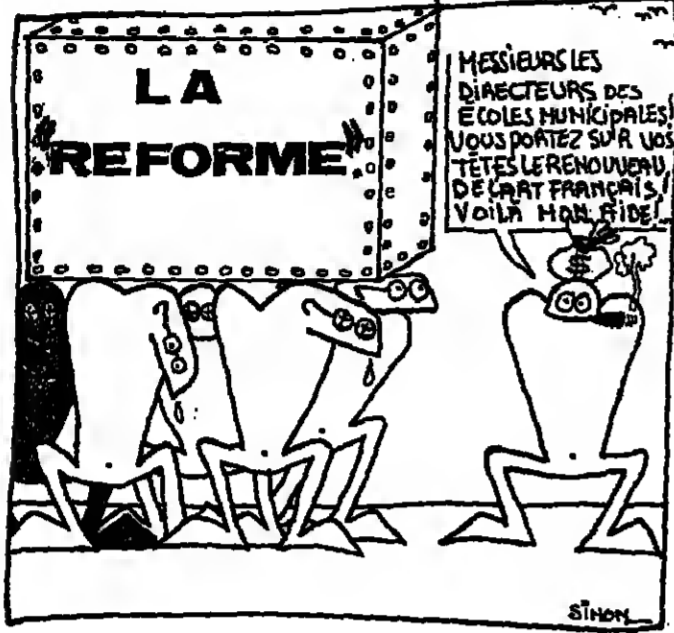
— Deux écoles nationales supérieures, autonomes sur les plans pédagogique et financier, se relevant pas de l'inspection générale de l'enseignement mais directement du ministère : l'ENSA (École nationale supérieure des beaux-arts, qui compte deux mille six cent cinquante élèves, et l'ENSAAD (École nationale supérieure des arts décoratifs, qui regroupent sept cent cinquante élèves.

— Sept écoles nationales préparant au D.N.S.E.F. et dispensant l'enseignement prévu par la réforme (Grenoble, Clermont-Ferrand, Dijon, Limoges, Nancy, Nice, Antibes).

— Soixante et onze écoles municipales et/ou régionales, réparties en trois catégories. Les écoles nationales et municipales reçoivent environ vingt-deux mille élèves, dont six mille ou sept mille à temps complet. Les autres élèves s'inscrivent qu'à certains cours annexes ouverts au public.

L'entrée dans ces différentes écoles obéit à des critères très variables : en général, elle est ouverte à des élèves du niveau de terminale (avec ou sans bac), qui passent un examen ou des tests également très différents selon les établissements. Quelques écoles pratiquent une sélection à la fin de la première ou de la deuxième année.

Très variables aussi sont les frais de scolarité annuels (aux alentours de 800 francs dans la plupart des cas). Un système de bourses comparables à celui de l'Université existe partout.



Des lieux

MÉRITENT, MÉRITENT PAS LE DÉTOUR...

Dans cette perspective (celle de la réforme), il est clair que la construction de nouvelles écoles d'art devra tenir compte d'impératifs tant techniques que pédagogiques...

L'ensemble est élitiste et semble décourager à un tel point habitué; ici, le mot d'abandonnement paraît plus juste que celui de création et de pédagogie...

(Circulaire du ministère des affaires culturelles du 13 novembre 1973.)

NATIONALES ou municipales, de première, seconde ou troisième catégorie (selon que cette classification désuète persiste), les écoles d'art sont logées à des enseignes très variables...

Certains bénéficient ainsi de bâtiments récents ou neufs, bien que rarement adaptés à leur enseignement...

L'école des beaux-arts de Nantes est composée de deux bâtiments distants de plusieurs kilomètres...

L'école des beaux-arts de Nantes est composée de deux bâtiments distants de plusieurs kilomètres, vestiges, l'un d'une école communale, l'autre d'entrepôts portuaires...

Il y a, enfin, les écoles toutes neuves, l'architecture de celle d'Orléans, à deux pas de la cathédrale, n'a rien de bouleversant...

Parmi les établissements nouveaux, l'école neuve de Clermont-Ferrand, reprise d'une fugitive antenne d'architecture, n'est ni belle, ni pratique...

Le département communication recouvre la communication visuelle et audiovisuelle; publicité, édition, signalisation, etc. Le département environnemental forme des plasticiens de l'environnement prenant en charge l'entour sensible et immédiat de la vie humaine...

La plupart des écoles des beaux-arts, fondées sur des initiatives privées au XVIIIe ou au XIXe siècle, ont bénéficié d'une relative autonomie jusqu'à la dernière guerre...

La réforme de 1972 a mis en place, dans un premier temps, un premier cycle de deux années (probatoire et post-probatoire), dit « cycle d'initiation »...

À ce niveau du second cycle (trois années), trois départements (arts, communication, environnement), ont été peu après installés...

En pratique, beaucoup d'écoles ne peuvent proposer qu'un ou deux de ces départements, faute d'hommes et de crédits, et sou-

vent qu'une option à l'intérieur de ceux-ci. Les départements communication et environnement, émergeant tour à tour des crédits, ont bénéficié de la relative autonomie jusqu'à la dernière guerre...

Sur le plan de l'équipement et du fonctionnement, en outre, les écoles municipales bénéficient de traitements extrêmement divers. Une telle disparité est lourde de conséquences pour l'enseignement...

Les municipalités ont d'autres urgences que la construction ou la rénovation d'une école des beaux-arts. Elles y voient volontiers des foyers inutilisés de désordre, sinon des pépinières de cancers improductifs...

En soumettant les écoles de province à une réforme scabieuse mais coûteuse, l'inspection générale de l'enseignement artistique semble avoir mal estimé ses propres capacités financières et s'en être trop remise aux villes...

À vrai dire, le risque en est grand si l'on ne considère que ce contentieux entre les villes et l'État. Il est moindre si l'on se place au niveau des seules écoles...

Pour deux écoles de taille comparable par le nombre d'élèves, les budgets peuvent varier dans de larges proportions, notamment en ce qui concerne les investissements...

La réforme en province:

lité du directeur peut être déterminante, puisque c'est à lui qu'incombe le terrible devoir de convoquer la ville et de ventiler les crédits...

Or, pour ajouter du piquet à ce noir tableau, les trois départements ne repoussent l'engagement ministériel que si l'école dispose des structures « nécessaires »...

Aussi les départements « communication et environnement » obtenus par telle école à l'occasion de crédits-fleux de

lité du directeur peut être déterminante, puisque c'est à lui qu'incombe le terrible devoir de convoquer la ville et de ventiler les crédits...

« La réforme, sans les moyens de la réforme », entend-on volontiers en province. Les écoles entreprennent leur isolement, comme pour cacher avec amertume leurs communes faibles...

A y regarder de plus près, on observe cependant quelques améliorations: sur les trois dernières années, les budgets de quelques écoles ont sensiblement augmenté, comme à Brest, Lyon, Orléans ou Angoulême...

L'Etat, de son côté, a fort à faire avec les écoles nationales qui, toutes proportions gardées, ne sont pas mieux loties...

TOULOUSE Régionalisme?

L'ECOLE de Toulouse est presque l'unique école de province qui ait pu bénéficier de la réforme de 1972...

En ce domaine, la personnalité de son directeur, M. Vernette, courtisé, patérisé, toulousain, n'a pourtant rien des passions idéologiques désignées il y a quelques mois...

louse est la seule de toute la région. Et, s'ils ne laissent tenter par le nouveau diplôme, ils auront à solliciter pour leur autre « pluridisciplinaire » des enseignements professionnels...

A Toulouse, on ne veut pas, avec raison, enlever l'artiste dans un style grand artiste. On lui donne généralement des titres d'inscription et on peu élevés des techniques qui servent son art...

Advertisement for various art galleries including Galerie Anne Colin, Galerie Mermoz, Rouve, Centre d'Art Rive Gauche, and J. Villon.

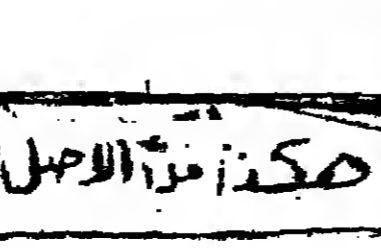
Advertisement for art galleries including Les Barbus, Fraysse, Jeanne Bucher, Moser, and Karoly Hosszu-Hanak.

Advertisement for art galleries including Grand Palais Comparaisons, F. Trincot, Les Bourgeois de Calais, and Galerie Jacob.

Advertisement for art galleries including Fusaro, J. Fournet, and Manet.

Advertisement for art galleries including P. Bloch, Manessier, Van Parys, and Imai.

Advertisement for art galleries including Maurice Rapin, Galerie Matignon, Jansen, and Sanguini.



# vrais problèmes et menus chagrins

problèmes semblent, en effet, similaires. La différence la plus sensible, peut-être, est que les uns reprochent à Paris de trop « saupoudrer » les crédits sur un trop grand nombre d'écoles, quand les autres regrettent la « concentration » des mêmes crédits sur sept écoles de prestige.

Dans de telles conditions, tout jugement sur la réforme elle-même ne peut être que partiel, ou partial. A l'exception de deux ou trois écoles (Toulouse, Strasbourg) dites hostiles à cette réforme parce que leurs directeurs lui sont peu favorables, les autres l'ont appliquée « au mieux ».

A la grande disparité des situations matérielles s'ajoute une certaine variété dans l'interprétation quotidienne des textes. Les types d'enseignement peuvent être très différents d'une école à l'autre, et parfois à l'intérieur d'une même école. Il faut encore mettre à part, ici, les départements communication et environnement, plus homogènes, et établis par leur « finalité professionnelle ».

Pour le département art, une pédagogie figée était peu concevable. En théorie, la réforme a voulu remplacer un enseignement déclinant, en accord avec les tendances contemporaines, par un enseignement ouvert qui donne aux élèves les moyens de définir leurs propres conceptions.

Aux professeurs traditionnels et chargés d'habitude, on a adjoins des artistes-enseignants, plus proches des réalités professionnelles, mais qui, pour toute pédagogie, n'avaient souvent au départ que leur bonne volonté. On pouvait craindre que leurs efforts ne soient qu'une éphémère lueur ; n'ayant pas de « savoir » à transmettre, autre que leur expérience personnelle, ils risquaient de ne pouvoir remplir toute une année universitaire, sans à former des disciples comme les académistes d'autan. Ces craintes se sont, en partie, révélées justifiées : ici ou là, quelques printemps créatifs se sont, en effet, épuisés. Mais, la plupart du temps, les nouveaux enseignants ont progressivement inventé leurs méthodes et leur pédagogie.

Enfin, jusqu'à la réforme, de l'enseignement des beaux-arts, les artistes ont dû surmonter, en effet, plusieurs handicaps : leur absence de formation pédagogique, l'absence de structures leur permettant d'acquiescer ce type de formation, leur refus des rapports de force traditionnels, et parfois le scepticisme d'élèves peu habitués à leur genre d'ouverture. Face à trois ou quatre ans d'incertitude, ils se sont maintenus, sans bien assimilés aux écoles. Leur apport est manifeste : par leur biais, les écoles d'art sortent peu à peu de leur immobilisme, et les élèves prennent conscience que l'art n'est pas une affaire d'école, mais de vie. Par ailleurs, leur présence facilite les interventions d'artistes extérieurs quand les moyens financiers de

(l'école le permettent) et une meilleure inscription des « Beaux-Arts » dans la vie culturelle du pays.

La plupart des étudiants sont, au départ, peu assurés d'eux-mêmes et peu « sécurisés ». Ils attendent de leur école qu'elle prenne le relais du milieu familial et leur donne la protection d'un chemin bien tracé, tout en

à ces techniques un caractère rassurant.

Ainsi, une confusion s'est installée entre le dessin comme technique et le dessin comme fin en soi. Certaines écoles ont pourtant bien tenté d'en faire une technique parmi d'autres, se privant de ses vertus sécurisantes. Mais, ailleurs, on lui a conservé sa prééminence, au risque

pression de la sélection et la réévaluation du diplôme. Avec plus de modération parfois, une modification des jurys.

Les élèves ne connaissent généralement de l'art contemporain que des reproductions photographiques, et ses sermons ne les touchent guère. De la culture classique, ils ont souvent l'idée que peuvent en donner les musées des beaux-arts de chaque ville. Et de culture générale, ils n'ont guère que celle de l'enseignement secondaire : c'est, assez dire qu'ils sont armés légèrement. Ils se contentent de recevoir la « culture générale » prévue par la réforme, avec autant d'ouverture que leur permet l'isolement provincial. Pourtant, lorsqu'une école a les moyens de relancer une véritable activité culturelle, l'enthousiasme remonte.

On se souvient peut-être de l'exposition des élèves de Marseille (Luminy) à l'ARC, en 1978. Montrée par la suite à Beaubourg, elle aura été pour ses participants un encouragement décisif : ils continueront aujourd'hui leur travail créatif et restent en contact avec leur école et leurs anciens professeurs.

A Lyon, les expositions de tous ordres et les visites d'artistes se succèdent sans discontinuer. A Angers, un effort notable a été fait pour multiplier les échanges avec d'autres villes ou avec l'étranger. Plusieurs établissements, comme Angoulême ou Clermont-Ferrand, témoignent encore de ce besoin d'ouvrir les écoles, de briser leur marginalité atavique.

A la sortie des écoles des beaux-arts, il y a peu d'échus : de 30 % à 60 % des élèves auront abandonné en cours de route. Et le bizzutage, dont la pratique est à peu près disparue, n'impose plus sa redoutable sélection et ses dressages pervers, il reste le service militaire, les mariages, les difficultés financières que ne tempèrent pas les bourses. Ceux qui restent ne seront pas tous diplômés, et tous ne seront pas créateurs.

Les écoles des beaux-arts souffrent sans doute de bien des maux : la réforme a mis à vif une pauvreté à laquelle on avait pu s'accoutumer. Mais, en rétablissant le lien nécessaire avec la réalité contemporaine de l'art, elle permet d'espérer en un avenir « promoteur ». Encore faut-il qu'elle tienne ses propres promesses.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

## VALENCE

### L'isolement

**VALENCE** est une école modeste : soixante-dix élèves à temps plein, plus de trois cents à temps partiel, dans 1 000 mètres carrés. Le bâtiment, construit au préfabriqué, est « provisoire » depuis 1983.

Le directeur, Gérard Bayle, est un homme « appliqué », mais ouvert. Sans partager toujours l'enthousiasme et la conviction des neufs enseignants titulaires et des cinq auxiliaires, il s'efforce pour préserver l'homogénéité de l'équipe : « Je suis un affreux réactionnaire, dit-il, qui reste persuadé que le dessin est encore à apprendre, car il apporte une plus grande sensibilité aux formes plastiques. Je crois qu'un enseignement doit être direct... mais je suis un peu

marginal, par rapport aux autres professeurs... »

Un directeur qui se sent un peu colonisé par la réforme, et l'apocryphe cependant, qui s'efforce de « jouer le jeu », c'est une donnée rare. Un de ses grands vœux, néanmoins, serait d'ajoindre à l'unique département (art) un atelier de restauration. Cette affaire-là n'étant pas prévue dans les textes, l'inspection générale semble se faire tirer l'oreille.

Valence le liturgie culturelle de cette petite école de province, lui faire entendre le bruit lointain de la vie artistique, est le souci majeur des enseignants. Parmi eux, Buraglio, qui habite Paris, « est un peu devenu le cordon ombilical de Valence », dit un élève. De nombreuses interventions ont été faites par Schiesser, Berger, Perin, Jean-clos, Parisi, Pinconin) prolongent ce cordon et sont lues dans le mémoire de l'école par un journal, au titre déterminé : « Que ça dise pourquoi ! Celui-ci est tiré en sérigraphie, par les élèves, dans l'atelier de communication.

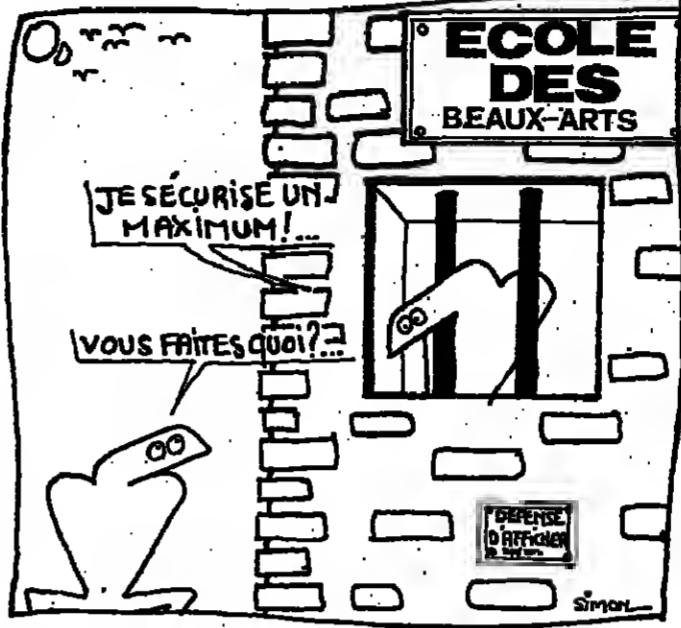
Côté élève, on tâche de suivre ce mouvement d'ouverture, quand on ne le précède pas. Une réticence, peut-être : « On s'inquiète chez les professeurs une compréhension qui ne soit pas un faux copinage... »

révêtant un peu, malgré tout, sur le statut d'artiste. Les enseignants, de leur côté, doivent simultanément donner un peu de cette sécurité s'ils veulent garder la confiance des élèves et, en même temps, leur faire comprendre la gratuité de leurs études et leurs débouchés improbables ; leur prodigier, enfin, un enseignement qui évite les clichés rassurants.

De ce décalage psychologique découle ce que l'on peut appeler « psychose des techniques ». Toutes les techniques traditionnelles sont enseignées dans les écoles. Mais leur apprentissage rigoureux, peu en accord avec la création contemporaine jusqu'à ces dernières années, a pu susciter la méfiance des élèves et les scrupules des professeurs. Peut-on transmettre des connaissances qui semblent dépassées et a-t-on, en tout cas, le droit de les privilégier ? En même temps, l'apparente crise de la création dans les milieux professionnels et l'inquiétude latente de la population des écoles ont redonné

d'entretenir un académisme provincial. En mai 1978, l'impression dominante qui se dégageait des écoles d'art était celle d'un désintérêt calme, presque de l'ennui. Une mauvaise langue métrait cela sur le compte d'un absentéisme chronique. A moins de contrôles stricts, il paraît effectivement évier. Mais cette tendance, d'ailleurs peu préjudiciable aux études, s'explique aisément : conditions de travail désastreuses dans certaines écoles, obligation pour de nombreux élèves de travailler à mi-temps ou à plein temps afin de payer leurs études. Retombée de l'agitation soixante-huitarde plus que de la absence, ce calme caché a une malaise chronique.

Dépolitisés, aux limites de l'incivisme, beaucoup d'étudiants poursuivent tranquillement leurs études, « au jour le jour ». Seule l'année du diplôme suscite un peu d'animation : c'est le moment où, sans peur des conséquences, on réclame, en même temps, la sup-



## ANGERS

### La sérénité

**L'**ECOLE d'Angers paraît couler avec autant de calme que la Maine. Le directeur, Pierre Thésé, en poste depuis plus de vingt ans, a obtenu le soutien constant de la municipalité et, de surcroît, son intérêt. L'établissement est mis en place progressivement, sans heurt, et dans un esprit assez ouvert, pour ne pas trop souffrir des changements de la réforme.

De même, les bâtiments ont été peu à peu aménagés et restaurés : hôtel d'Orléans, château d'eau reconstruit, quelques bons vieux ateliers, une distillerie. L'ensemble reste, cependant trop étroit pour les deux cents élèves permanents et les huit cents élèves extérieurs (adultes et enfants) qui suivent les différents cours de l'école. On n'a recherché pas tant, ici, au moins dans le département art, à assurer l'avenir professionnel des étudiants, à les diriger vers tel ou tel débouché : « Ce n'est pas le propos d'une école

d'art », affirme le directeur. En revanche, on cherche à les plonger dans un véritable univers de création, à faire de l'école un lieu de rayonnement culturel et d'échange : un effort particulier a été fait dans le domaine de la tapisserie à cet égard, et les tissiers d'Angers forment un pont constant entre la ville et les beaux-arts.

Quand on se plaint, ailleurs, de la pléthore d'enseignements « rétamés », on regrette ici la difficulté de trouver des gens capables d'assurer la nouvelle formule de l'enseignement. Cela se ressent un peu au niveau des élèves. Pris entre une structure d'étude modernisée et des professeurs qui ne sont parfois pas très expérimentés, ils se sentent un peu désorientés. Après quelques années d'études tranquilles, assez bien pris en charge par une école rodée, ils s'étonnent devant l'ultime barrière : un diplôme, pour quoi faire ? Et quelle sorte de diplôme ? Questions dont on débat en groupe, librement, et en présence d'un directeur assez bien tolérant : cela n'est pas si fréquent dans les écoles des beaux-arts, où les élèves restent, en général, isolés, battus par un enseignement encore mal défini, livré à leurs inquiétudes personnelles.

Cela dit, l'animation des diplômés d'Angers ne se retrouve guère chez leurs cadets. Entre les premiers et les seconds, le dialogue paraît inexistant, les strates sont parfaitement étagées.

### Le cursus de la réforme

- CYCLE D'INITIATION (deux ans) : deux premières années (24 U.V.) sont réparties en : cadre commun (15) ; options (audio-visuel, graphisme, illustration, photographie, stand-exposition), sanctionnées chacune par 3 U.V. La troisième année est consacrée aux réalisations plastiques personnelles.
- CYCLE DE SPÉCIALISATION (trois ans) : Département art : les deux premières années sont sanctionnées par l'acquisition de 15 U.V. La troisième année est consacrée à la poursuite des travaux personnels.
- Département communication : les deux premières années (24 U.V.) sont réparties en : cadre commun (15) ; options (audio-visuel, graphisme, illustration, photographie, stand-exposition), sanctionnées chacune par 3 U.V. La troisième année est consacrée aux réalisations plastiques personnelles.
- Département environnement : les deux premières années (24 U.V.) sont réparties en : cadre commun ; pratique de synthèse (12 U.V.). La troisième année est consacrée aux réalisations pratiques. Des options définies, mais quelques écoles ont développé des spécialités plus précises (cadre de vie, scénographie). Le cycle de spécialisation est sanctionné par le diplôme national supérieur d'expression plastique (D.N.S.E.P.) spécifiant le département choisi.
- CYCLE DE RECHERCHE : Le cycle de recherche n'a pas encore été mis en place.

**GALERIE JEAN-CLAUDE RIEDEL**  
31, rue Guénégaud - 75006 Paris  
Tél. 326-20-76

**Maurice RAPIN**  
peindre comme on dessine  
et dessiner comme on écrit.  
Du 14 juin au 15 juillet

**GROSVENOR HOUSE**  
ANTIQUES F&R Londres

14-24 juin de 11 h à 19 h 30.  
Fermé le dimanche. Prix d'entrée  
1,50 £ y compris catalogue  
illustré.

Hommage à  
**GIORGIO DE CHIRICO**  
du 11 mai au 31 août 1978

**ARTCURIAL**  
9 avenue Matignon - Paris 8 - 359.22.80  
du mardi au samedi de 10 h 30 à 18 h 30

Centre Culturel A.L.F.A.  
**LA FERME**  
Pl. Bouzy-Saint-Antoine  
Tél. 900-89-37 - 53-03

**JOB**  
Peintures  
DU 17 AU 25 JUIN

**GALERIE MATIGNON**  
18, avenue Matignon - 75008 Paris - 266-60-32

**JANSEM**  
mascarade  
9 mai - 30 juin

**PARIS, PATRIE DES PEINTRES**  
150 CHEFS-D'ŒUVRE  
DE RENOUAUX A NOS JOURS  
TOUS LES JOURS DE 10 H A 20 H  
NOCTURNE LE MERCREDI JUSQU'À 22 H

RENNOIR, CEZANNE, BONNARD, DEGAS, MATISSE, MARQUET, VAN DONGEN, LEGER, FLAMINCK, DERAINE, PICASSO, BRAQUE, MAURICE DE VILLAGE, JUAN GRIS, GLEIZE, MALLON, HERBIN, ARTHUR, HOTE MONDRIAN, UPKA, MIRO, KLEIN, ST MATTA, ADAM, TARTUNG, ANDINSKI, BAZAINE, VASARELY

**ENCADREMENT INSTANTANÉ**  
Cadres METRA (Alu et Bois)  
RALUX, MINIRA.  
**LA TORTUE**  
11 rue Jacob, Paris 6<sup>e</sup>, Tél. 326 09 65

**Galerie CAILLEUX**  
136, Fg Saint-Honoré - PARIS-8<sup>e</sup> - T. 359-25-24

**SANGUINES**  
Dessins de Watteau à Fragonard  
du 30 mai au 8 juillet

**HÉLÈNE KAMER**  
2, quai Malaquais - Paris-6<sup>e</sup>  
Tél. : 260-78-81

**20 TÊTES LAS REMOJADAS**  
200 ans av. J.-C. - 600 ans ap. J.-C.  
ART PRÉ-COLOMBIEN  
ART NÈGRE  
JUIN

LE MONDE... provinces... VAN... IMA...



كذا من الأصل

MONDE DES

ET DES SPECTACLES

LE MONDE — 15 juin 1978 — Page 21

Expositions

**CENTRE POMPIDOU**  
777-13-31. — Informations téléphonées : 277-11-12.  
Sauf mardi, de 10 h. à 22 h. ; mercredi, de 10 h. à 22 h. ; entrée libre le dimanche.  
**ATELIERES AUDIOVISUELLES** : Nicolas Arthaud et Michel Moskouchevitch. Jusqu'au 19 juin.  
**MIAZAD**. — Cabinet d'art graphique. Jusqu'au 25 juin.

**CENTRES DE RENCONTRE DE LA CAISSE NATIONALE DES MINUSVALÉS HÉMIPLÉGÉS**. — Rétrospective photographique d'activités, dessins, affiches... Jusqu'au 10 juillet.

**CENTRE DE CRÉATION INDUSTRIELLE L'ESPACE URBAIN SOVIÉTIQUE**. — Jusqu'au 18 septembre.

**L'ENFANT ET LE LIVRE**. — Justine Lefebvre. Jusqu'au 23 août.

**ALICE ULYSSE, OR : HESSE**. — Jusqu'au 23 août.

**LIVRES OUVRIERS**, de la République fédérale d'Allemagne. — Jusqu'au 25 juin.

**CITES DE LA MER**, CITES Océaniques. — Photographies. — Jusqu'au 23 août.

**MUSEES**  
**MATHIEU**. — Grand Palais, entrée Clemenceau (261-4-10). Sauf mardi, de 10 h. à 20 h. ; le mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 5 F. le samedi : 8 F. Jusqu'au 23 juin.  
**DE RENOUËL À MATTESS**. Vingt-deux chefs d'œuvres des musées suédois et français. — Grand Palais, entrée Clemenceau (voir ci-dessus). Entrée gratuite le 23 juin. Jusqu'au 18 septembre.  
**JULES ROMAIN**. L'histoire de Scipion (classiques et dessins). — Grand Palais, porte ci-dessus. (Entrée gratuite le 11 septembre). Jusqu'au 2 octobre.  
**CEZANNE**, les dernières années (1895-1896). — Grand Palais, entrée avenue du Général-Eisenhower (voir ci-dessus). Jusqu'au 23 juillet.  
**OUVRÉS D'ART RELIGIEUX**. Inventaire du carton de Campana. — Grand Palais, porte ci-dessus. Jusqu'au 4 septembre.  
**LA DESCENTE DE CROIX**. Groupe sculpté italien du treizième siècle. — Musée du Louvre, entrée porte Jauffard (236-20-26). Sauf mardi, de 9 h. à 17 h. ; mercredi, de 9 h. à 17 h. ; dimanche, de 10 h. à 18 h. (entrée gratuite le 11 septembre). Jusqu'au 4 septembre.  
**DONATIER PIGASSO**. — Musée du Louvre, entrée porte Jauffard (voir ci-dessus).  
**PEDRO DELLA FRANCESCA**. Le portrait de Sisto de Médicis (dessin du département des peintures no 15). — Musée du Louvre, entrée porte Jauffard (voir ci-dessus). Jusqu'au 18 septembre.  
**NOUVEAUX LES ARTISTES**. Dessins de sélections au dix-huitième siècle. — Musée du Louvre, entrée porte Jauffard (voir ci-dessus). Jusqu'au 18 septembre.  
**PEINTURES D'ÉPIQUE** CONTEMPORAINES, de style traditionnel. — Musée de Ceramachi, 7, avenue Gambetta (222-23-31). Sauf lundi et mardi, de 10 h. à 17 h. ; mercredi, de 10 h. à 17 h. ; jeudi, de 10 h. à 17 h. ; vendredi, de 10 h. à 17 h. ; samedi, de 10 h. à 17 h. ; dimanche, de 10 h. à 17 h. ; dimanche : 2,50 F. Jusqu'au 25 septembre.  
**LES BARBUS**. — Musée Bourdelle, 16, F. Antoine-Bourdelle (549-67-27). Sauf mardi, de 10 h. à 17 h. ; mercredi, de 10 h. à 17 h. ; jeudi, de 10 h. à 17 h. ; vendredi, de 10 h. à 17 h. ; samedi, de 10 h. à 17 h. ; dimanche, de 10 h. à 17 h. ; dimanche : 2,50 F. Jusqu'au 25 septembre.  
**NOUVELLES SALLES DU CONSERVATOIRE ET DE L'OPÉRA**. — Musée national du château de Versailles. Sauf lundi, de 8 h. à 17 h. ; mardi, de 8 h. à 17 h. ; mercredi, de 8 h. à 17 h. ; jeudi, de 8 h. à 17 h. ; vendredi, de 8 h. à 17 h. ; samedi, de 8 h. à 17 h. ; dimanche, de 8 h. à 17 h. ; dimanche : 2,50 F. Jusqu'au 25 septembre.  
**NOUVELLES SALLES DU CONSERVATOIRE ET DE L'OPÉRA**. — Musée national du château de Versailles. Sauf lundi, de 8 h. à 17 h. ; mardi, de 8 h. à 17 h. ; mercredi, de 8 h. à 17 h. ; jeudi, de 8 h. à 17 h. ; vendredi, de 8 h. à 17 h. ; samedi, de 8 h. à 17 h. ; dimanche, de 8 h. à 17 h. ; dimanche : 2,50 F. Jusqu'au 25 septembre.

**AESTRACTION-CREATION (1931-1936)**. — Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Du 16 juin au 17 septembre.  
**GEORGES ROUAULT**. Peintures et gravures. — Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 10 septembre. — Mairie annexe du 15<sup>e</sup> arrondissement, 2, rue André-Dubois. Jusqu'au 11 juillet.  
**JÖHANN FRIEDLAENDER**. Gravures, peintures, tapisseries 1893-1978. — Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 23 août.  
**GOTTFRIED H. NEEGGER**. — Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 23 juillet.  
**L'ABSTRACTION ANALYTIQUE** : Ouzouf, Perada, Fraeters du monochrome. — ARC Paris, au Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Du 19 juin au 18 septembre.  
**ATELIERES PORTUGAL**. — Musée des enfants au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 14, quai de New York (voir ci-dessus). Entrée gratuite pour les enfants et les groupes scolaires, prendre rendez-vous au 723-61-271. Jusqu'au 29 octobre.

**IL ÉTAIT UNE FOIS LEONARD**. — Exposition-éclair pour enfants. — Musée en herbe, Jardin d'acclimatation, boulevard des Sablons. Jusqu'au 31 décembre.  
**TROIS SÉRIES D'OFFICIERS FRANÇAIS**. — Musée de l'Affiche, 25, rue de Paradis (824-30-04). Sauf mardi, de 12 h. à 18 h. ; mercredi, de 10 h. à 18 h. ; jeudi, de 10 h. à 18 h. ; vendredi, de 10 h. à 18 h. ; samedi, de 10 h. à 18 h. ; dimanche, de 10 h. à 18 h. ; dimanche : 2,50 F. Jusqu'au 11 juillet.  
**APPHES AMÉRICAINES 1945-1978**. — Musée de l'Affiche, 25, rue de Paradis (824-30-04). Sauf mardi, de 12 h. à 18 h. ; mercredi, de 10 h. à 18 h. ; jeudi, de 10 h. à 18 h. ; vendredi, de 10 h. à 18 h. ; samedi, de 10 h. à 18 h. ; dimanche, de 10 h. à 18 h. ; dimanche : 2,50 F. Jusqu'au 11 juillet.  
**L'HERBIER DE JEAN-JACQUES ROUSSEAU**. — Musée de l'Affiche, 25, rue de Paradis (824-30-04). Sauf mardi, de 12 h. à 18 h. ; mercredi, de 10 h. à 18 h. ; jeudi, de 10 h. à 18 h. ; vendredi, de 10 h. à 18 h. ; samedi, de 10 h. à 18 h. ; dimanche, de 10 h. à 18 h. ; dimanche : 2,50 F. Jusqu'au 11 juillet.  
**PEINTURES CONNUES, MÉCONNUES, INCONNUES**. — Musée des arts décoratifs (voir ci-dessus). Jusqu'au 5 septembre.  
**OSSEINS D'ORIENTALIS** NOUVEAUX. — Musée des arts décoratifs (voir ci-dessus). Jusqu'au 13 novembre.  
**FORAIN** : 1833-1834. — Musée des arts décoratifs (voir ci-dessus). Jusqu'au 28 juin.  
**L'ÉBÉNISTE ET SON CORPS DANS LA SOCIÉTÉ TRADITIONNELLE**. — Musée national des arts et traditions populaires, 4, route du Mahatma-Gandhi (747-69-80). Sauf mardi, de 10 h. à 17 h. ; mercredi, de 10 h. à 17 h. ; jeudi, de 10 h. à 17 h. ; vendredi, de 10 h. à 17 h. ; samedi, de 10 h. à 17 h. ; dimanche, de 10 h. à 17 h. ; dimanche : 2,50 F. Jusqu'au 2 octobre.

**ALFRED NICOLAS NOEMAND**. — Architecte, photographies de Rome, Athènes, Istanbul 1831-1832. Salle de Sully, 62, rue Saint-Antoine (277-53-20). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. ; mercredi, de 10 h. à 18 h. ; jeudi, de 10 h. à 18 h. ; vendredi, de 10 h. à 18 h. ; samedi, de 10 h. à 18 h. ; dimanche, de 10 h. à 18 h. ; dimanche : 2,50 F. Jusqu'au 9 juillet.  
**HERVE MORVAN**. Boquet d'affiches bibliobébété assolée. 23, rue de Ribelle (256-65-62). Tous les jours, de 10 h. à 18 h. ; mercredi, de 10 h. à 18 h. ; jeudi, de 10 h. à 18 h. ; vendredi, de 10 h. à 18 h. ; samedi, de 10 h. à 18 h. ; dimanche, de 10 h. à 18 h. ; dimanche : 2,50 F. Jusqu'au 25 septembre.

**ANDRÉ BARSACO**. Cinquante ans de théâtre. — Bibliothèque nationale, 10, rue de la Harpe. Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. ; mercredi, de 10 h. à 18 h. ; jeudi, de 10 h. à 18 h. ; vendredi, de 10 h. à 18 h. ; samedi, de 10 h. à 18 h. ; dimanche, de 10 h. à 18 h. ; dimanche : 2,50 F. Jusqu'au 25 septembre.

**ALEUMS PHOTOGRAPHIQUES** EPIQUE, FANTASME, ÉPIQUE, ÉPIQUE. — Bibliothèque nationale, 10, rue de la Harpe. Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. ; mercredi, de 10 h. à 18 h. ; jeudi, de 10 h. à 18 h. ; vendredi, de 10 h. à 18 h. ; samedi, de 10 h. à 18 h. ; dimanche, de 10 h. à 18 h. ; dimanche : 2,50 F. Jusqu'au 25 septembre.

**GEORGES MEUNIER 1869-1942**. Affiches et documents. — Bibliothèque nationale, 10, rue de la Harpe. Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. ; mercredi, de 10 h. à 18 h. ; jeudi, de 10 h. à 18 h. ; vendredi, de 10 h. à 18 h. ; samedi, de 10 h. à 18 h. ; dimanche, de 10 h. à 18 h. ; dimanche : 2,50 F. Jusqu'au 25 septembre.

**CHIEFS-D'ŒUVRE INCONNUS DU VÉNICIEN** Photographies. Galerie d'Amérique du Musée de l'Homme, palais de Chaillot (727-57-781). Jusqu'au 17 juillet.

**ELEGANCES FRANÇAISES**, de 1780 à nos jours. — Musée de la mode et du costume, palais Galliera, 10, avenue Pierre-I<sup>er</sup>-de-Serbie (720-83-40). Sauf lundi et mardi, de 10 h. à 17 h. ; mercredi, de 10 h. à 17 h. ; jeudi, de 10 h. à 17 h. ; vendredi, de 10 h. à 17 h. ; samedi, de 10 h. à 17 h. ; dimanche, de 10 h. à 17 h. ; dimanche : 2,50 F. Jusqu'au 25 septembre.

**PONT NEUF (1578-1878)**. — Mairie annexe du 1<sup>er</sup> arrondissement, 4, place du Louvre. De 10 h. à 12 h. ; de 13 h. à 17 h. ; mercredi, de 10 h. à 17 h. ; jeudi, de 10 h. à 17 h. ; vendredi, de 10 h. à 17 h. ; samedi, de 10 h. à 17 h. ; dimanche, de 10 h. à 17 h. ; dimanche : 2,50 F. Jusqu'au 25 septembre.

**VISAGES DE MONTMARTRE**. — Musée de Montmartre, 17, rue Saint-Vincent.

**VICTOR BALTARD**. Plans inédits pour les Halles centrales (1844-1853). — Bibliothèque historique de la Ville de Paris, 24, rue Pavée (172-10-18). Sauf mardi, de 14 h. à 18 h. ; mercredi, de 10 h. à 18 h. ; jeudi, de 10 h. à 18 h. ; vendredi, de 10 h. à 18 h. ; samedi, de 10 h. à 18 h. ; dimanche, de 10 h. à 18 h. ; dimanche : 2,50 F. Jusqu'au 23 juillet.

**CENTRES CULTURELS**  
**OUVRE**. Œuvre gravé et dessin. La gravure et ses techniques. — Centre culturel du Marais, 28, rue de France-Bourgeois (276-66-81). Sauf mardi, de 12 h. à 19 h. ; mercredi, de 12 h. à 19 h. ; jeudi, de 12 h. à 19 h. ; vendredi, de 12 h. à 19 h. ; samedi, de 12 h. à 19 h. ; dimanche, de 12 h. à 19 h. ; dimanche : 2,50 F. Jusqu'au 9 juillet.

**STEFAN WEWERKA**. Rétrospec-

tion. — Centre culturel allemand, 17, avenue d'Anna (723-61-21). Sauf sam. et dim., de 10 h. à 20 h. Entrée libre. Jusqu'au 30 juin.

**FRED OASSEN**. Gravures, dessins. — Centre culturel allemand, 31, rue de Condé, sans sam. et dim., de 12 h. à 20 h. Jusqu'au 30 juin.

**LE GROUPE DE HALMSTAD**. Cinquante ans à la recherche d'un surréalisme. — Centre culturel suédois, 11, rue Feytaud (271-82-20). Jusqu'au 14 juillet.

**TAPIES**. Peintures, gravures et eaux-fortes. — Centre d'études catalanes, 9, rue Salnte-Croix-de-la-Bretonnerie (277-66-89). Jusqu'au 30 juin.

**PEINTURES ROPESTRES DU BRÉSIL**. — Galerie Debra, 24, rue La Botz, jusqu'au 7 juillet.

**L'ŒUVRE GRAVÉ DE S. B. TELINGAYE**. — Association Franco-B.R.S.S., 61, rue Boisserie (553-86-21). Jusqu'au 20 septembre (fermé en août).

**SIDNEY NDLAN**. Peintures. — Ambassade d'Amérique, 4, rue Jersky (275-82-02). Jusqu'au 28 juillet.

**150 PEINTRES, GRAVEURS ET SCULPTEURS** originaux de quarante-trois nationalités. — Centre international des arts, 16, rue de l'Hôtel-de-Ville (272-00-071). Jusqu'au 29 juin.

**GALERIES**  
**OE VILLON A FRIEDLAENDER**. Graveurs du vingtième siècle à l'Ermitage, 33, rue Henri-Barbusse (262-71-11). Jusqu'au 5 juillet.

**SANTUCCI**. Dessins, gravures du dix-huitième siècle. — Galerie Calixte, 134, rue du Faubourg-Saint-Hippolyte (533-23-24). Jusqu'au 8 juillet.

**MAI 83**. Photographies. — Galerie Nikol, 11, rue Jacob (533-25-17). Jusqu'au 28 juin.

**PEINTURES INTIATIVES DU TANTANISME** STEFAN. Peintures du vingtième siècle. — Galerie R. Surawoy, 12, rue Le Regratier (262-71-11). Jusqu'au 24 juillet.

**ÉLOGE DU OESSIN**. Livre parcouru d'un amateur à travers le vingtième siècle. — Galerie Daniel Gerwin, 34, rue du Bac (261-11-79). Jusqu'au 5 juillet.

**PHOTOGRAPHIES AMÉRICAINES ACTUELLES**. — Galerie Daniel Gerwin, 34, rue du Bac (261-11-79). Jusqu'au 5 juillet.

**BIEN/TOU**. Hommage à Marcel Duchamp. — Galerie Tréma, 1, rue de Valenciennes (544-73-83). Jusqu'au 15 juillet.

**QUATRE PEINTRES HOLLANDAIS A PARIS** : Colij, Biana, Scherf, Smith. — Galerie Principe, 12, rue de la Ferronnerie (233-18-12). Jusqu'au 8 juillet.

**CHAGALL, MAX ERNST, KLEE**. — Galerie Darle Bocca, 184, rue du faubourg Saint-Honoré (339-84-89). Jusqu'au 9 juillet.

**ARMAN**. — Galerie Beaubourg, 23, rue du Renard (271-20-50). Jusqu'au 14 juillet.

**BENARD BAZILE**. Peintures, objets. — Galerie Baudouin Lebois, 36, rue des Archives (474-08-10). Jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet.

**BEAUVU DE BEAUVU**. Regard d'une femme sur le monde. — Galerie des futures, 6, rue des Laines-Saint-Paul. Jusqu'au 13 juillet.

**SOLANGE BERTRAND**. — Galerie Holiday, 69, boulevard Victor. Jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet.

**PIERRETE BLOCH**. Entrée et maquette. — Galerie de France, 3, rue du Faubourg-Saint-Hippolyte (265-68-37). Jusqu'au 23 juin.

**BONNET**. Œuvres récentes. — Galerie Regard, 40, rue d'Université (261-18-22). Jusqu'au 24 juin.

**FRANÇOIS BRET**. Aïde-Mémoire. — Galerie Saint-Paul, 23, rue Saint-Paul (867-01-82). Jusqu'au 24 juin.

**WILLIAM EKUL**. Œuvres récentes dans un environnement contemporain. — Galerie Saint-Paul, 23, rue Saint-Paul (867-01-82). Jusqu'au 24 juin.

**FRANÇOISE CHAILLET**. Œuvres. — Galerie Le Decol, 43, rue de Valenciennes (261-18-33). Jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet.

**CRITON**. Vingt dessins sur toile. — Galerie Selchassan, 10, rue de Bellechasse (333-83-89). Jusqu'au 30 juin.

**GIORGIO DE CHIRICO**. — Artémis, 6, avenue de la République (278-20-81). Jusqu'au 31 août.

**FLORES**. Le carot et son ombre. — Galerie Selchassan, 10, rue de Bellechasse (333-83-89). Jusqu'au 31 août.

**FRIEDLAENDER**. Gravures récentes. — Galerie La Hune, 14, rue de l'Abbaye (325-54-08). Jusqu'au 14 juillet.

**GRATALOUP**. — Galerie Marquet, 7, rue Bouaparte (228-74-88). Jusqu'au 24 juin.

**ANASTASIA GRIEG**. — Stadium, 66, avenue d'Ivry (383-11-00). Jusqu'au 24 juin.

**BRIGITTE BERGEWA**. Œuvres récentes. — Galerie J. Ballaneha, 10, rue Jacques Callot (326-31-38). Jusqu'au 24 juin.

UGC Ermitage - HELDER - BIENVENUE Montparnasse  
UGC Dapton - UGC Gobelins - MISTRAL - 3 SECRETAN  
3 MURAT - MAGIC Convention



Variétés

**Le music-hall**  
ANTOINETTE (208-77-71) (D.), 20 h. 30 : B. D. / ELYSÉES-MONTMARTRE (608-38-79) (D.), 21 h. mat. sam. à 17 h. / CHATEAU-MONTMARTRE (232-16-18) (D.), 21 h. : J. Villard ; 22 h. 15 : Gloria Montarri.  
GALERIE (208-31) (D. soir, L.), 21 h. mat. dim. à 15 h. 30 : Colette Renaud.  
GUYONNARD (770-15-15) (Mar. Dim. soir), 21 h. mat. dim. à 15 h. : Coluche.  
OLYMPIA (452-24-49), 21 h. : Gramme Allwright (dernière, le 17) ; à partir du 19, à 23 h. : Baden Powell.  
LUCIENNE (208-31) (D. 21-24), Ernesto Rondo ; 20 h. 45 : Maria Berg ; 22 h. 30 : J.-Y. Luley (dernière, le 18).  
PALAIS DES CONGRES (786-27-78), 20 h. 30, mat. sam. et dim. à 14 h. 30 : Foray and Boss (dernière, le 18).  
FIGALI'S (226-04-47), 22 h. : Ingrid Caven (dernière, le 17).

**Les chansonniers**  
CAVALLI DE LA REPUBLIQUE (278-44-49), 21 h. mat. dim. à 15 h. 30 : Va du va et vient dans l'ouverture.

**MULTI CINÉ**  
**MAZURSKY**  
HARRY and TONTO  
marcredi, jeudi, samedi  
NEXT STOP  
GREENWICH VILLAGE  
jeudi, vendredi, samedi, dimanche  
SAINT-GERMAIN VILLAGE  
**LA FEMME LIBRE**  
ELYSEES LINGOLIN - MAYFAIR  
SAINT-GERMAIN VILLAGE  
NATION - QUARTIER LATIN  
\*  
FAIS-MOI TRÈS MAL  
ET GOUVERNE-MOI  
DE BAISERS  
QUINTETTE  
ARSENIC ET  
VIEILLES DENTELLES  
ELYSEES LINGOLIN  
RÊVE DE SINGE  
HAUTEFVILLE - NATION  
LES NOUVEAUX  
MONSTRES  
QUINTETTE - HAUTEFVILLE  
SAINT-LAZARE PARLOIR

COLISEE v.o. - HAUTEFVILLE v.o.  
IMPERIAL PATHE v.f.  
STUDIO RASPAIL v.f.  
RICHARD DREYFUSS  
**OSCAR 78**  
MEH LEUR ACTEUR  
**Adieu, je reste...**  
UNE PRODUCTION RAY STARK  
EN FILM D'ÉPIQUE BOSS  
"ADIEU, JE RESTE..."  
THE GOODBYE GIRL - NEL SPON  
RICHARD DREYFUSS  
MARSHA MASON  
Distribué par Warner Columbia Film

VO GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES en DOLBY STÉRÉO  
A.B.C. VO HAUTEFVILLE VO  
MONTPARNASSE 83 VO GAUMONT CONVENTION VO  
Les Artistes  
les plus prestigieux réunis pour  
un concert inoubliable...  
Un Film de Martin Scorsese  
**LAST WALTZ**  
United Artists

**CHAUSSETTE SURPRISE**  
Un film de Jean-François Davy  
Avec Micha Bayard - Román Boufelle -  
Marcel Dalio - Henri Guybet -  
Lucien Jeanne - Yvan Lefebvre -  
Didier Sauvageon -  
Écrit en collaboration avec Jean-Claude Carrère -  
Musique | Marie-Paule Belle  
Distribution GEF-CCFC  
CYRANO Versailles - ARTEL Créteil - ARTEL Nogent  
MELIÉS Montreuil - CARREFOUR Pantin  
ALPHA Argenteuil - FLANADES Sarcelles - ULIS Orsay

**CENTRES CULTURELS**

**ETRANGERS**

**CENTRE CULTUREL SUÉDOIS**  
11 rue Payenne-3°

**EXPOSITION**  
dans le cadre du Festival du Marais

**LE GROUPE DE HALMSTAD**  
« Cinquante ans à la recherche d'un surréalisme »  
Lundi-Vendredi, 12 h. à 16 h.  
samedi et dimanche, 14 h. à 19 h.  
jusqu'au 14 juillet

**COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES**

**EDWIGE FEUILLÈRE**  
et  
**GUY TRÉJAN**

**LE BATEAU POUR LIPAJA**  
Comédie de  
**ALEXEI ABOUZOVO**

**COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES**

**POL QUENTIN**  
Mise en scène de  
**YVES BUREAU**

**LE BATEAU POUR LIPAJA**  
Comédie de  
**ALEXEI ABOUZOVO**

**COMÉDIE FRANÇAISE**

5 représentations exceptionnelles

**LE MISANTHROPE**  
**MOLIÈRE**  
mise en scène  
**Pierre DUX**

**PHILIPS**

**STEPHEN BISHOP-KOVACEVIC**  
piano

**Bach - Chopin - Berg - Beethoven**  
(Récital 4★ ★ ★ ★)

**THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES**  
15 juin à 20 h 30

**CABARETS**

LES 2 MEILLEURES SOIÉES DE PARIS

**LIDO** Nouvelle super revue "Allez Lido"  
BAL DU MOULIN ROUGE  
**LISSETTE MAUDROT**  
20 h 30

**LE JEU de la POMME**  
un film de Vera Chytilova  
DAGMAR BLAHOVA  
JIRI MENZEL

**LE JEU de la POMME**  
un film de Vera Chytilova  
DAGMAR BLAHOVA  
JIRI MENZEL

**LA CANNE A SUCRE**  
BAB 23.25  
DINER-SPECTACLE

**THEATRE DES MATHURINS**  
les 14, 15 et 16 juin à 20 h.  
La presse et le T.V. anonymes :  
« Un spectacle évolutif »

**KATHAKALI**  
Une troupe de 17 artistes joue les spectacles du RAMAYANA et du MAHABHARATA.  
Places de 15 F à 50 F.

**TH. PLAISANCE**

**ARRABAL**  
LE CIEL ET LA MERDE  
mise en scène de l'auteur

**3 dernières**

**THEATRE DE LA CITE INTERNATIONALE**  
L'ESPACE THEATRE

**THEATRE DE LA CITE INTERNATIONALE**

**THEATRE DE LA CITE INTERNATIONALE**  
L'ESPACE THEATRE

**THEATRE DE LA CITE INTERNATIONALE**

**THEATRE DE LA CITE INTERNATIONALE**  
L'ESPACE THEATRE

**THEATRE DE LA CITE INTERNATIONALE**

**THEATRE DE LA CITE INTERNATIONALE**  
L'ESPACE THEATRE

**THEATRE DE LA CITE INTERNATIONALE**

**THEATRE DE LA CITE INTERNATIONALE**  
L'ESPACE THEATRE

**THEATRE DE LA CITE INTERNATIONALE**

**THEATRE DE LA CITE INTERNATIONALE**  
L'ESPACE THEATRE

**THEATRE DE LA CITE INTERNATIONALE**

**THEATRE DE LA CITE INTERNATIONALE**  
L'ESPACE THEATRE

**THEATRE DE LA CITE INTERNATIONALE**

**THEATRE DE LA CITE INTERNATIONALE**  
L'ESPACE THEATRE

**L'AVANT-PROGRAMME DU FESTIVAL D'AUTOMNE**

L'avant-programme du Festival d'automne vient d'être rendu public. Le Japon est cette année le principal invité.

**EXPOSITIONS**

Joan Miró au Centre Pompidou à partir du 20 septembre. Jusqu'au 15 octobre, le Cinesa Théâtre de Barcelone y présente *Mari et merme*, un spectacle dessiné et peint par Miró — que le personnage et le monde d'Ubu l'insistent.

**MUSIQUE**

Musique japonaise contemporaine et traditionnelle à la Chapelle de la Sorbonne, treize programmes du 17 octobre au 5 décembre. Deux programmes au Théâtre d'Orsay, du 27 novembre au 10 décembre au 20 novembre, à 18 h. et à 20 h. 30.

**DANSE**

Festival International de Paris. Michael Borjesson, du 14 au 17 octobre; *Cyprus de Berguz* par les Ballets de l'Opéra de Marseille, chorégraphie de Roland Petit, avec Vassili Vasillev, du 28 octobre au 26 novembre; *Rudolf Nouriev*, du 27 novembre au 10 décembre au Théâtre des Champs-Élysées.

**THEATRE**

Panorama de la création en France avec trois spectacles de Jean-Claude Carrière: *Cédipe*, *Faust*, *Rodrigue*, à l'Espèce Cardin du 2 octobre au 2 décembre; le cycle *Molière* d'Antoine Vitez, *Le Boite sans jambe*, *Le Tartuffe*, *Dom Juan*, *Misanthrope*, qui auront été créés au Festival d'Avignon et sont présentés en alternance du 4 au 20 octobre à l'Espèce Cardin.

**THEATRE**

Panorama de la création en France avec trois spectacles de Jean-Claude Carrière: *Cédipe*, *Faust*, *Rodrigue*, à l'Espèce Cardin du 2 octobre au 2 décembre; le cycle *Molière* d'Antoine Vitez, *Le Boite sans jambe*, *Le Tartuffe*, *Dom Juan*, *Misanthrope*, qui auront été créés au Festival d'Avignon et sont présentés en alternance du 4 au 20 octobre à l'Espèce Cardin.

**THEATRE**

Panorama de la création en France avec trois spectacles de Jean-Claude Carrière: *Cédipe*, *Faust*, *Rodrigue*, à l'Espèce Cardin du 2 octobre au 2 décembre; le cycle *Molière* d'Antoine Vitez, *Le Boite sans jambe*, *Le Tartuffe*, *Dom Juan*, *Misanthrope*, qui auront été créés au Festival d'Avignon et sont présentés en alternance du 4 au 20 octobre à l'Espèce Cardin.

**THEATRE**

Panorama de la création en France avec trois spectacles de Jean-Claude Carrière: *Cédipe*, *Faust*, *Rodrigue*, à l'Espèce Cardin du 2 octobre au 2 décembre; le cycle *Molière* d'Antoine Vitez, *Le Boite sans jambe*, *Le Tartuffe*, *Dom Juan*, *Misanthrope*, qui auront été créés au Festival d'Avignon et sont présentés en alternance du 4 au 20 octobre à l'Espèce Cardin.

**THEATRE**

Panorama de la création en France avec trois spectacles de Jean-Claude Carrière: *Cédipe*, *Faust*, *Rodrigue*, à l'Espèce Cardin du 2 octobre au 2 décembre; le cycle *Molière* d'Antoine Vitez, *Le Boite sans jambe*, *Le Tartuffe*, *Dom Juan*, *Misanthrope*, qui auront été créés au Festival d'Avignon et sont présentés en alternance du 4 au 20 octobre à l'Espèce Cardin.

**Théâtre**

Les jours de relâche sont indiqués entre parenthèses.

**Les salles subventionnées**

**OPERA** (073-57-50), les 15, 16 et 17, à 19 h. 30 : Spectacle de ballets.

**Les autres salles**

**THEATRE DE LA VILLE** (274-11-24), les 14, 15, 16 et 17, à 18 h. 30 ; Une Ramona; (D.) 20 h. 30, les 20 et 21, à 19 h. 30 ; Ballet Opéra Stuttgart.

**Les salles municipales**

**CHATELAIN** (232-40-00) (D. soir, L. et M.), 20 h. 30 : mat. sam. et dim. 14 h. 30 ; dim., à 14 h. 30 et 19 h. 30 ; *Le grand théâtre* (D. L.), 20 h. 30 ; les *Barbares*.

**Concerts**

Voix au festival du Marais.

**MERCREDI 14 JUIN**

**THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES**  
20 h. 30 : S. Bishop Kovacevic (Bach, Chopin, Berg, Beethoven).

**Concerts**

Voix au festival du Marais.

**MERCREDI 14 JUIN**

**THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES**  
20 h. 30 : S. Bishop Kovacevic (Bach, Chopin, Berg, Beethoven).

**Concerts**

Voix au festival du Marais.

**MERCREDI 14 JUIN**

**THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES**  
20 h. 30 : S. Bishop Kovacevic (Bach, Chopin, Berg, Beethoven).

**Concerts**

Voix au festival du Marais.

**MERCREDI 14 JUIN**

**THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES**  
20 h. 30 : S. Bishop Kovacevic (Bach, Chopin, Berg, Beethoven).

**Concerts**

Voix au festival du Marais.

**MERCREDI 14 JUIN**

**THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES**  
20 h. 30 : S. Bishop Kovacevic (Bach, Chopin, Berg, Beethoven).

**Concerts**

Voix au festival du Marais.

**MERCREDI 14 JUIN**

**THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES**  
20 h. 30 : S. Bishop Kovacevic (Bach, Chopin, Berg, Beethoven).

**THEATRE DE LA VILLE** (274-11-24), les 14, 15, 16 et 17, à 18 h. 30 ; Une Ramona; (D.) 20 h. 30, les 20 et 21, à 19 h. 30 ; Ballet Opéra Stuttgart.

**Les autres salles**

**THEATRE DE LA VILLE** (274-11-24), les 14, 15, 16 et 17, à 18 h. 30 ; Une Ramona; (D.) 20 h. 30, les 20 et 21, à 19 h. 30 ; Ballet Opéra Stuttgart.

**Les salles municipales**

**CHATELAIN** (232-40-00) (D. soir, L. et M.), 20 h. 30 : mat. sam. et dim. 14 h. 30 ; dim., à 14 h. 30 et 19 h. 30 ; *Le grand théâtre* (D. L.), 20 h. 30 ; les *Barbares*.

**Concerts**

Voix au festival du Marais.

**MERCREDI 14 JUIN**

**THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES**  
20 h. 30 : S. Bishop Kovacevic (Bach, Chopin, Berg, Beethoven).

**Concerts**

Voix au festival du Marais.

**MERCREDI 14 JUIN**

**THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES**  
20 h. 30 : S. Bishop Kovacevic (Bach, Chopin, Berg, Beethoven).

**Concerts**

Voix au festival du Marais.

**MERCREDI 14 JUIN**

**THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES**  
20 h. 30 : S. Bishop Kovacevic (Bach, Chopin, Berg, Beethoven).

**Concerts**

Voix au festival du Marais.

**MERCREDI 14 JUIN**

**THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES**  
20 h. 30 : S. Bishop Kovacevic (Bach, Chopin, Berg, Beethoven).

**Concerts**

Voix au festival du Marais.

**MERCREDI 14 JUIN**

**THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES**  
20 h. 30 : S. Bishop Kovacevic (Bach, Chopin, Berg, Beethoven).

**Concerts**

Voix au festival du Marais.

**MERCREDI 14 JUIN**

**THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES**  
20 h. 30 : S. Bishop Kovacevic (Bach, Chopin, Berg, Beethoven).

**LES SPECTACLES**

**THEATRE**

**COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES**  
1339-71-03 (D. soir), 20 h. 45, mat. dim., 15 h. : *Le bateau pour Lipaja* pour Lipaja (dernière le 18).

**CECILIE** (322-70-78) (D. L.), 20 h. 30 : Venez nombreux.

**ATLÉTIQUE** (232-40-00) (D. L.), 20 h. 30 : *Le grand théâtre* (D. L.), 20 h. 30 ; les *Barbares*.

**CHATELAIN** (232-40-00) (D. soir, L. et M.), 20 h. 30 : mat. sam. et dim. 14 h. 30 ; dim., à 14 h. 30 et 19 h. 30 ; *Le grand théâtre* (D. L.), 20 h. 30 ; les *Barbares*.

**THEATRE DE LA VILLE** (274-11-24), les 14, 15, 16 et 17, à 18 h. 30 ; Une Ramona; (D.) 20 h. 30, les 20 et 21, à 19 h. 30 ; Ballet Opéra Stuttgart.

**LES CHAMPS-ÉLYSÉES**  
1339-71-03 (D. soir), 20 h. 45, mat. dim., 15 h. : *Le bateau pour Lipaja* pour Lipaja (dernière le 18).

**CECILIE** (322-70-78) (D. L.), 20 h. 30 : Venez nombreux.

**ATLÉTIQUE** (232-40-00) (D. L.), 20 h. 30 : *Le grand théâtre* (D. L.), 20 h. 30 ; les *Barbares*.

**CHATELAIN** (232-40-00) (D. soir, L. et M.), 20 h. 30 : mat. sam. et dim. 14 h. 30 ; dim., à 14 h. 30 et 19 h. 30 ; *Le grand théâtre* (D. L.), 20 h. 30 ; les *Barbares*.

**THEATRE DE LA VILLE** (274-11-24), les 14, 15, 16 et 17, à 18 h. 30 ; Une Ramona; (D.) 20 h. 30, les 20 et 21, à 19 h. 30 ; Ballet Opéra Stuttgart.

Théâtre

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (200-23-35) (O.). 18 h. 45 : J. Saint-Leger... AU COUPE-CROU (272-01-73) (O.). 20 h. 30 : le Petit Prince...

Cinéma

Les films marqués (\*) sont interdits

La cinémathèque

CHATELAIN (784-24-84)
MERCREDI 14 JUIN
15 h. : Retour de Surocou...

Les exclusivités

ADRIEL, JE RESTE (A. v.o.) : Emu-
tion. 14 (228-78-31) Colisée, 9...

Région parisienne

ARGENTEUIL, parc Carmelina, le
18 à 19 h. : Estudiantins d'Argen-
teuil...

Les films nouveaux

LA MORT DE SERGIANT AR-
CHER ET SON FAUVRE EN-
TERREMENT, film argentin...

Jazz

PARVIS DE LA DEFENSE, le 18, de
12 h. à 14 h. : Jean-Lou Lougnon...

MARIGNAN PATHÉ - FRANÇAIS
QUINTETTE - MONTPARNASSE 83
ARTEL Rosny - ARTEL Créteil
VILLAGE NEUILLY
L'ÉTAT SAUVAGE
Jane Fonda
Bruce Dern
"Retour"

ELYSEES LINCOLN 8 (V.O.) 5 SEANCES: 14h05, 16h10, 18h15, 20h20, 22h25
ACTION ECOLES 5 (V.O.) 3 SEANCES: 14h, 16h, 22h
ACTION CHRISTINE 6 (V.O.) 4 SEANCES: 14h, 16h30, 19h, 21h30
Cary Grant dans une comédie
américaine de la grande
époque signée Frank Capra
"Arsenic et vieilles dentelles"

REVE
DE SINGE
un film de
MARCO FERRERI
GRAND PRIX
SPECIAL
DU JURY
CANNES 78

ELYSEES CINEMA VO • UGC DANTON VO • CINEMONDE OPERA
PARAMOUNT MONTPARNASSE • OMNIA • 3 SECRETAN
UGC GARE DE LYON • 3 MURAT • CONVENTION ST-CHARLES

Le film qui a fait HURLER DE TERREUR
au FESTIVAL du film FANTASTIQUE!
QUAND
LES ABELLES
ATTAQUERONT...

Donne
THEATRE DE LA CITÉ INTERNA-
TIONALE (585-57-57), à partir du
20 à 21 h. : Balthus (1945-1968)...

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles
LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES -
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34

14-JUILLET PARNASSE - 14-JUILLET BASTILLE
Promenade
au pays de la vieillesse
SIMONE DE Beauvoir

Cinema

Les grandes reprises

APPREUX, SALES ET MECRANTS (L. v.o.) : Bihouat, 9 (222-87-22) ; v.f. : Athana, 12 (342-97-48).

LE PRETE-NOM (A. v.o.) : Styz, 9 (833-08-40).

Boulogne ; D. L. : Mouchette ; Mar. : 19 Diable probablement.

la recherche de M. Goober (v.o.) ; Mar. : 21 h. : Phase IV (v.o.) ; Olympia (956-11-53) ; Julia.

ESSONNE (31) BOUSSY-SAINTE-ANNE, Bury (200-50-82) ; Mon nom et personne ; Retour ; Jésus de Nazareth (2) ; les Survivants de la fin du monde.

AULNAY, Perrier (321-00-45) ; la Petite (v.o.) ; Papa en deux ; les Bidasses au pensionnat ; Priso ; l'Etat sauvage ; Pourquoi pas ?

GAUMONT COLISEE - GAUMONT RICHELIEU - IMPERIAL PATHÉ - WEPLER - MONT-PARNASSE PATHÉ - VICTOR-HUGO GAUMONT CONVENTION - FAUYETTE - GAMBETTA - STUDIO SAINT-GERMAIN - GAUMONT ÉVRY - PATHÉ Belle-Épine CHAMPIGNY - ASNIÈRES - PARLY-2 - ARIEL Reuil - VÉLIZY

Advertisement for the film 'Les Bidasses au pensionnat' (The Old Soldiers) by Claude LeLouch, featuring Robert and Robert. The ad includes a photo of the two leads and lists the cast and crew.

Table listing various cinema venues and their current film offerings, including titles like 'Le Jeune Homme et la Mer' and 'Le Grand Bleu'.

Large vertical advertisement for dining establishments, featuring the slogan 'VOTRE CE SOIR' and 'DINERS AVANT LE'. It lists numerous restaurants and their locations.

Handwritten Arabic text at the bottom of the page: 'سنة ١٤٠٠ هـ'.



ET DES SPECTACLES

لو كذا من الأصل

CARNET

VOTRE TABLE CE SOIR

Ambiance musicale • Orchestre - F.M.R. - prix moyen du repas - J... h. ouvert jusqu'à... heures

DINERS AVANT LE SPECTACLE

L'ALSACE AUX HALLES 236-71-24... BRASSERIE DE L'OPERA 251-71-78... CHEZ HANZI 548-98-42... AUTEUIL-BICHSELIN 770-82-39... LA BOULANGERIE DE LA MONTAGNE 711-24...

DINERS

RIVE DROITE

A LA CIGOGNE 280-36-07... ATTELIER ELBOU 568-04-10... MONSIEUR SOUFY 251-71-78... ASSIETTE AD BOEUF-POCCARDI... LA TROUPE NDIRE 272-17-00... ASSIETTE AD BOEUF... LA MENARA 079-06-02... AU PETIT RICHE 770-82-39... LE CAFÉ D'ANGLETERRERIE 770-82-39... LA CIGOGNE 280-36-07... AUBERGE DU CLOU 878-22-48... CHEZ CASMIR 878-22-33... STYFANIANS 208-44-47... AD CHARBON DE BOIS 288-77-48... LE TREFLAN 754-53-30... ST-JEAN-PHILIPPE-DE-PORT... BAUMANN 574-16-58... LA MARDONNETTE POLONAISE... MARIE-LOUISE 606-08-55...

RIVE GAUCHE

MARADJAH 033-26-07... ASSIETTE AD BOEUF... AISSA FILS... AD CHARBON DE BOIS... MA CASSEROLE... BISTRO DE LA GARE... DON CAMILLO... CHEZ VINCENT... PIZZA GILL... BRASSERIE DU MDRVAN... CHEZ FRANCOIS... LES VIEUX METIERS... LA TAVENNE ALSACIENNE... CIEL DE PARIS...

DINERS - SPECTACLES

MOUTON DE PANURGE 749-78-48... ETIOLE DE MOSCOU... MONSIEUR G... DON CAMILLO... VILLA DYESTER...

ENVIRONS DE PARIS

CHATRAUD DE LA CORNICHE... Boulodrome, aut. Ouest à Bondoufle

SOUPERS APRES MINUIT

LE PETIT ZINC... LE CUIJAS... LE MUNICHE... DESSIRIER... LA CLOSERIE DES LIAS... JULIEN...

Naissances

Jean-Louis OLIVE et Susan... M. Léon Herman Joseph... M. et Mme Philippe JULIAN...

Fiançailles

M. Emert FABRE et Mme. née Malou Bosphard... M. et Mme DUY BEDOSSA...

Décès

M. et Mme J.-Claude Bedossa... M. et Mme Fernand Bedossa... M. et Mme DUY BEDOSSA...

Anniversaires

M. Yves Demontel... Mme Gabriel DEMONTEIX... M. et Mme Christian Dufourt...

Communications diverses

M. et Mme René Lafon... M. et Mme Roger Mazouze...

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ETAT... Université de Paris-VIII... D. K. R. de théologie...

ORDRE NATIONAL DU MERITE

Sont élevés à la dignité de... M. Charles Déri et Jean Marloff...

HERMÈS



fête des pères cravates montres briquets... 24 faubourg saint-honoré Paris tél 265 21 60... HILTON 18 avenue de suffren Paris tél 273 92 00

professeur Eugène était membre de l'Académie de chirurgie... de l'Union syndicale agricole...

Le service religieux sera célébré le vendredi 16 juin 1978... M. et Mme Fernand Bedossa...

Remerciements

Mme Wilfrid Baumgartner... Mme Georges PRUDON... M. et Mme Fernand Bedossa...

Anniversaires

Sur l'initiative de Mme Antoinette Sar... M. et Mme René Lafon...

Communications diverses

Le cercle Bernard Lazare organise le jeudi 15 juin... M. et Mme Roger Mazouze...

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ETAT... Université de Paris-VIII... D. K. R. de théologie...

ORDRE NATIONAL DU MERITE

Sont élevés à la dignité de... M. Charles Déri et Jean Marloff...

SOLDES chez François Villon... RUE PIERRE CHARRON... 14 avenue Victor-Hugo... Le 14 juin et jours suivants de 10 à 19 h.

PRESSE

A l'Agence France-Presse

M. ROGER BOUZINAC A PRIS SES FONCTIONS

M. Roger Bouzinac a pris officiellement ses nouvelles fonctions de président-directeur général de l'Agence France-Presse le mardi 13 juin...

Le Syndicat des quotidiens régionaux (S.Q.R.) a tenu de son assemblée générale réunie le mardi 13 juin...

MOUVEMENT DE GRÈVE DANS LE PLUS IMPORTANT QUOTIDIEN AMÉRICAIN

Le New York Daily News, le plus important quotidien américain avec un tirage de 1 900 000 exemplaires...

La convention des employés regroupés dans la guilde des journaux de New-York...

AUJOURD'HUI

Visites, conférences

JEUDI 15 JUIN

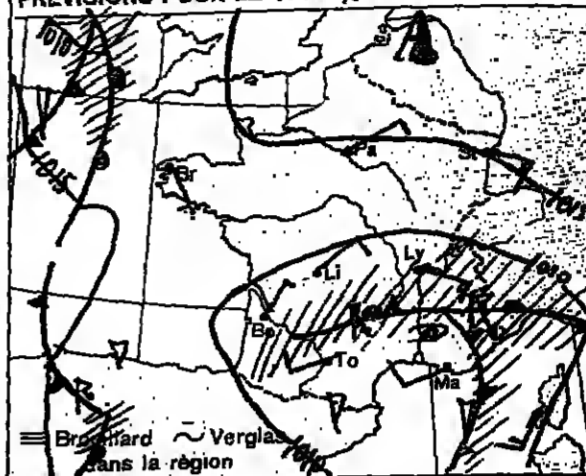
Visites guidées et promenade de la 2. rue de Sévigné... Conférences: 21 h. 147, avenue de Malakoff...

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 14.06.78 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 15.06.78 DÉBUT DE MATINÉE



Évolution probable du temps en France entre le mercredi 14 juin à 6 heures et le jeudi 15 juin à 24 heures:

Un flux d'air continental et moins froid s'établira sur le nord de la France...

1015,5 millibars, soit 761,7 millibars de mercure.

Températures: le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 14 juin...

FLORADA UNE NOUVELLE GENERATION DE SPA... Spacieuses, Esthétiques, Robustes, Résistantes, Efficaces.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 14 juin 1978:

DES DECRETS

Fixant la date et les conditions dans lesquelles sera recensée la population de Mayotte...

UN ARRETE

Relatif au prix d'émission des emprunts Villes de France 1978...

Concours

Un concours de fenêtres et balcons fleuris est ouvert à Paris jusqu'au 30 octobre...

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2099

Grid for crossword puzzle problem 2099.

VERTICALEMENT

1. Ses canons changent très souvent d'objectif...

HORIZONTALEMENT

I. Chefs-d'œuvre en péril... II. Il faut qu'ils soient bons pour se permettre de s'étendre...

Solution du problème n° 2098

Horizontalement: I. Demi (allusion à la bière)...

LE MONDE IMMOBILIER PARIS.

12 REVISABLE 2500 FD 2000 90% 15 CF. 1973... Icons for various services.

Map showing numbered locations 1 through 20.

3 8.200 80% 20 1978... LE PARC ROYAL - 16, r. du Parc-Royal...

5 7400 80% 1978... LE MANDARIN - 6 bis, rue de Valence...

12 5.300 80% 20 LIVRAISON IMMEDIATE 38... 21, RUE CROZATIER...

« Le Monde Immobilier » est une rubrique de publicité ouverte à tous les constructeurs-promoteurs.

... et un prêt CDE financera votre achat: Comptoir des Entrepreneurs

La paix

La défense de l'Europe... L'Europe est le théâtre de la lutte pour la paix...

Programmes d'é

Programmes d'éducation... L'éducation est le fondement de la civilisation...

Faut-il laisser mourir Karen Ann ?

Un film bouleversant, un débat fondamental, un livre inoubliable. Karen Ann. Albin Michel.

L'ETE C'EST LE MOMENT D'APPRENDRE A PA

Profitez de l'été pour apprendre une langue étrangère... Spécial Crash...

100 BERLITZ Depuis 1878. Service Traductions / Interprétations

Handwritten Arabic text: مكتبة مولانا احمد

هكذا من الأصل

RADIO-TÉLÉVISION

VU

La paix sur la mort

L'authenticité passive, à distinguer de l'active, tout le monde est pour, forcément. Sur le papier. D'ailleurs mardi soir, eux - Dossiers de l'écran - les appels à S.V.P. le confirmèrent. Plus de 90 % des correspondants approuvèrent l'action engagée par les parents de cette jeune Américaine dans le coma depuis 1975 - ils étaient là avec leur avocat - pour qu'elle soit libérée, coupée de la machine à respirer dressée près de son lit d'hôpital. Ils ont obtenu gain de cause. Et le cœur a continué de battre. Il bat toujours dans ce petit corps émacié, momifié, jauni, ramassé dans la position totale et nourri artificiellement.

La mère d'un jeune garçon, un mort-vivant, hérisse, entouré de tuyaux, de tubes, de pompes et de valves, nous disait combien elle aurait aimé lui éviter ce calvaire - il eût duré huit ans - et la voir s'endormir paisiblement. Il ne s'était trouvé personne assez sûr pour abéger ce qu'elle croyait être sans souffrance. Tout est là : ce que l'entourage ne supporte pas, en l'occurrence, c'est le doute, c'est l'idée d'un malaise inutile, efflu-

rée, renforcée au moindre ressentiment de ce gisant.

A plus forte raison quand il s'agit d'un cancer généralisé, d'un être reveillé, dévesté par le docteur - rappelez-vous le film de Bergman, Cris et chuchotements - abandonné par la faculté, renvoyé chez lui, c'est un praticien couronné, cour y mourir.

Parmi les siens ceux qui sont passés par là, qui ont traversé ce caracol de l'enfer, qui ont assisté impuissants, horrifiés, à d'atroces agonies, qui ont eu la chance parfois de trouver un docteur assez compatissant, un médecin ou quarantenaire généraliste - il risque le coup d'essai et la radiation de l'ordre - la seringue ou le cachet libérateur, oui, ceux-là, ne sont plus nombreux qu'on ne pense, savent ce que coûte et ce que signifie ce geste contre nature, ce geste d'égoïste oisif.

Quand le professeur Schwartzberg - il a dominé le débat - ecabdo à la demande de patients encore lucides qu'il soit perdue et leur ménage une fin possible, c'est autre chose, c'est un acte de charité pure. Ce qui est secondaire à nos yeux c'est

l'hypocrisie qui consiste pour les soignants à se décharger trop tard sur les proches d'une responsabilité alors impossible à partager avec un malade inconscient ou égaré.

La proposition de loi délaissée hier à l'écran par M. Henri Calvez ne vient pas débouler. On lui a fait remarquer, c'est évident, que créer de nouveaux droits ou boucler des parcs d'argent peut-être, mais parler vains de trois, quatre ou cinq ans, que chacun ostarait sur son pour déceler sa volonté d'échapper, le cas échéant, à l'acharnement thérapeutique ? Le mot « obstination » serait plus juste au demeurant.

C'est un coup par coup et sur le tas que ceux dont c'est le métier devraient se prononcer sur leur âme et conscience sur le sort d'un condamné. De toute façon, le professeur Schwartzberg a tout le raison. En regard de la dernière cigarette, du verre d'alcool ardu du coupé et de la guillotine, bel exemple d'authenticité active, que représente une simple prise débranchée ou un comprimé dans un verre d'eau ?

CLAUDE SARRAUTE.

MERCREDI 14 JUIN

La conférence de presse de M. Valéry Giscard d'Estaing, président de la République, est retransmise en direct à 16 heures sur TF 1 et France-Inter: des extraits sont diffusés en différé à 18 heures et au cours du journal de 20 h 30 sur A 2.

CHAÎNE I : TF 1

18 h. 25. Un, rue Sésame; 18 h. 55. Ces animaux qu'on appelle les bêtes; 19 h. 10. Une minute pour les femmes; 19 h. 40. Tirage du Loto (en direct); 19 h. 45. Journal.

20 h. 30. Variétés. Des musiciens; 21 h. 30. Coupe du monde de football (Brésil-Pérou, en direct); 22 h. 20. Eh bien... raconte!; 22 h. 35. Coupe du monde de football (suite).

23 h. 30. Journal.

CHAÎNE II : A 2

18 h. 35. Coupe du monde de football (Allemagne-Italie, en direct).

20 h. 30. Journal (avec des extraits de la conférence de presse du président de la République).

21 h. 20. Spécial Coupe du monde. 21 h. 35. Feuilletton britannique. Moi. Claude, empereur (deuxième épisode).

Dans le grand théâtre britannique, un jeune homme qui relate la vie de Claude, empereur à la mort de son neveu Caligula.

22 h. 20. Magazine: Question de temps (A chacun sa santé); de J.-P. Elkabach et L. Barot. Sériologie, psychiatrie, homéopathie.

acupuncture, yoga... Enquête sur une médecine à succès.

23 h. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

18 h. 35. Pour les jeunes; 19 h. 5. Émissions régionales; 19 h. 40. Tribune libre; Force ouvrière (avec A. Bergeron); 20 h. Les Jeux; 20 h. 30. Cinéma 16: Au-delà du miroir; de Bernard d'Abbeville; Avec R. Ibanez M. Wodecka, C. Tissot, C. Dente.

L'émotion surréaliste, microscopie de nuit après de photographes militaires et d'une belle étrange vie.

21 h. 55. Journal; 22 h. 10. Ciné-reports: Objectif cinéma.

La création d'animation et le portrait d'un chef machiniste, Jean Cast.

FRANCE-CULTURE

19 h. 30. Feuilletton et la Guerre des saboteurs de Solenne; de M. Schilowitz; 19 h. 25. La science en marche (des machines parlent).

20 h. La musique et ses hommes: Jules Verne, un voyage musical par F.A. Toutain; 22 h. 30. Nuit magnétique: Un mois de dansa à La Rochelle, par C. Huellet.

FRANCE-MUSIQUE

18 h. 2. Musique magazine; 18 h. Jazz time; 19 h. 45. Thèmes variés... Les oiseaux; F. Deltus, Wagner, Glébova, Dvorak.

20 h. 20. Nouveaux concertos pour piano, dir. G. Aubert; avec F. Prévost, H. et C. 20h-Flore, soprano; « Pluie enchantée » ouverture; « Bell'isa flamma, resta, a caro » air de concert (1842-1843); « Pour un monde noir » 16 Charpentier; « Les Déesses »; 22 h. 30. France-Musique la nuit. La dernière image; 2 h. 5. Mozart à Paris... 1778-1779 - Braumantel.

JEUDI 15 JUIN

CHAÎNE I : TF 1

12 h. 15. Jeu. Réponse à tout; 12 h. 30. Midi première; 13 h. Journal; 13 h. 50. Objectif santé (forme et flore agressives); 14 h. Coupe du monde de football; 17 h. Émission pédagogique; 18 h. A la bonne heure; alerte aux pesticides; 18 h. 27. Un, rue Sésame; 18 h. 55. Ces animaux qu'on appelle les bêtes; 19 h. 10. Une minute pour les femmes; greffe d'organe; 19 h. 40. Émission ouverte aux formations politiques; la majorité (le P.R.); 20 h. Journal.

FR 3 annonce le maintien de ses principales émissions (les actualités régionales, les émissions quotidiennes pour la jeunesse, les Jeux de 20 heures, le Nouveau feuilleton de Gérard Sire « Les Hommes de rose », suivi

d'un dossier d'actualité et d'une série de neuf films de jeunes auteurs; le vendredi, une retransmission théâtrale; le samedi, des variétés; le dimanche un film. Les après-midi, des émissions seront consacrées aux jeunes jusqu'à 15 heures et à des grands documentaires à partir de 18 h. 15.

FR 3 annonce le maintien de ses principales émissions (les actualités régionales, les émissions quotidiennes pour la jeunesse, les Jeux de 20 heures, le Nouveau feuilleton de Gérard Sire « Les Hommes de rose », suivi

et le cinéma de minute) et la diffusion de trois séries nouvelles: « Transversales », huit émissions produites par des stations régionales et destinées à mettre en valeur des curiosités artistiques ou archéologiques (le dimanche à 20 heures); « La Communication », trois émissions sur l'histoire de la communication (les vendredis à 11 h. 18 août à 21 h. 30); « Quel intérêt y a-t-il de filmer des gens sans importance ? »; six émissions en vidéo légère d'André Campana, Alain Taleb et Jean-Luc Léon sur deux familles françaises (le dimanche à 20 h. 30, à partir du 23 juillet).

21 h. 20. Magazine: Question de temps (A chacun sa santé); de J.-P. Elkabach et L. Barot. Sériologie, psychiatrie, homéopathie.

22 h. 20. Magazine: Question de temps (A chacun sa santé); de J.-P. Elkabach et L. Barot. Sériologie, psychiatrie, homéopathie.

CHAÎNE II : A 2

12 h. Coupe du monde de football (Autriche-Hollande, en différé); 13 h. La folie des bêtes (troisième épisode); 14 h. Aujourd'hui, madame; la douleur; 15 h. FILM: LA MAISON DE CAMPAGNE, de J. Girault (1969), avec D. Darrieux, J. Richard, A. Luiguet, D. Grey, X. Gélin, M. Coué, M. Pacôme.

Poussé par sa femme, une charmante snobinarde, un négociant en vins achète une maison de campagne. Les annus pieu-vent sur lui.

Le comédien et la française selon Jean Girault. Cette fois-ci, c'est l'histoire que la série de « grand-mère » est suivie de nos « grand-mères » par les acteurs.

18 h. 30. Aujourd'hui magazine; 17 h. 55. Fenêtre sur... Dominique de Roux; 18 h. 25. Dessins animés; 18 h. 40. C'est la vie; l'adoption (suite); 18 h. 55. Jeu; Des chiffres et des lettres; 19 h. 45. Top club (avec Gilbert Bécaud et Céronne); 20 h. Journal.

20 h. 35. Spécial Coupe du monde.

20 h. 45. Dramatique: Lulu (troisième partie), de M. Bihwajl, d'après F. Wedekind, avec D. Lebourn, F. Marthuret, F. Simon.

Troisième et dernière partie. Dans une mansarde glaciale à Londres, Lulu, et les hommes qu'elle ramasse dans la rue.

22 h. 25. Série: Les légendaires, de P. Dumayet, Ph. Alfonsi et P. Pesnot. (U. Rinaçchia ou la veillée).

Suite de la série consacrée aux rites et légendes corses. Entre la flamme du feu et l'ombre du tambour, les chants résonnent, les magnétiques et saphiriques proches des chants préhistoriques, chacun raconte son histoire, période d'été.

22 h. 55. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

18 h. 35. Pour les jeunes; 19 h. 5. Émissions régionales; 19 h. 40. Tribune libre; Le parti républicain; 20 h. Les Jeux.

20 h. 30. FILM (un film, un auteur): DETECTIVE PRIVÉ, de J. Smight (1988), avec P. Newman, L. Bacal, J. Harris, A. Hill, J. Leigh, P. Tiffin. R. Wagner (Rediffusion).

Un détective privé de Los Angeles enquête sur la disparition d'un milliardaire et se trouve plongé dans de dangereuses aventures.

Reprise de la mythologie du film noir américain des années 40. Beaucoup de connexions dans la scénario, une mise en scène de série, mais une brillante interprétation.

22 h. 30. Journal.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie avec... Jean Thibaudeno (et à 14 h. 19 h. 55 et 22 h. 50); 7 h. 5. Matinales; 8 h. Les chemins de la connaissance; Paradoxes et mystères du Livre sacré; à 8 h. 32. Dans l'effacement des eaux; à 8 h. 50. Le grecoir à paroles; à 9 h. 7. Matinée de la littérature; 18 h. 45. Questions en zigzag; 18 h. 2. Ballade russe de Diaghilev... Saison 1922 et 1923; Stravinski, G. Auric; 12 h. 5. Partit pris; 12 h. 45. Passarone;

13 h. 30. Renaissance des origens de France, de D. Desmarquet; 14 h. 43. Les après-midi de France-Culture. La Casanove, l'aventure du développement; 18 h. 25. Ne quittez pas l'école; à 17 h. 15. Les Français s'interrogent; 17 h. 32. Ballets russes de Diaghilev... Saison 1924, 1925 et 1926; 18 h. 30. Feuilletton: « La Guerre des saboteurs de Solenne », de M. Schilowitz; 19 h. 25. Biologie et médecine; l'alcoobolisme;

20 h. Nouvel répertoire dramatique, par L. Aitoux: « Les Journalistes », de A. Wester; 22 h. 30. Nuit magnétique: un mois de dansa à La Rochelle, par C. Huellet.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Quotidien musique; 8 h. 2. Le matin des musiciens; « Barocco »; à 10 h. 30. Musique en vie; 12 h. Chansons; 12 h. 40. Jazz classiques; « Artforum »;

13 h. 15. Étéré service; 14 h. Ouvertures; Kulléby; 14 h. 30. Triptyque; Felde; Ravel; Debussy; Poulenc; 15 h. 32. Musique française autour d'Hubert. Orchestre d'Alsace et de l'Oratorio et de Nand F. G. Courcou, R. Deprez, C. Richaudeau N. Sourabichivi de Felka; 17 h. 15. Poulenc; Schmitt, Chabrier; 18 h. 5. Musique magazine rock, pop, soul et jazz; 19 h. Jazz time;

20 h. Thèmes variés... Les oiseaux; F. Deltus, R. Hahn, A. Boussel, O. Milhaud, E. Chabrier, G. Gviridze;

20 h. 30. En direct du Palais des Congrès... Soesté 0° 3 60 et majeur pour cordes (Rostin), avec A. Magis, J. Barthe; et le masque de la mort rouge pour harpe et quatuor à cordes (Castel); « Sonata pour arpeggios et piano au la mineur. D. 821 » (Schubert); 22 h. 30. France-Musique la nuit... bruits de filées; 23 h. Actualité des musiques traditionnelles.

Programmes d'été sur TF 1 et FR 3

TF 1 et FR 3 ont rendu publics mardi, après Antenne 2 (le Monde du 14 juin), leurs programmes d'été.

Pour les soirées du 3 juillet au 9 septembre, TF 1 présentera le lundi, un festival de films (policiers ou juillet, comédies en août), suivi d'une série produite par l'INA. Les Grandes personnes, de Jean-François, le mardi « Au-delà de l'horizon », six aventures de la mer par Alain Bombard; le mercredi, trelzet dramatiques inédites; le jeudi, un feuilleton de Gérard Sire « Les Hommes de rose », suivi

d'un dossier d'actualité et d'une série de neuf films de jeunes auteurs; le vendredi, une retransmission théâtrale; le samedi, des variétés; le dimanche un film. Les après-midi, des émissions seront consacrées aux jeunes jusqu'à 15 heures et à des grands documentaires à partir de 18 h. 15.

FR 3 annonce le maintien de ses principales émissions (les actualités régionales, les émissions quotidiennes pour la jeunesse, les Jeux de 20 heures, le Nouveau feuilleton de Gérard Sire « Les Hommes de rose », suivi

et le cinéma de minute) et la diffusion de trois séries nouvelles: « Transversales », huit émissions produites par des stations régionales et destinées à mettre en valeur des curiosités artistiques ou archéologiques (le dimanche à 20 heures); « La Communication », trois émissions sur l'histoire de la communication (les vendredis à 11 h. 18 août à 21 h. 30); « Quel intérêt y a-t-il de filmer des gens sans importance ? »; six émissions en vidéo légère d'André Campana, Alain Taleb et Jean-Luc Léon sur deux familles françaises (le dimanche à 20 h. 30, à partir du 23 juillet).

« Transversales », huit émissions produites par des stations régionales et destinées à mettre en valeur des curiosités artistiques ou archéologiques (le dimanche à 20 heures); « La Communication », trois émissions sur l'histoire de la communication (les vendredis à 11 h. 18 août à 21 h. 30); « Quel intérêt y a-t-il de filmer des gens sans importance ? »; six émissions en vidéo légère d'André Campana, Alain Taleb et Jean-Luc Léon sur deux familles françaises (le dimanche à 20 h. 30, à partir du 23 juillet).

Sur la vie très solitaire d'un prix Nobel...

Miracles de la génétique et dangers des mutations biologiques. Premier épisode d'une série de prospective fiction qui aurait nécessité gros de moyens.

21 h. 20. Titre courant; 21 h. 30. Magazine: l'événement (avec un reportage sur l'exode au Bengladesh); 22 h. 35. Ciné première (avec Alfred Saury).

23 h. 5. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

18 h. 35. Pour les jeunes; 19 h. 5. Émissions régionales; 19 h. 40. Tribune libre; Le parti républicain; 20 h. Les Jeux.

20 h. 30. FILM (un film, un auteur): DETECTIVE PRIVÉ, de J. Smight (1988), avec P. Newman, L. Bacal, J. Harris, A. Hill, J. Leigh, P. Tiffin. R. Wagner (Rediffusion).

Un détective privé de Los Angeles enquête sur la disparition d'un milliardaire et se trouve plongé dans de dangereuses aventures.

Reprise de la mythologie du film noir américain des années 40. Beaucoup de connexions dans la scénario, une mise en scène de série, mais une brillante interprétation.

22 h. 30. Journal.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie avec... Jean Thibaudeno (et à 14 h. 19 h. 55 et 22 h. 50); 7 h. 5. Matinales; 8 h. Les chemins de la connaissance; Paradoxes et mystères du Livre sacré; à 8 h. 32. Dans l'effacement des eaux; à 8 h. 50. Le grecoir à paroles; à 9 h. 7. Matinée de la littérature; 18 h. 45. Questions en zigzag; 18 h. 2. Ballade russe de Diaghilev... Saison 1922 et 1923; Stravinski, G. Auric; 12 h. 5. Partit pris; 12 h. 45. Passarone;

13 h. 30. Renaissance des origens de France, de D. Desmarquet; 14 h. 43. Les après-midi de France-Culture. La Casanove, l'aventure du développement; 18 h. 25. Ne quittez pas l'école; à 17 h. 15. Les Français s'interrogent; 17 h. 32. Ballets russes de Diaghilev... Saison 1924, 1925 et 1926; 18 h. 30. Feuilletton: « La Guerre des saboteurs de Solenne », de M. Schilowitz; 19 h. 25. Biologie et médecine; l'alcoobolisme;

20 h. Nouvel répertoire dramatique, par L. Aitoux: « Les Journalistes », de A. Wester; 22 h. 30. Nuit magnétique: un mois de dansa à La Rochelle, par C. Huellet.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Quotidien musique; 8 h. 2. Le matin des musiciens; « Barocco »; à 10 h. 30. Musique en vie; 12 h. Chansons; 12 h. 40. Jazz classiques; « Artforum »;

13 h. 15. Étéré service; 14 h. Ouvertures; Kulléby; 14 h. 30. Triptyque; Felde; Ravel; Debussy; Poulenc; 15 h. 32. Musique française autour d'Hubert. Orchestre d'Alsace et de l'Oratorio et de Nand F. G. Courcou, R. Deprez, C. Richaudeau N. Sourabichivi de Felka; 17 h. 15. Poulenc; Schmitt, Chabrier; 18 h. 5. Musique magazine rock, pop, soul et jazz; 19 h. Jazz time;

20 h. Thèmes variés... Les oiseaux; F. Deltus, R. Hahn, A. Boussel, O. Milhaud, E. Chabrier, G. Gviridze;

20 h. 30. En direct du Palais des Congrès... Soesté 0° 3 60 et majeur pour cordes (Rostin), avec A. Magis, J. Barthe; et le masque de la mort rouge pour harpe et quatuor à cordes (Castel); « Sonata pour arpeggios et piano au la mineur. D. 821 » (Schubert); 22 h. 30. France-Musique la nuit... bruits de filées; 23 h. Actualité des musiques traditionnelles.

Faut-il laisser mourir Karen Ann ?

Un film bouleversant, un débat fondamental, un livre inoubliable. Karen Ann.

aux éditions Albin Michel.



A L'HOTEL DROUOT

VENTE

Jeudi

8 h. 5. Monnaie de coll. de l'Antiquité et nos jours en et ce argent; 8 h. 9. Dess. tabix mod. Art 1900. Coll. 83 objets et chata de Gallé; 8 h. 12. Tableaux anciens, bijoux; 8 h. 12. Tableaux anciens, bijoux, argenterie, armes de chasse Hauts Epoque, objets d'art, tapis d'Oriente.

EXPOSITION

Jeudi

8 h. 1. Coll. de monnaies égyptiennes, tanzanaises, grecques, romaines, byzantines, musulmanes, modernes; 8 h. 2. Livres anciens et modernes; 8 h. 3. Bijoux anciens; 8 h. 4. Faïences, porcel, antiques; 8 h. 5. Mises d'art, tableaux anciens, objets d'art et d'ameub.; 8 h. 6. Art moderne; 8 h. 7. Égypte; 8 h. 8. Objets d'art; 8 h. 9. Objets d'art; 8 h. 10. Objets d'art; 8 h. 11. Égypte-Orient; 8 h. 12. Vins et alcools; 8 h. 13. Objets d'art; 8 h. 14. Objets d'art; 8 h. 15. Objets d'art; 8 h. 16. Objets d'art; 8 h. 17. Objets d'art; 8 h. 18. Objets d'art; 8 h. 19. Objets d'art; 8 h. 20. Objets d'art; 8 h. 21. Objets d'art; 8 h. 22. Objets d'art; 8 h. 23. Objets d'art; 8 h. 24. Objets d'art; 8 h. 25. Objets d'art; 8 h. 26. Objets d'art; 8 h. 27. Objets d'art; 8 h. 28. Objets d'art; 8 h. 29. Objets d'art; 8 h. 30. Objets d'art.

PALAIS D'ORSAY

VENTE

Jeudi

Tableaux anciens et modernes.

L'ETE C'EST LE MOMENT D'APPRENDRE A PARLER.

Profitez de l'été pour apprendre une langue étrangère. Avec les cours intensifs Berlitz. Spécial Crash: 5 participants, 2 possibilités. 2 semaines, plein-temps. Début des stages: 12 et 30 juin, 17 et 31 juillet, 16 août. 4 semaines, mi-temps. Début des stages: 5 et 26 juin, 31 juillet, 28 août. Mini-Club: 3 participants. Durée 3 semaines, 3 heures par jour. Début des stages chaque lundi.

Opéra: 742.13.29 - Nation: 371.41.34 - Saint-Germain-les-Lays: 973.75.80 - Paris: 833.98.77 - La Défense: 773.68.16 - Versailles: 950.08.70 - Boulogne: 609.15.10 - Bordeaux: 44.26.44 - Cannes: 39.26.86 - Lille: 55.40.96 - Lyon: 78.62.24 - Marseille: 33.90.72 - Nice: 05.59.35 - Strasbourg: 32.47.24 - Toulouse: 62.32.97.

100 BERLITZ ANS Depuis 1878 Organisme privé. Langues vivantes. Service Traductions / Interprétations.

Le Monde

Service des Abonnements 75287 PARIS - C.M.P. 4297-23

ABONNEMENTS 3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - DOM. - T.O.M. 115 F 219 F 365 F 486 F TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 265 F 359 F 575 F 750 F ÉTRANGÈRE (par messagerie)

I. - BELGIQUE-LUXEMBOURG 143 F 245 F 365 F 518 F II. - TUNISIE 128 F 143 F 245 F 466 F

Par voie aérienne. Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus): nos abonnés sont invités à formuler leur demande un mois au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les monts par chèques et cartons d'impression.

TRIBUNES ET DÉBATS

JEUDI 15 JUIN

M. Jean-Philippe Lecat, ministre de la culture et de la communication, est l'invité du « Petit déjeuner politique » de France-Inter, à 7 heures.

M. Pierre Masuroy, membre du secrétariat national du P.S., est interrogé sur R.M.C. à 8 h. 30.

Ivan Leval reçoit M. Michel Rocard, membre du secrétariat du P.S., sur Europe 1, à 8 h. 30.



Advertisement for Austin Leyland featuring a car (Austin Allegro 1300) and the price 22.990 F. Text includes 'En vacances pourquoi pas le luxe!' and 'Chez votre concessionnaire Austin Leyland.'

OFFRES D'EMPLOI	La ligne 43,00	La ligne T.C. 43,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	60,00	91,52

# ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le mètre col. 24,00	T.C. 27,45
OFFRES D'EMPLOIS	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOIS	20,00	22,88
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE



**emplois internationaux**

**emplois internationaux**

**emplois internationaux**

## Schlumberger recherche de Jeunes Ingénieurs dynamiques et ambitieux pour une vie à l'étranger

Les ingénieurs Schlumberger réalisant des mesures géophysiques dans les sondages pétroliers. Ces mesures, indispensables dans la recherche du pétrole et du gaz, font appel à des techniques avancées dans l'électronique et l'informatique.

**Vous êtes :** jeune ingénieur diplômé d'une grande école (Centrale, Arts & Métiers, Supélec...), Déjà des obligations militaires.

Agé de moins de 28 ans.

Vous avez de bonnes notions d'Anglais.

Nous vous proposons de participer activement à la détermination, à l'évaluation et à la production des réservoirs naturels d'hydrocarbures.

Pendant les 8 premiers mois vous recevrez, dans nos centres d'entraînement puis sur le terrain, une formation théorique et pratique intensive. Après cette formation initiale vous serez confiés une unité...

laboratoire Schlumberger ainsi qu'une équipe. Nous vous intégrerons dans un plan de développement sur 2 ans qui débouchera sur des postes offrant de larges initiatives et des responsabilités importantes.

Vous serez appelé à exercer votre activité de l'étranger, en particulier aux jungles de Bornéo, dans des déserts arides à la Mer du Nord. Nous préférons, au départ, des candidats bilingues. Après les 15 premiers mois, la Société offre aux ingénieurs mariés toutes les conditions nécessaires à une vie de famille.

Nous recherchons de jeunes ingénieurs ayant une forte personnalité, le goût d'une vie active et des contacts humains.

Ils viendront s'insérer dans une société pour qui les mots promotion interne, responsabilité, équipe, efficacité ont un sens et où la rémunération et les avantages sont importants. Salaire de départ entre 7.000 et 10.000 FF par mois, suivant affectation géographique.

Adressez demande de candidature, C.V. et photo à ST Schlumberger, Département Recrutement, 42, rue St-Dominique, 75007 Paris.

**Schlumberger**

Pour Nuremberg, R.F.A., Erle Elektronik GmbH, recr. pour département micro-électronique film épais

### DIRECTEUR DES ETUDES

Ingénieur diplômé, expérience 3 ans minimum dans étude et réalisation circuits hybrides. Fonction : animation d'une équipe et relations clients européens.

### DIRECTEUR DE PRODUCTION

Ingénieur diplômé, expérience 3 ans dans production circuits hybrides et techniques utilisées dans ce domaine. Fonction : formation et direction de l'équipe de production.

Pour les deux postes, anglais ou allemand courant exigé. Salaires intéressants. Contrats deux ans minimum. Bonne perspective d'avenir.

Envoyer C.V. et présentations à Erle S.A., 45, rue des Bergers, 75015 PARIS (15<sup>e</sup> Jarry).

### GESTION 2000

pour GRESIL Barrage hydraulique INGENIEURS ELECTRICITE P.H.T. GENIE CIVIL. Expérience centrale souhaitée. Envoyer C.V. à GESTION 2000, 103, r. La Fayette, 75010 Paris.

## EXPANSIAL

Recherche pour Société Nationale Algérienne de Sidérurgie

**Direction Organisation - Informatique**

- **ingénieur informaticien** pour mise en exploitation de systèmes informatisés sur matériel IBM sous OS. Conditions requises : Diplôme universitaire ou Grande Ecole avec spécialisation informatique + 5 ans d'expérience. réf. 653 M

- **ingénieur en organisation** pour conception et mise en place de systèmes de gestion informatisés - structuration des services - procédures administratives - Domaine : achats, ventes, stocks. Conditions requises : Diplôme universitaire + 5 ans d'expérience dans l'organisation d'importantes sociétés industrielles. réf. 658 M

**Direction Commerciale**

- **cadres chargés d'études**

- Développement et maintenance du système de gestion
- Développement et suivi de réalisation du réseau de distribution de produits sidérurgiques et non ferreux
- Mise en place d'un nouveau système comptable budgétaire et fiscal

**Conditions requises :**

- formation supérieure : HEC - SUP de CO - Diplôme Sciences Eco + DECS ou Gdes Ecoles
- expérience souhaitée mais non exigée réf. 646 M

Pour l'ensemble de ces postes, il est offert :

- une indemnité de logement
- sécurité sociale et retraite cadre
- une rémunération selon compétences (nette d'impôts et en partit transférable)

Les candidatures sont à adresser, sous référence correspondante, à : **EXPANSIAL - 6, rue Halévy - 75009 Paris**

### UN DES PRINCIPAUX TRANSPORTEURS DE GAZ AMERICAINS PAR PIPE-LINE ET METHANIER

recherche pour un complexe liquéfaction de gaz en ALGERIE

#### CHEF ACHATS - APPROVISIONNEMENTS (PROCUREMENT HEAD)

A la tête d'une équipe de 30 collaborateurs environ (Américains d'une part, Algériens à l'autre) il sera responsable de l'approvisionnement du complexe : Achats et transports, relations avec Transalpias, formalités de dédouanement, relations avec COPAC, avec autorités administratives portuaires et gouvernementales algériennes, réception des matériels, contrôle, stockage, dispatching sur le chantier, tenue du matériel, inventaire permanent et gestion des stocks, comptabilité du service (facturation, paiements).

Les matériels et équipements viennent surtout des OSA mais nombreux achats locaux.

**Critères impératifs :**

- Anglais courant
- Expérience CONFIRMEE DE CHEF ACHAT AFFRAC, TRANSPORTS branche raffinage, pétrochimie, industrie des hydrocarbures, gaz.
- Connaissance de l'Algérie. Habitude des relations avec les autorités locales du niveau le plus élevé au plus modeste pour faciliter les formalités et l'acheminement des matériels en temps voulu et résoudre au mieux les problèmes.

Age indifférent.

Rémunération 13.000 à 14.000 FF par mois viés en France + indemnité journalière en Dinaïr, logement, prestations, 2 voyages en France par an avec famille, sociétés primaires et secondaires, avantages importants - contrat de 2 ans renouvelable.

Entretien en anglais à Paris avant les congés avec responsable de la Société américaine.

Adressez sans délai C.V. manuscrit détaillé en précisant la date des vacances à O. DANGER s.r.l.2386

**CORT**

65, Avenue Kléber 75116 PARIS Direction Abolito.

### IMPORTANTE SOCIETE MINIERE FRANCAISE recherche

#### CADRE ADMINISTRATIF

pour assister le Chef de son Etablissement du Niger dans les domaines administratifs, financiers et comptables.

Ce poste comporte notamment :

1. la responsabilité de la mise en place et de la gestion des structures financières et comptables de l'établissement ;
2. les relations permanentes avec les administrations locales et avec les associés et partenaires de la Société dans ses diverses activités dans ce pays.

Formation HEC, ESC, Sciences Eco. ou Droit ; bonne formation comptable de base.

Expérience Outre-Mer souhaitée mais non indispensable.

Connaissance de la langue anglaise appréciée. Logement assuré pour séjour en famille. Rémunération en fonction de l'expérience acquise.

Envoyer curriculum vitae manuscrit et photo à No 68513 CONTESSÉ Publicité 20, av. Opéra 75004 PARIS Cedex 01, qui transmettra.



**CONSULTANCY & ENGINEERING**

- PLANNING ENG. (Senior)
- Project French for petrochemical ind.
- ALL TYPE OF MEDICAL PERSONNEL for S.A.Rabak knowledge of English.

Jocusstraat 40 - 2000 Antwerpen, Tel 031/31-17-02.

ETABLISSEMENT FRANÇAIS ETATS-UNIS recr. pour rentrée scolaire : PROFESSEUR AGREGÉ MATHÉMATIQUES, Téli: Neully 6343-44.

OFFRES D'EMPLOIS Europe-Mer: Strasbourg par rétrocontrats, bus, madagascar, Ecr. Outre-mer Multi-Items, 47, rue Richer, Paris-9<sup>e</sup>.

COLLEGE SAINT-BENOIT P.K. du KARAKOVI STANBUL (TURQUIE) demande professeur homme bilingue français. Contrat type.

Assoc. rech. jeunes prof. germaniste ou licencié allemand, min. 23 a., pour accompagnement groupe scolaire 3 jours, juillet en Allemagne, du 2 au 24. Dis. Paris, sev. et ad. assurés + indemnité 1.000 F. Tél. ECI 1421 21-67-68.

Pour firme allemande

#### HAMBURG

#### Dessinateurs

catalogues techniques, place stable sur période d'essai Départs prévus à la fin et fin juillet.

Adressez C.V. à ELIP, 110, boulevard Gambetta, 92240 MALAKOFF, Tél. 33-1-75-94-55.

#### GESTION 2000

pour GRESIL Barrage hydraulique

#### INGENIEURS

ELECTRICITE P.H.T. GENIE CIVIL. Expérience centrale souhaitée. Envoyer C.V. à GESTION 2000, 103, rue La Fayette, 75010 Paris.



### RECHERCHE POUR UNE DE SES SOCIÉTÉS COMMERCIALES IMPLANTÉE EN AFRIQUE

#### UN CHEF COMPTABLE

Agé de 30 ans environ, ce cadre ayant plusieurs années d'expérience sera pour tâche de faire évoluer et d'optimiser l'organisation comptable de cette société.

Ce poste s'adresse à des hommes ouverts à des cultures différentes, trouvant leur épanouissement dans l'art de comprendre et de former les autres.

Une expérience antérieure de l'Afrique serait appréciée.

Ouverture de séjour prévue : 4 à 5 ans, avec par la suite possibilité d'évolution dans un cadre international.

Adressez CV détaillé à MICHELIN SP 93/5636 D place des Carmes Obachaux 63040 Clermont-Fd Cédex

### Ingenierie clés en main

Importante entreprise de Construction d'Usines Clés en main, filiale d'un puissant groupe industriel recherche pour

**l'extrême orient**

#### un ingénieur chantier.

Agé au minimum de 30 ans, de formation supérieure (Electricité, Mécanique, ...), apte de lui confier la supervision et la coordination du montage des ensembles électriques et instrumentation d'une importante usine.

La connaissance de l'Anglais est indispensable. Envoyer CV détaillé, photo et prétentions sous la réf. 447 M au :

Cabinet Jean-Claude MAURICE Conseil en Gestion du Personnel 397 rue de Valenciennes - 75015 Paris



**emplois régionaux**

**emplois régionaux**

**emplois régionaux**

**emplois régionaux**

**SPERRY UNIVAC**

2ème constructeur mondial d'ordinateurs  
Pour développer son implantation dans l'industrie recherche pour ses Agences de LILLE-ROUEN-NANTES-TOURS

**INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX**

**GESTION DE PRODUCTION**

- Vous aimez vous rendre dans les entreprises pour analyser leurs besoins ;
- Vous êtes en mesure de définir les solutions informatiques pour résoudre les problèmes de Gestion de Production ;
- Vous êtes capable de convaincre le client du bien-fondé des solutions que vous apportez et dont vous aurez à conduire la réalisation.

Disposant des produits les plus adaptés à ce marché, nous vous offrons la possibilité d'entreprendre une carrière qui évoluera au sein de notre Direction Marketing vers des responsabilités accrues.

Adressez votre candidature (lettre + CV détaillé) sous référence M14 à  
SPERRY UNIVAC Service du Personnel - 3, rue Bellini - 92306 PUTEAUX.  
(Réponse et discrétion assurées)

URGENT  
**INGENIEUR METHODES**  
Chimie de montage construction plus ligne OUEST de la FRANCE.  
Téléph. 344-36-86.

Société de matériels ferroviaires recherche pour poste en province

**INGENIEUR**

Formation Arts et Métiers ou similaire. Agé : 30 ans minimum. Le candidat devra avoir exercé en usine, pendant au moins 5 ans, le commandement d'une unité d'entretien ou de fabrication. Une expérience en chaudronnerie et métallurgie est indispensable. Préférences en matière d'entretien ou de construction de matériel ferroviaire remarqué.

soignées.

Accès à responsabilités si compétent.

Adressez C.V. et photo à EPSP, 19, av. Victoria, 93116 Paris, qui transmettra. Is. réf. M/1001.

ANNONCES CLASSEES TELEPHONEES : 296-15-01

**jeunes diplômés**

**enseignement supérieur**

Agré, Agri, ou École Supérieure de Commerce

En rejoignant notre équipe commerciale (5 ingénieurs) vous trouverez :

- une entreprise aux structures originales, qui sait allier la vocation de la rentabilité et le service de son environnement
- des produits élaborés contribuant étroitement au développement économique des entreprises concurrentes.
- un travail en équipe intégrée à l'ensemble de l'activité de notre groupe (recherche, production, marketing).

Ce que nous attendons de vous :

- la passion du travail bien fait,
- une forte volonté de réalisation,
- une grande aptitude de restitution des techniques que vous avez acquises.

Résidence : S.O.U.E.S.T. de la France.

Adressez lettre manuscrite, C.V. et photo sous référence 157 TA

**SCOTI** 11, rue de La Boétie 75008 Paris. Discrétion assurée.

OFFRES D'EMPLOI DEMANDES D'EMPLOI AUTOMOBILES AGENDES PROP. COMM. CAPITAL



**Bâtiment et T.P.**

La F.I.G. d'une importante Société (2 500 personnes) cherche à recruter une direction d'expansion des provinces.

Il s'agit d'un poste de très haut niveau à un salaire annuel de 60 000 F. La formation doit être au moins de 3 ans. L'expérience doit être de 5 ans minimum. Le candidat doit être capable de communiquer avec les clients et de gérer les relations avec les fournisseurs. Il doit avoir une bonne maîtrise de la langue anglaise et être capable de travailler dans un environnement international.

Il sera en charge de la mise en place de l'unité régionale de la région. Il devra organiser et superviser les activités de la région.

Le poste est à pourvoir en priorité. Les candidats intéressés doivent envoyer leur candidature à :

**Directeur des Agences de Province**  
(10 agences - 200 personnes environ)

à adresser à l'adresse ci-dessous. Les lettres non lues ne sont pas retournées.

**GAMMA SELECTION**  
1, place d'Alsace - 93015 Paris

**MEKTRON-FRANCE**

DIRECTEUR DE PRODUCTION

Recherche pour Mektron-France, leader mondial de la production de machines à écrire, un directeur de production expérimenté et motivé pour une filiale en France.

Le poste est à pourvoir en priorité. Les candidats intéressés doivent envoyer leur candidature à :

**MEKTRON-FRANCE**  
11, rue de Valenciennes - 75015 Paris

**DIRECTEUR DE PRODUCTION**

Recherche pour Mektron-France, leader mondial de la production de machines à écrire, un directeur de production expérimenté et motivé pour une filiale en France.

Le poste est à pourvoir en priorité. Les candidats intéressés doivent envoyer leur candidature à :

**DIRECTEUR DE PRODUCTION**  
11, rue de Valenciennes - 75015 Paris

**AGENTS DE VENTE EXPORT**

Recherche pour Mektron-France, leader mondial de la production de machines à écrire, des agents de vente expérimentés et motivés pour une filiale en France.

Le poste est à pourvoir en priorité. Les candidats intéressés doivent envoyer leur candidature à :

**AGENTS DE VENTE EXPORT**  
11, rue de Valenciennes - 75015 Paris

**SCROUZET**

Recherche pour Scrouzet, leader mondial de la production de machines à écrire, un ingénieur expérimenté et motivé pour une filiale en France.

Le poste est à pourvoir en priorité. Les candidats intéressés doivent envoyer leur candidature à :

**SCROUZET**  
11, rue de Valenciennes - 75015 Paris

**SCROUZET**

Recherche pour Scrouzet, leader mondial de la production de machines à écrire, un ingénieur expérimenté et motivé pour une filiale en France.

Le poste est à pourvoir en priorité. Les candidats intéressés doivent envoyer leur candidature à :

**SCROUZET**  
11, rue de Valenciennes - 75015 Paris

هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.	ANNONCES ENCADRÉES	La ligne col.	T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	49,19	OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
IMMOBILIER	10,00	11,44	DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
AUTOMOBILES	30,00	34,32	IMMOBILIER	20,00	22,89
AGENDA	30,00	34,32	AUTOMOBILES	20,00	22,88
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52	AGENDA	20,00	22,88

# ANNONCES CLASSEES

REPRODUCTION INTERDITE
------------------------

## emplois régionaux

**Bâtiment et T.P.**

Le P.D.G. d'une importante Société (2 000 personnes), désire rendre son entreprise plus performante en créant une direction d'exploitation province.

Il offre ainsi, un poste de très haut niveau à un collaborateur de 40 ans, de formation **INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE**, ayant une expérience de direction qui aura sensibilité aux problèmes de commandement décentralisé, de contrôle de productivité et de gestion, d'évaluation permanente du marché et de la concurrence.

Il aura, au cours de sa carrière, dirigé des effectifs importants, stimulé ses équipes avec beaucoup de dynamisme et une autorité naturelle.

Il assurera, dans un premier temps, les fonctions de :

**Directeur des Agences de Province**  
(10 agences - 800 personnes environ)

et devra, à terme, pouvoir évoluer vers des fonctions plus importantes.

LE POSTE EST OFFERT À PARIS ET COMPORTE DES DÉPLACEMENTS FREQUENTS - MAIS DE COURTE DURÉE.

La Société a confié à Mme BORDÈS, le soin d'étudier confidentiellement toute candidature adressée sous réf. 3730 à :

**GAMMA SELECTION**  
6, place d'Estienne d'Orves 75009 Paris

Chambre de Commerce et d'Industrie de ROUEN

**ASSISTANT TECHNIQUE A L'INDUSTRIE**

MISSION :

- Renforcer le Service d'Aide Technique à l'Industrie.
- Conseiller les Chefs d'entreprise quant à leurs problèmes financiers et commerciaux.
- Promouvoir la formation dans les mêmes domaines.

PROFIL :

- Plus de 35 ans, ouvert et d'un contact aisé.
- Formation supérieure si possible, spécialiste en gestion et marketing des produits industriels.
- Bonne connaissance des moyens et petites entreprises industrielles.

Adressez lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et présentations à : C.F.P.P.C. - DEP. A.T.I. B.P. n° 814 - 76009 ROUEN CEDEX.

ENTREPRISE CHIMIE LOURDE FRANCE SUD-EST recherche

**INGÉNIEUR-ACHETEUR**

pour poste CHEF DES ACHATS d'un vaste programme de développement.

Nécessité d'avoir :

- expérience achats gros matériel divers (chaudronnerie, électricité, génie civil) sur marchés internationaux,
- 10 années d'expérience,
- anglais correct.

Possibilité après 3 ans en province affectation à Paris à poste niveau élevé.

Adressez CV et prêt. à N° 6219 EMPLOIS ET ENTREPRISES 18, rue Volney 75002 PARIS

DELEGATION GENERALE POUR L'ARMEMENT ATELIER DE CONSTRUCTION DE TARBES recherche

pour ses bureaux d'ETUDES et de RECHERCHES

**DES INGÉNIEURS**

UN ELECTRONICIEN POUR SERVICE ETUDES : développement de sous-ensembles électroniques (E.S.E., E.N.S.L. ou équivalent) ; des connaissances dans la pilotage des fortes puissances et des micro-processeurs seraient appréciées.

UN ELECTRONICIEN POUR SERVICE INTEGRATION : mise au point et contrôle de systèmes (E.S.E., E.N.S.A.E., E.N.S.A.M., E.N.S.L.) ; des connaissances en insérvissement et microprocesseurs seraient appréciées.

UN METALLURGISTE POUR SERVICE DE RECHERCHES : études et développement de matériaux (E.N.S.T.A., E.N.S.A.E., E.N.S.A.M., Doctorat, etc.).

Ce poste, évolutif, intéresse un chercheur capable de coordonner et d'animer un groupe.

Débutants ou quelques années d'expérience. Lieu de travail : TARBES - Facilité de logement.

Adressez curriculum vitae avec présentations, photo, et numéro de téléphone aux :

ÉCOLES SUPÉRIEURES DE L'ARMEMENT TERRESTRE  
Service P.S. 24, avenue Frier-de-la-Côte-d'Or, 94114 ARCUEIL CEDEX, avant le 20 juin 1978.

offres d'emploi offres d'emploi

**SG2** Société Générale de Service et de Gestion

UNE DES PREMIÈRES SOCIÉTÉS DE SERVICE EN FRANCE

recherche dans le cadre de son expansion

**INGÉNIEURS Grandes Écoles**  
(Centrale, Sup. Aéro, Télécom., etc.)

**DÉBUTANTS OU QUELQUES ANNÉES D'EXPERIENCE**  
"Référence MLA 6.1"

**INFORMATIENS débutants**  
(M.I.A.G., maîtrise d'informatique, I.U.T., AFPA ou diplômés d'enseignement supérieur.)  
"Référence MLA 6.2"

**INFORMATIENS expérimentés**  
(Programmeurs, analystes, Chefs de projets)

POUR :

- Activité gros ou moyens systèmes de gestion  
"Référence MLA 6.3"
- Activité petits systèmes de gestion  
"Référence MLA 6.4"
- Activité maintenance et développement  
"Référence MLA 6.5"
- Activité système de base ou d'exploitation  
"Référence MLA 6.6"
- Activité réseaux et téléinformatique  
"Référence MLA 6.7"

Ecrire C.V. prétentions et disponibilité selon références ci-dessus.

**SG2** 12/14, avenue Vion-Whitcomb 75016 PARIS

Pour sa nouv. usine de Château-Gontier (Mayenne)

**MEKTRON-FRANCE**  
filiale du groupe international ROGERS, recherche un

**DIRECTEUR DE PRODUCTION**

responsable vis-à-vis de la Direction Générale de la Société.

Il sera chargé en particulier :

- de l'organisation et de la gestion des ateliers ;
- des services annexes : planning, méthodes et contrôle ;
- du recrutement et de la formation du personnel.

Ce poste concerne un ingénieur diplômé ou un subordonné de valeur, âgé de 35 ans environ. Plusieurs années d'expérience en fabrication et méthode dans le travail des métaux en feuille (découpe, formage), de préférence dans l'industrie des composants électroniques, sont nécessaires. Meneur d'hommes, esprit pratique, initiative, capacité à s'intégrer à une équipe dynamique, bonne connaissance de l'anglais, sont les qualités indispensables.

Rémunération intéressante pour candidat de valeur.

Env. C.V. et photo à M. J.-J. PRIOTX, MEKTRON-FRANCE, 46, avenue Magellan, 91650 BREUILLET.

**AGENTS DE VENTE EXPORT**

Le Groupe BSN-Gervais Danone recherche deux Agents de Vente pour l'exportation des articles de table et d'ornementation en verre de son Département Gobeliers (70% du C.A. à l'exportation).

Responsables d'une zone géographique comportant plusieurs pays d'Europe, ils y assureront la promotion et le développement des ventes par la visite et l'animation des réseaux de vente locaux. Grâce à la connaissance de leurs marchés, ils fourniront à la Direction Commerciale les éléments d'information contribuant à réaliser une politique adaptée et dynamique.

Ces postes ne sauraient convenir à des débutants. Ils exigent en effet des hommes de métier ayant :

- une solide expérience de l'exportation, 5 ans minimum, de préférence dans le domaine des articles de table et de l'orfèvrerie ;
- une pratique courante de l'Anglais ou de l'Allemand ;
- le goût et l'habitude des déplacements fréquents.

Postes basés à Lyon.

Adressez votre candidature avec C.V. détaillé, sous réf. P.06. à Patrick Dubert, BSN-Gervais Danone - 7, rue de Téhéran, 75008 Paris.

bsn.gervais danone

**MICHELIN**

recherche pour Clermont-Ferrand des

- TECHNICIENS
- TECHNICIENS SUPERIEURS

intéressés par une carrière dans

**L'INFORMATIQUE**

BAC C-D-E  
DUT, BTS, Licence.

Possibilités de formation

Ecrire avec C.V. détaillé à MICHELIN SP 33/762 A 63040 Clermont-Ferrand Cédex

Un des plus grands fabricants mondiaux de filtres pour camions, machinisme agricole et minier, recherche pour sa nouvelle implantation en Europe (tous ses produits sont actuellement fabriqués aux U.S.A.)

**UN INGÉNIEUR DE FABRICATION**  
(A.M. ou équivalent).

Le lieu de travail sera en Bretagne.

La fonction comprendra la responsabilité de la conception et de l'installation d'une nouvelle ligne d'assemblage y compris de son outillage. 5 ans d'expérience professionnelle, conception et achat d'équipement, une expérience du type emballage métallique serait utile.

Période de formation initiale aux U.S.A., l'anglais est indispensable.

Les curriculum vitae doivent être adressés en anglais. Prière d'être confidentiels à :

M. B.S. BULLOCK, 17, Banbury Road, Byfield NORTHAMPTONSHIRE (Angleterre).

Société M<sup>e</sup> Paris-de-la-Ville

recherche :

**PUPITRIERS CONFIRMÉS 5/CH**  
H.S. 44/20  
travail en 2 X 8, 15 jours avantages sociaux, compte en soit possible. Ecrire avec C.V. et prétentions à : n° 481, Publications Réunies, 112, bd Voltaire, 75011 PARIS.

**100 CONSEIL EN GESTION**

recherche sur le de France des hommes de plus de 27 ans possédant bonne culture générale un fort désir de réussir et le sentiment d'appartenir à la classe des dirigeants

**D'ENTREPRISE**

Notre leur proposent :

- Beaucoup de travail.
- Un système de rémunération basé sur leurs résultats.
- Promotion, responsabilités et respect des objectifs à court et long terme.
- Une expérience commerciale incommensurable et valorisante.

**5 DÉLÉGUÉS COMMERCIAUX**

seront recrutés, si possible bilingues anglais-allemand. Téléphones personnels et auto sont indispensables.

M. HEBERT vous recevra sur rendez-vous à notre siège :

10E - 986-11-27, poste 306

**TEXAS INSTRUMENTS FRANCE**

recherche des

**INGENIEURS COMMERCIAUX**

parmi les diplômés d'enseignement supérieur en électronique, informatique, électrotechnique, et automatique, qui souhaitent débiter ou poursuivre leur carrière professionnelle dans la vente, pour les différentes divisions :

- semi-conducteurs (à Paris - Lyon - Bordeaux)
- mini-informatique distribuée (à Paris)

La Société offre un fixe motivant auquel s'ajoute un intéressement en fonction des résultats.

Les candidats de valeur auront une évolution de carrière assurée, soit vers des responsabilités de secteurs commerciaux, de marketing, de planning, etc...

Ecrire avec C.V., photo prêt. de salaire, date de disponibilité sous références TIM/506/800 à Madame LE GUIET T.I.F. - Boite Postale 5 06270 Villeneuve-Loubet Tél : (93) 20.01.01.

**Ingénieurs Commerciaux**  
140 000 +

- Produits paie, gestion du personnel (REF. 845 M)
- Prérogatives banque, crédit bail (REF. 847 M)

Dans le cadre de son expansion, SOFRAGEM filiale informatique d'un important groupe bancaire, recherche, pour développer les ventes de produits programmes particulièrement opérationnels, 2 **INGENIEURS COMMERCIAUX**.

Diplômés d'Études Supérieures, ces hommes auront prouvé de réelles qualités de vendeurs dans le domaine des services informatiques. Ils connaîtront bien soit la fonction personnel, soit la banque.

Rémunération (fixe important + commission) : 140 000 F+, non plafonnée.

Discretion et réponse assurées à lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle adressés sous référence choisie à notre Conseil

**EMPLOI centor** 13 bis, rue Henri Mornier 75009 - PARIS

**OCEANIC** recherche pour son siège à ROMAINVILLE

**ANALYSTE-PROGRAMMEUR**

- Avec expérience en applications de gestion
- Langage COBOL et RPG
- Maîtrise CII-118 niveau 64

Ecrire ou tél. pour proposer candidature, à Mme La May, OCEANIC 97, avenue de Verdun, 93200 ROMAINVILLE Tél. 95-5-2

Société Neuliv 92, recherche **STANDARDISTE** réceptiviste bilingue anglais-français. Libre recrutement.

Envoyer C.V. et présentations au Service de Personnel CIPEC, 177, avenue du Roule, 92200 Neuilly-sur-Seine.

**TECNICO-CIAL** pour postes entreprises électricité région parisienne. Envoyer C.V. à : ETABL. CLAUX, B.P. 337, 19107 BRIVE.

Table with 2 columns: OFFRES D'EMPLOI, La ligne, La ligne T.C. Rows include DEMANDES D'EMPLOI, IMMOBILIER, AUTOMOBILES, AGENDA, PROF. COMM. CAPITAUX.

ANNONCES CLASSEES

Table with 2 columns: ANNONCES ENCAISSEES, OFFRES D'EMPLOIS, DEMANDES D'EMPLOIS, IMMOBILIER, AUTOMOBILES, AGENDA.

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

POUR IMPORTANTE ENTREPRISE DE PRODUITS CHIMIQUES Technico-Commercial... 80/100.000 F an

POUR GROUPE INTERNATIONAL SEMI-CONDUCTEURS Chef de Projet Circuits M.O.S. 110/130.000 F an

POUR ENTREPRISE INDUSTRIELLE FILIALE D'UN GRAND GROUPE Directeur des Achats 160/200.000 F an

POUR GROUPE INTERNATIONAL PRODUITS DE GRANDE CONSOMMATION Chef de Groupe Marketing 120/150.000 F an

POUR UNE FILIALE D'UN IMPORTANT GROUPE FRANCAIS GRANDE CONSOMMATION Directeur des Ventes France 160/200.000 F an

Important société française, infrastructures et trav. publics... INGENIEUR-MECANICIEN... 7002 PARIS qui transmettra.

GFC SPECIALISTES EN RECHERCHE DE CADRES RESPONSABLES 110 rue de Sèvres 75015 Paris

INGENIEUR Dix ans d'expérience pour un nouveau départ... RESPONSABLE PLANNING-GESTION TECHNIQUE DES AFFAIRES

Chef des ventes France... 2 inspecteurs des ventes Technico-commercial itinérant

VELUX France Direction Générale - B.P. 12 - 91420 MORANGIS.

Spécialiste Formation (Economie)... centor 13 bis, rue Henri Monnier 75009 - PARIS

gestion financière 70 000 + contrôle budgétaire 50 000 + école supérieure de commerce Finances-Comptabilité.

programmeur système/os... ALEXANDRE TIC S.A. 10, RUE ROYALE - 75008 PARIS

Directeur Assistance et Conseil aux Entreprises... MEDIA BA 9, Bd des Italiens, 75002 Paris

Ingénieur Programmeur Débutant... centor 13 bis, rue Henri Monnier 75009 - PARIS

Maison d'Édition cherche inspecteur (trice) des ventes... 10, rue de la Paix, 75002 Paris.

BANQUE INTERNAT. ASSISTANT TRÉSORIER - FRANC... AMERICAN SCHOOL OF PARIS

ORGANISME BANCAIRE DE TOUT PREMIER PLAN... CHEF COMPTABLE CONFIRME

CHEF DE DÉPARTEMENT PIÈCES DE RECHANGE 160-180 000 F... GRH Conseils 3, avenue de Sèzur, 75007 PARIS.

offres d'emploi en stratégie

Attachés commerciaux Apporteurs d'affaires extrêmement performants

Chef de produits

banque BANQUE INTERNATIONALE

UN CHEF COMPTABLE

Handwritten text at the bottom of the page: شركة التلايح

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

# consultants en stratégie et diversification

Nous souhaitons renforcer notre équipe de 20 personnes et recherchons la collaboration d'INGÉNIEURS-CONSEILS de haut niveau. Nous leur demandons d'intervenir auprès des directeurs d'entreprises françaises et étrangères, de réaliser des actions débouchant sur des résultats concrets, de participer à l'évaluation et à la mise en place d'activités nouvelles.

Cette offre s'adresse à de jeunes diplômés d'une Grande Ecole scientifique ou commerciale, ayant au moins deux ans de pratique professionnelle en entreprise ou dans une société de conseil, et souhaitant accéder à des responsabilités réelles et évolutives. Il faut donc faire preuve de dynamisme, mais aussi de rigueur et de disponibilité. La connaissance de l'anglais et de l'allemand est nécessaire.

De fréquents déplacements de courts durée sont à prévoir.

Nous vous présenterons nos activités avec plus de précision lors d'une prochaine réunion d'information. Nous vous en indiquerons la date dès réception de votre candidature manuscrite accompagnée d'un C.V., adressée sous référence 6240 à :

**organisation et publicité**  
2 RUE NARBONNE 75001 PARIS/CITRANMETRA

**ORGANISME PARIS-XIV**  
recherche pour service documentation :

**INGÉNIEUR**  
DIPLOME D'ÉTAT

Bonne culture générale, rédigeant bien, solides connaissances linguistiques so allemand et un anglais, connaissances en informatique documentaire souhaitées. Pratique industrielle appréciée.

Adresseur C.V. photo et prétentions sous référence 1.116 à :

**SWEERTS**, B.P. 247, 75014 Paris  
Cedex 09 qui transmettra.

**URGENT CH. SERVICE P2, P3.**  
N. O. vacances possibles août.  
Se présenter : 22-23, rue Arthur-Raber, Paris-19<sup>e</sup>.

**ÉCOLE SCOLAIRE PRIVÉE (M)**  
Scal. adultes et par correspondance.  
recherche dans cadre expansion ENSEIGNANTS  
Fr., angl., allem., comptabilité, droit école, négociation sociale, informatique, statistique.  
C.V. et prétentions à :

**2783**, 16, Mondégo, Publicité, 2, des Italiens, 75002 Paris

**HARRIS**  
COMMUNICATIONS AND INFORMATION HANDLING

**UN FABRICANT DE BIENS D'EQUIPEMENTS LOURDS**

(machines ROTATIVES OFFSET destinées à l'imprimerie commerciale et aux journaux, chiffre d'affaires 150 millions de francs dont 70% export, effectif 550)

filiale du groupe américain Harris Corporation

recherche pour MONTAIGNE, près de CREIL, à 50 kms au Nord Paris :

**1 ingénieur**

**technico-administratif**

qui répondra directement au Chef du Bureau d'Etudes Mécaniques. Le poste conviendrait à un INGENIEUR diplômé, âgé de 45 ans minimum, ayant des connaissances sérieuses en mécanique et en gestion.

Anglais indispensable.

Il sera chargé notamment de :

- l'élaboration et du suivi des plans à 5 ans, plans annuels et budgets trimestriels
- l'élaboration et du suivi du planning du Bureau d'Etudes
- la standardisation et la normalisation
- la documentation (choix - circulation - rationalisation...)
- l'élaboration des procédures
- la sous-traitance d'études.

**1 ingénieur méthodes**

Pour son Service Méthodes. Ayant 3 à 4 ans d'expérience dans un service analogue. Diplômé d'une école nationale d'ingénieurs ou équivalent.

Les deux postes sont à pourvoir immédiatement.

Les candidats intéressés sont priés d'envoyer C.V., photo et lettre de candidature à Direction du Personnel - HARRIS MARINONI S.A. - B.P. 22 - 60150 MONTAIGNE.  
Discretion assurée.

**BANQUE PRIVÉE**  
à forts objectifs de développement à PARIS et en PROVINCE recherche :

**Attachés commerciaux**  
Apporteurs d'affaires extrêmement performants

Ils auront pour mission de conquérir une clientèle rigoureusement sélectionnée, donc exigeante, d'entreprises et de particuliers, grâce à la qualité de leurs conseils en financements et en placements.

Ils devront avoir le sens du dialogue efficace et la volonté d'obtenir par leurs résultats une PROMOTION EXCEPTIONNELLE.

Leur expérience antérieure dans le domaine bancaire ou financier devra donc apporter la preuve de leur impact commercial.

Candidature manuscrite, C.V. avec position actuelle, photo et prétentions sous réf. 7143 à :

**rsc carrières**

92 rue Bonaparte 75006 Paris.

**SOCIÉTÉ DE NÉGOCE**  
CARRIAGES, APPAREILS SANITAIRES, CUISINES, CUISINIÈRES, etc.  
un des leaders sur le marché parisien - C.A. 50 M.  
dépendant d'un solide holding financier recherche un :

**DIRECTEUR COMMERCIAL DE HAUT NIVEAU**

35 ans minimum - formation supérieure

Il devra coordonner et animer l'ensemble des magasins de la Région Parisienne. Il sera responsable des achats, de la définition et de l'application de la stratégie commerciale pour développer les ventes aux particuliers et aux entrepreneurs. Il devra veiller à la bonne marche des magasins à tous égards : décoration, entretien, qualité de l'accueil, apport de son aide aux directeurs, suggérer en permanence la modernisation des méthodes, etc.

Nous cherchons un homme d'honnêteté, imaginatif, responsable, autonome.

L'expérience de la vie d'une grande surface à un niveau de Direction serait appréciée ainsi qu'une expérience de produits carrelages ou sanitaires ou de la clientèle entrepreneurs.

La Société a des projets d'expansion.

LE POSTE DOIT NORMALEMENT ÉVOLUER VERS UNE DIRECTION GÉNÉRALE

Rémunération 180.000 F +. Adresser rapidement C.V. détaillé et photo sous réf. 2.383 en précisant date de départ ou vacances à Daplé DANONIA.

**CORT**

65, avenue Kléber  
75116 PARIS  
Discretion assurée

**Société Banlieue Nord (3 km de Paris)**  
groupeant 350 km de Paris  
recherche :

**CADRE RESPONSABLE DU PERSONNEL**

SONT INDISPENSABLES :

- la connaissance de la législation du travail ;
- l'expérience des rapports avec les Syndicats et les Délégués du Personnel.

Ce cadre dépendra directement de la Direction Générale.

Envoyer C.V. et photo sous No 68243  
**CONTESSE PUBLICITÉ**, 20, avenue de l'Opéra, 75002 Paris Cedex 01 qui transmettra.

**BANQUE ÉTRANGÈRE (8<sup>e</sup> arr<sup>t</sup>)**

recherche :

**CADRE RESPONSABLE EXPLOITATION**

CONDITIONS :

- Facilité contact avec les entreprises ;
- 5 ans minimum d'expérience bancaire ;
- études universitaires ou similaires ;
- espagnol parlé indispensable.

Abstenir sans ces conditions

Envoyer C.V. + prétentions + photo, sous réf. D.007 à ARCHAËT, 34, bd Haussmann, 75008 Paris, qui transmettra.

**SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES**  
Siège Région Parisienne  
importance moyenne en développement recherche :

**DIRECTEUR COMMERCIAL ET MARKETING**

Le candidat retenu aura :

- une fonction de base technique
- une expérience de l'exportation en Europe
- une bonne connaissance de la langue anglaise, allemand apprécié.

Le poste convient à un Ingénieur ESME ou SUP ELEC, 30 ans minimum, dynamique et ambitieux.

Envoyer C.V. manuscrit et photo à GAUTRON PUBLICITÉ sous référence 3266 - 29, rue Roffier, 75009 PARIS qui transmettra.

**Chef de produits**

**ANACOMORRA**

Second titulaire mandaté de produits pour les arts graphiques et la dessin technique.

Nous sommes dans notre esprit expansion sur un nouveau "Produit" largement évolutif.

Ainsi nous avons pu convaincre, sur le plan mondial, une des grandes entreprises de notre spécialité.

Ce cadre que nous recherchons se verra confier l'animation et le développement de plusieurs gammes de nos réalisations en tant que chef de produit Marketing. Appliquant les marketing concret et très proche du terrain et de la clientèle, il devra :

- préciser l'évolution des produits,
- les adapter au marché et à la demande,
- assurer les liaisons avec nos unités de production,
- mettre en place tous les documents, moyens et idées, facilitant le commerce international,
- exploiter sa créativité afin de maintenir et si possible amplifier notre avance technologique.

Il est diplômé d'une Grande Ecole Commerciale ou est ingénieur ayant reçu une formation commerciale commerciale ou marketing.

Il possède couramment la langue anglaise et a déjà une première expérience des circuits commerciaux au (ou) de l'échelon Marketing dans les biens durables.

La rémunération de départ, d'un bon niveau, évoluera en fonction des résultats obtenus.

Bonne faculté : personnalité Versatile (M).

Documentation sur poste des candidats préférentiels.

APPRÉCIATION REMISE APRÈS PREMIER ENTREVUE

France Marketing  
Adressez lettre manuscrite, C.V. détaillé, sous réf. 3300, 18, rue Elie-Marcas, 75001 PARIS

**GROUPE FRANÇAIS DE CONSTRUCTIONS MÉCANIQUES**  
LEADER DANS L'EXPORTATION DE BIENS INDUSTRIELS

recherche pour l'une de ses unités en REGION PARISIENNE SUD

**contrôleur de gestion [haut niveau]**

MISSION :

- assister la direction dans l'étude et la mise en oeuvre annuelle du plan de gestion de l'unité (3500 personnes)
- analyser les écarts de réalisation et proposer des solutions
- conseiller la direction de l'unité et la direction générale sur la planification, les méthodes et procédures du contrôle de gestion.

PROFIL :

- ingénieur diplômé d'une Grande Ecole
- âge minimum : 35 ans
- expérience industrielle nécessaire (études ou fabrication...)
- expérience contrôle de gestion souhaitée.

Développement de carrière assuré au sein des 12 unités du groupe

Adressez lettre, C.V. avec photo et rémunération actuelle sous No 67.958 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75004 Paris Cedex 01 qui transmettra.

**Syndicat patronal du secteur textile**  
recherche son

**DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL**

chargé de l'ensemble des actions concourant à la promotion de la profession, notamment :

- des relations avec les adhérents
- de la représentation auprès des pouvoirs publics, des instances patronales et syndicales,
- de l'exploitation et de la diffusion de l'information.

Cette offre s'adresse à une personnalité de formation supérieure économique, juridique, ayant des responsabilités de direction d'organisme patronal ou d'adhérent.

Écrire avec curriculum vitae détaillé à Alain Seron, président de Plein Emploi, sous référence 74852 (joindre une enveloppe),

**plein emploi**  
10, rue du Mot, 75002 Paris

**Fromageries BEL**  
recherche pour son siège social

**LE CHEF DE SON SERVICE ORGANISATION ADMINISTRATIVE RESPONSABLE DES ÉTUDES D'ORGANISATION ET D'INFORMATIQUE**

Une expérience de 7 ans min. au sein d'un cabinet d'organisation ou en entreprise est indispensable. Les aptitudes d'animation de travail en groupe et d'esprit de décision seront déterminantes.

Envoyer C.V. et prétentions aux Fromageries BEL Direction de personnel - 4, r. d'Anjou - 75008 Paris

**IMPORTANT GROUPE ALIMENTAIRE PRODUITS GRANDE ROTATION**  
recherche :

**MERCHANDISER**

Son rôle :

- exploitation des informations (panels et statistiques)
- application terrain auprès force de vente
- étude à l'animation et formation réseaux de vente.

Il faut :

- 3 ans d'expérience dans une fonction équivalente chez un fabricant ou dans la distribution
- être basé à PARIS, mais accepter de nombreux déplacements en province.

Adressez lettre manuscrite avec C.V., photo, salaire actuel et prétentions à No 68.807, CONTESSE PUBLICITÉ 20, Avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

**ORGANISME BANCAIRE**  
Banque Est  
recherche pour son Siège

**Ingénieur en Organisation**

Agé de 28 - 30 ans, il aura déjà acquis une première expérience dans le domaine de l'organisation, soit en Entreprise, soit dans un Cabinet Conseil.

Au sein du Département Organisation, il s'intégrera à une petite équipe d'organiseurs et d'informaticiens. Il participera ainsi à de grands projets bancaires touchant le télétransmission ou l'informatisation de différents secteurs, en faisant preuve d'initiative et de méthode.

Pour en savoir davantage, adressez votre C.V. + photo + prétentions sous référence 3735 à Marie ALEX BORDES

**GAMMA SELECTION**  
6, Place d'Estienne d'Orves 75009 - PARIS

**banque**

**BANQUE INTERNATIONALE en pleine expansion recherche pour sa Direction de Crédit et de l'Exploitation Générale à Paris**

**CADRE DE CLASSE V ou VI**

Le poste à pourvoir comporte des relations étroites et permanentes avec des filiales ou agences à l'étranger et implique une connaissance approfondie de l'allemand et de l'anglais.

Les candidats devront avoir une expérience bancaire de plusieurs années dont une partie au moins acquise dans le domaine des crédits et de l'exploitation.

Adressez C.V. détaillé, photo et prétentions sous réf. 3821-M à I.C.A. qui transmettra.

**I.C.A.** International Classified Advertising  
3, RUE D'HAUTEVILLE 75001 PARIS

**L'UN DES TOUT PREMIERS CONSTRUCTEURS FRANÇAIS DE CHAUDIÈRES INDUSTRIELLES DE PETITE ET MOYENNE PUISSANCE**

recherche pour son Département CHAUDIÈRES DE RÉCUPÉRATION

**UN INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL**

35 ans minimum

Ayant quelques années d'expériences technique ou bureau d'études dans le domaine récupération. Cet ingénieur sera basé après stage de plusieurs mois (indiqué et B.S.) au Siège Social à PARIS et chargé en liaison avec B.E. de définir, négocier, et traiter sous les ordres directs du directeur commercial, les affaires de récupération.

Adr. C.V. et prétentions A n° 68.159 Contesse Publ. 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

**Société Electronique en pleine expansion**  
Banlieue Ouest de Paris

recherche pour son laboratoire (études de systèmes logiques)

**INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS**  
même débutants.

Envoyer curriculum vitae détaillé à C.S.P. n° 811, 21, rue Ceydantch, 75019 PARIS, qui transmettra.

**Organisme de Formation**  
souhaite intégrer un (e)

**Jeune Enseignant (e)**

diplômé (e) de l'enseignement supérieur

Il (elle) sera progressivement formé (e) au métier d'ANIMATEUR CONSULTANT en assistant des actions de formation et le suivi d'une clientèle.

Réponse et discrétion assurées à lettre manuscrite, C.V. et photo adressés sous réf. 2536 à

**MEDIA 84**  
2, Bd des Italiens, 75002 Paris qui transmettra

**IFG** INSTITUT FRANÇAIS DE GESTION  
recherche pour la mise en place de son système informatique

**1 ANALYSTE PROGRAMMEUR**

formation IUT, AFPA ou équivalent. Pratique LCP (Warner) COBOL. Expérience sur système Inma-soff. Intégration dans une petite équipe. Evolution possible vers l'animation.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions Service du Personnel, IFG, 37, quai de Grenelle 75015 Paris.

Spécialiste Formation (Economie)

Ingenieur Programmateur

Table with 2 columns: OFFRES D'EMPLOI (CEMANDES D'EMPLOI, IMMOBILIER, AUTOMOBILES, AGENDA, PROP. COMM. CAPITALX) and La ligne (La ligne T.C.).

ANNONCES CLASSEES

Table with 2 columns: ANNONCES ENCADREES, OFFRES D'EMPLOIS, DEMANDES D'EMPLOIS, IMMOBILIER, AUTOMOBILES, AGENDA, Le m/m col. (24,00, 5,00, 20,00, 20,00).

CENTI recherche INGENIEURS GRANDES ECOLES (OX, MINES, E.C.P., E.S.E., SUP. AERO...)

secrétaires MERCK SHARP et DOHME-CHIBRET, BIPI INTERIM recrute en permanence SECRÉTAIRES NOTARIALES

demandes d'emploi HOMME, 36 ans SCIENCES PO 12 ANS D'EXPERIENCE DANS UNE GRANDE BANQUE DE DEPOT PRIVÉE

demandes d'emploi Annonce à l'export. prof. comme traducteur, interprète (franç., allem.) et secr. de dir. (fr. + angl.) à l'étranger.

importante entreprise BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS recherche pour son SIEGE PARIS SUD

capitaux ou proposit. comm. INVESTISSEZ DANS L'ETAT DE RHODE-ISLAND, ETATS-UNIS

automobiles vente 12 à 16 CV. MERCEDES 280 CE 1978, 6500 Kilomètres.

LANCIA AUTOBIANCHI 13 Bd Exelmans, 16<sup>e</sup> arr. QUARTIER SAISONNIERE LA JOURNEE • 524.50.30 •

CENTRE D'ETUDES près Versailles recherche UN TECHNICIEN Physicien ou Chimiste

ENSEIGNEM. APRENEZ L'ALLEMAND EN ALLEMAGNE France-Mauritius MAURIZI

JAG MK 2 34 l - 1964 Mécanisme retelle + une en pièces. 974-51-25, après 20 hrus.

VOITURES DE NAUVE DAIMLER VAN JAGUAR XJ6 12 litres, injection. WILSON F. LACOUR

LE DEPARTEMENT INFORMATIQUE d'une importante société française cherche dans ses marchés sonstème s'adjoints un (e) analyste

ESCP, 25 ans, exper. Direction P.M.E. recherche Praticien des Services

jusqu'au 31 juillet 1978 2 exclusivités SFAM FRANCE 2000 GTV ESTATE ALFETTA PRIMAVERA

Paris Rive gauche 80 boulevard de Sévres

Groupe Chimique International recherche pour PARIS UN INGENIEUR MECANICIEN

Ameublement Sur TOUT l'ameublement REMISE 15 % prix livré

Cours Français orthographe, alléman, russe, espagnol, anglais, portugais, japonais, vietnamite.

MOQUETTE MOINS CHER 30 à 60 % sur 10.000 m2 moquette belles qualités

ETABLISSEMENT FINANCIER recherche pour sa DIVISION EUROPE RESPONSABLE ZONE GEOGRAPHIQUE

Bateaux A VENDRE HORS-BORD ROCCA excellent état

Debaras DEBARAS 2000 TEL: 325-81-33

Stages VOILE SUR ROMANÉE stage: w, ven, sam, ou 15 jours

Une société de services de bonne notoriété recherche un(e) Chef de Publicité, capable de développer l'image du groupe auprès des leaders d'opinion

RELATIONS SOLITAIRES qui redoutez la bêtise autant que la vulgarité et qui souhaitez commu-quer, sortir, voyager, vous liez ou vous mariez en des conditions optimales d'entente.

VACANCES - TOURISME - LOISIRS Mer - Montagne - Campagne

Psychanalyse Psychoanalyse - Psychothérapie non normale, groupes A.I.C.S.

LE MONDE s'efforce d'éliminer de ses Annonces Classées tout texte comportant allégation ou indications fausses ou de nature à induire en erreur

RENCONTRES ENTRE NOUS Club de rencontres Nimes, France, sorties-séjours.

Pres de Deauville GOLF DE SAINTES STUBO 4 pers. JUILLET, AOUT SEPTEMBRE.

AGENDA DU MONDE Le mercredi et le vendredi nos lecteurs trouveront sous ce titre des offres et des demandes diverses

L'immobilière appartements vente

Vertical column of real estate advertisements with various property listings and contact information.



فكرنا من الاصل

L'immobilier

REPRODUCTION INTERDITE

appartements vente

Paris droite
CHAMPS-ÉLYSÉES
PLAINE MONCEAU
AV. MONTAIGNE
PTE CHAMPERRET
XVI - MIRABEAU
DUPLIX
MALESHERBES
POISSONNIÈRE
PLAINE MONCEAU
ACHETER DIRECTEMENT
TROCADERO
VILLA PRIVE
POMPEY
OPERA
STUDIOS 63 PIÈCES

appartements vente

76-78, BOULEVARD DE LATOUR-MARBOURG
VUE SPLENDEUR SUR JARDIN DES INVALIDES
PETIT IMMEUBLE NEUF EXTREMEMENT LUXUEUX
17 APPARTEMENTS SEULEMENT DU 2 AU 5 PIÈCES
SUR PLACE : APPARTEMENT MODÈLE VISIBLE MARDI ET JEUDI DE 14 H. 30 A 18 H. 30
RÉALISATION APRI 29, AVENUE FOCH 94100 SAINT-MAUR 885 - 12 - 30
DU LUNDI, MERCREDI ET VENDREDI APRÈS-MIDI 14 H. 30 - 18 H. 30 DU SUR RENDEZ-VOUS TÉLÉPHONEZ A APRIL 885 - 12 - 30

constructions neuves

PARIS (5<sup>e</sup>), PANTHÉON
dans petit programme 12 appartements
PROMOTEUR-PRIVE PROPOSE : INVESTISSEMENT EXCEPTIONNEL
MEUDON/BELLEVUE
bureaux
SOCIÉTÉ D'IMPORTANCE NATIONALE
restructurant ses implantations
VENDE (location possible) UN IMMEUBLE DE BUREAUX NEUFS
8 500 m² - bon standing - desservis par le métro
14<sup>e</sup> - SAINT-JACQUES
fonds de commerce
locations non meublées Demande

chasse-pêche

Étang et MARAIS
A vendre proximité LE TROUQUET PARIS PLAAGE (Pas-de-Calais - 62) plusieurs parcelles
propriétés

propriétés

Charmant village, 120 km VAL AUBRE, maison PARFAIT ÉTAT.
Étang de MARAIS
propriétés

Paris rive gauche

80 bis, rue DE SEVRES
PETIT IMMEUBLE DE 14 APPARTEMENTS SEULEMENT
DU 2 AU 5 PIÈCES FINITION EXCEPTIONNELLE PORTIER VIDEO SALLE DE BAINS ENTièrement MARBRE VASTE CUISINE ISOLATION PHONIQUE POUSSEE DOUBLE VITRAGE SUR RUE
APPARTEMENT MODÈLE SUR PLACE LE LUNDI, MERCREDI ET VENDREDI APRÈS-MIDI 14 H. 30 - 18 H. 30 DU SUR RENDEZ-VOUS TÉLÉPHONEZ A APRIL 885 - 12 - 30

OFFICE FRANCO-BELGE D'INVESTISSEMENT

Vend directement dans les 12<sup>e</sup>-14<sup>e</sup>-18<sup>e</sup> arrondissements et Vincennes
250 studios, deux pièces et duplex de caractère entièrement rénovés déjà loués ou prêts à habiter, gestion assurée Placements élevés et sérieux garantis
Téléphonez de 8 h à 20 h
Possible vente en bloc de 2 à 15 millions Intermédiaires acceptés si clients
555-92-72
O.F.B.I. Bureaux 108, r. de l'Université 75007 PARIS

Province

Vacances été-hiver
Haute-Savoie : studio, 40 m² avec 21.000 CHF
Centre d'Avignon
R. U. R.
LES MENUIRES
ALPE D'ORÈZE
MONTPARNAISSE
M<sup>e</sup> VOLONTAIRES
BD PORT-ROYAL
RECHERCHE CLIENT
appartements occupés

locations non meublées Demande

Paris
Part. préf. Part. ch. Boulogne, Bois de Epine, dia (iv.-2 ch., 90 à 100 m² max, 3700 F. TEL: REV, apr. 19 h. à : 682-27-97
Région parisienne
Pour son DIRECTEUR, Société recherche en location-bail propriété d'habitation à Paris ou dans la région parisienne
locations meublées Demande
immeubles immeubles
RAMBOUILLET - Immeuble du XVIII<sup>e</sup>
PLACE DU ROI-DE-ROME (Classée M. H.)
Apprt 1<sup>er</sup> et 2<sup>es</sup> étages, 108 m² + cave. 5 pièces + cuis., s. de bns, chauffage gaz.
CANNES - MOUGINS
SCEAUX - ROBINSON
domaines
LANDES
Boutiques

terrains

Z.I. TRAPPES - Terrain 12.000 m² SEDIM 2, rue Quentin-Bauchart - 72-72-72
BRETIQNY Terrain boisé de 12.000 m² sur 3 rues. TEL: 522-48-55
TROUVILLE COS 02 VUE SUR MER - 300.000 F. Propriétaire : 522-24-20
MESHIL-LE-ROI
maisons de campagne
180 km PARIS
CENTRE FORET DE TRONCAIS
maisons de campagne
180 km PARIS
viagers

Le Monde

# équipement

LE GOUVERN

A PROPOS DE...

## La conduite des Boeing d'Air France Les avions, pour ceux qui les exploitent et ceux qui les conduisent

Le conflit qui oppose depuis plusieurs mois la direction d'Air France à ses navigateurs au sujet de la conduite à deux ou à trois des Boeing-737 est au point mort. Les responsables de la compagnie nationale veulent s'en tenir à des données de fait qui datent déjà d'une dizaine d'années, à savoir la conduite à deux des Boeing-737 pratiquement en règle dans le monde entier. Les pilotes de ligne, qui exigent la présence d'un troisième homme dans le cockpit, entendent s'engager dès maintenant le combat pour l'équipage à trois des avions futurs.

Dans cette guerre de position, les navigateurs d'Air France se cherchent des alliés. Le conseil d'Europe, qui rassemble l'ensemble des associations de pilotes de ligne européennes vient d'entamer une campagne d'explication auprès des constructeurs aéronautiques, des autorités gouvernementales et des compagnies aériennes afin de démontrer aux uns et aux autres que « quelle que soit la façon dont les avions futurs seront conçus ou certifiés, la détermination des pilotes est sans ambiguïté : ils voleront à trois sur ces appareils ».

A l'appui de leurs thèses, les navigateurs français continuent d'invoquer les impératifs de la sécurité et la lourdeur des charges de travail. Ils soulignent que « la productivité d'un Boeing-737 en équipage à trois est encore supérieure à celle du DC-9 en équipage à deux qu'utilisent 80 % de nos concurrents européens ». Ils font valoir la disproportion entre le surcoût estimé par la direction d'Air France de l'équipage à trois : un million de francs par an et par avion, et la perte évaluée par cette même direction à l'horizon 1980-1981, faute de Boeing-737 : deux milliards de sièges-kilomètre offerts, quarante mille heures de vol et un milliard de francs de recettes.

Dans une lettre récemment adressée aux navigateurs, les représentants régionaux d'Air France s'inquiètent du sérieux handicap dont souffrirait la compagnie nationale si elle devait se passer des services des Boeing-737 que l'Elat a autorisés à voler pour remplacer ses wing-bus Caravelle vieillissantes, en attendant la mise en ligne d'un avion européen. L'acquisition d'appareils de cent places leur paraît « indispensable » pour exploiter le réseau province-Europe.

Le remplacement par le haut des Caravelle n'est guère possible compte tenu des volumes de trafic concernés et de la nécessité des fréquences quotidiennes. Aucune ligne euro-

peenne au départ de Lyon ne justifierait l'utilisation du Boeing-737, a fortiori celle du Boeing-707 ou de l'Airbus », explique M. Michel Moto, directeur régional pour le Sud-Est. « Pour une grande part, le trafic province-Europe n'est pas récupérable au départ de Paris, estime-t-il. Nous avons eu assez de mal dans la région lyonnaise pour faire cesser l'habitude d'utiliser Genève comme porte de sortie ou d'entrée des passagers aériens. A son avis, entre Genève et Paris, le choix sera vite fait et il ne sera plus possible de revenir en arrière ».

De son côté, M. Gilbert Pérol, directeur général d'Air France, a fait, par écrit, une avance aux navigateurs. La position qu'il prend en faveur du pilotage à deux ne vise strictement et spécifiquement que le Boeing-737 pour des raisons qui touchent d'une part à la conception du cockpit de cet appareil, et d'autre part à la façon dont il est exploité par nos concurrents. M. Pérol confirme son désir de procéder avec les navigateurs à une étude comparée de la conduite à deux ou à trois du futur avion européen. « Nous renonçons à prendre parti, a priori, pour le pilotage à deux », affirme-t-il. La seule limite que les dirigeants d'Air France mettent à cet engagement est que, si, en définitive, nos concurrents choisissent le pilotage à deux et que leurs navigateurs acceptent de voler dans ces conditions, nous gardons la liberté de nous aligner sur cette solution commune.

« Condition Inacceptable », rétorquent les navigateurs d'Air France. La querelle s'éternise. En définitive, l'Elat, futur des entreprises nationales, devra-t-il sortir de sa réserve pour interrompre ce dialogue de sourds, exemplaire en un sens, du conflit qui oppose dans les compagnies aériennes, mais ailleurs, aussi, les tenants de la rentabilité économique aux défenseurs des conditions de travail.

JACQUES DE BARRIN.

## ENVIRONNEMENT

### 7 000 HECTARES DE TERRAINS « FRAGILES » SERONT CLASSÉS AUTOUR DE VENGE

Les plateaux et les vallons « éocènes » autour de Venge (Alpes-Maritimes) seront préservés du « mitage », c'est-à-dire de la construction anarchique de pavillons disséminés. Au cours de sa séance du lundi 12 juin, la commission supérieure des sites a donné son plein accord au projet de classement d'une vaste zone de 7 000 hectares touchant la commune de Venge et quatre communes alentour.

Les membres de la commission ont également approuvé le classement de la plus grande partie des rives de l'étang de Boussons, dans les Landes. Ils ont donné un avis favorable au projet de construction sur l'île d'Ouessant d'une tour radar de 30 mètres de hauteur destinée à surveiller le trafic des pétroliers. A une condition toutefois, c'est que le sémaphore de la marine nationale soit réinstallé au pied de la tour.

La commission a dit oui à la reconstruction par les usines Renault d'un hangar de 12 mètres de haut sur le bord de l'étang en face de la manufacture de Sèvres (Haute-Seine). En revanche, elle a rejeté comme inacceptable le projet de lotissement de mille lits présenté par la municipalité de La Grave (Hautes-Alpes), située au pied du massif de la Meije.

**Mer rouge dans le Calvados.** — Le ramassage et la pêche des coquillages sont interdits sur le littoral du Calvados entre l'embouchure de l'Orne et Ver-sur-Mer, soit sur plus de 23 kilomètres. Les coquillages, envahis par des algues microscopiques, sont en effet impropres à la consommation. La prolifération du zooplancton est telle, en face de Deauville, que les algues marines recouvrent d'une véritable marée rouge qui devient phosporécente la nuit. (Corresp.)

## L'AMÉNAGEMENT DU QUARTIER DES HALLES A PARIS

### Les associations de quartier demandent au moins une grande exposition publique

M. François Serrand, membre de la Commission des sites de Paris, vient d'adresser au préfet de la région parisienne, préfet de Paris, le projet de l'aménagement du quartier des Halles à Paris. Une lettre doit venir des principaux passages :

« A la séance du 5 octobre 1977, j'ai demandé, au nom des associations de quartier réunies sur notre plate-forme parisienne, la réalisation de deux moyens d'information sur l'importance opérationnelle de l'aménagement de l'ancien carreau des Halles : un examen par la commission des sites de Paris, de l'ensemble du plan d'aménagement de l'opération ; et une grande exposition pour informer les Parisiens et les Français sur ce qui devrait être un grand projet de politique urbaine. »

Vous avez répondu favorablement à cette demande sur le premier point. Récemment, en obtenant une réunion d'information des membres de la commission des sites de Paris, de l'ensemble de l'aménagement des Halles, et dès le 25 octobre, en faisant présenter à la commission un exposé général sur le plan d'aménagement de zone, l'exposé général nous a confirmé l'absence d'un projet d'ensemble et de fait l'impossibilité de juger de l'insertion du projet d'il dans ce qui sera le nouveau site.

Le constat de cette situation, l'absence de moyens de la commission pour assurer son rôle consultatif en matière de protection des sites et de l'environnement, a conduit les deux seuls représentants des associations à demander à la commission des sites de Paris, à la séance du 18 novembre, je rappelle, à cette séance, que la commission

aurait dû être consultée en son temps sur l'élaboration du plan de masse, sur la construction du forum, et sur les réalisations déjà effectuées, telle l'usine de ventilation. Ce qui est en cause, c'est la procédure même d'examen du projet. J'attirais l'attention de la commission sur les « risques de construction » bétonnée de 5 mètres de hauteur, dont il n'est pas certain que soit, au préalable, saisie la commission, malgré l'importance de leur superficie au sol.

« Nous avons obtenu, au mois de janvier 1978, du ministre de la culture et de l'environnement, la parution d'une circulaire qui reprend la plupart de nos propositions pour un fonctionnement efficace des commissions des sites. »

La réunion d'information à la SEMAH, fort bien organisée par le directeur général de cette société d'aménagement, montra toutefois l'insuffisance des documents qui nous ont été présentés pour juger de la réalité des contraintes techniques, commerciales et financières. Et, pourtant, faute d'une connaissance exacte des raisons de ces contraintes, la commission ne peut que se soumettre ou se démettre.

Je vous demande aujourd'hui de bien vouloir faire inscrire à l'ordre du jour de la prochaine réunion, avant si possible le 14 juillet, l'examen des conditions de conception et de réalisation d'une grande exposition publique sur le projet d'aménagement du quartier des Halles.

« Parmi les dispositions importantes de la circulaire précitée du 19 janvier, celle de la mise à disposition du grand public des documents de base et d'une consultation des visiteurs, répond à notre demande d'information des Halles, son histoire, ses données actuelles et les perspectives de choix quant à son évolution. »

## P.T.T.

### A Bordeaux UN MILLION DE LETTRES EN SOUFFRANCE APRES LA MISE EN SERVICE DU CENTRE DE TRI AUTOMATIQUE

(De notre correspondant)

Bordeaux. — La mise en service du nouveau centre de tri automatique de Bordeaux, annoncée le 16 mai dernier, s'abouit à un blocage progressif de l'acheminement du courrier (million d'objets sont en souffrance et il n'est pas rare qu'une lettre soit retardée plus de dix jours par rapport à son destinataire, à titre bon de la ville.

Cette situation a provoqué la protestation de M. Michel P. président de l'Union nationale bordelaise. « Les retards nous subissons depuis plus de dix jours », dit-il. « Le seul tolérable pour nos entreprises, écrit-il dans une lettre adressée au préfet de la Gironde, est de moins de 24 heures. »

De son côté, la direction départementale des P.T.T. accuse les syndicats : « Au lieu de jouer leur rôle de médiateur, ils profitent de la situation pour créer une atmosphère de méfiance auprès des grands usagers. Selon elle, les effectifs restant devraient résorber les retards à la fin du 30 juin.

La C.G.T. qui dénonce le manque d'effectifs, estime que le personnel intérimaire est incapable de faire face à la situation, d'autant plus que les agents qualifiés se préparent à partir en vacances. Aussi les syndicats ont-ils décidé d'organiser la semaine prochaine une campagne d'information et un mouvement de grève. Il est donc peu probable que le retard soit résorbé dans les délais prévus.

PIERRE CHERRUAU.

## FAITS ET PROJETS

### CIRCULATION

« Moins de morts sur les routes. — Selon les statistiques officielles le nombre des victimes de la route a évolué comme suit : quatre premiers mois de 1977 : 1 100 ; quatre premiers mois de 1978 : nombre d'accidents : - 2,3 % ; nombre de tués : - 1,8 % ; nombre de blessés : - 1,2 %.

### TRANSPORT

« Nice-Côti en septembre 1979. — La ligne Nice-Côti devrait être remise en service au mois de septembre 1979, vient d'indiquer M. Louis Lemaire, directeur régional de la S.N.C.F. à Marseille. Les travaux de rétablissement de la ligne qui relie la France à l'Italie ont commencé ce jour. Il a fallu notamment reconstruire quatre ponts, six tunnels et onze viaducs qui avaient été détruits en 1940 par les armées françaises et italiennes. (Corresp.)

### L'ATLANTIQUE ALLER-RETOUR POUR 700 F

Ce sera le tarif le plus bas pratiqué sur une ligne transatlantique régulière. A compter du mercredi 14 juin, et pour un mois, la compagnie américaine PANAM offre un aller-retour Boston-Amsterdam pour 149 dollars (700 F environ).

Les vols auront lieu quotidiennement et les billets seront délivrés selon la formule dite « stand by », c'est-à-dire qu'aucune réservation n'est possible, les guichets ouvrant cinq heures avant le décollage. A compter du 15 juillet, pour le même service, la prix du billet aller-retour sera de 279 dollars (1 300 F).

### Le Diamant est-il un bon placement ?

- Pourquoi le PLAN EPARGNE-DIAMANT est-il si intéressant ?
- Peut-on investir facilement 10.000 Francs ?
- Est-il exact qu'avec seulement 500 Francs par mois, on peut acquérir une pierre de grande valeur ?
- Peut-on facilement revendre un Diamant muni d'un Certificat d'Authenticité ?
- Quel profit peut-on espérer réaliser ?
- Peut-on acheter de façon anonyme ?

Pour obtenir la réponse à ces questions et à d'autres que vous vous posez, renvoyez sans délai le bon ci-dessous au Centre de Documentation de l'UNION DES DIAMANTAIRES 17, rue St-Florentin (angle rue St-Honoré) 75008, Paris. Tél. 261.37.12, ou venez nous voir sur place, de 10 h à 19 h (le samedi de 10 h à 17 h). Concarneau ou Madelin. Directions Régionales : Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Strasbourg, Tours.

Union des Diamantaires - Centre de documentation  
Groupe d'Intérêt Economique Régional - 17, rue Saint-Florentin (angle rue Saint-Honoré) 75008 Paris

Je désire bénéficier à titre confidentiel et sans engagement de ma part, d'une information complète sur le CAPITAL-DIAMANT et sur le PLAN-EPARGNE-DIAMANT

NOM \_\_\_\_\_ PRÉNOM \_\_\_\_\_  
PROFESSION \_\_\_\_\_ TEL \_\_\_\_\_  
N° \_\_\_\_\_ RUE \_\_\_\_\_  
LOCALITE \_\_\_\_\_  
CODE POSTAL \_\_\_\_\_

## Location de véhicules

MATTEI, location de véhicules met à la disposition de ses clients différents modèles de véhicules utilitaires à des prix traditionnellement très réduits.

Exemples :  
La journée + le km  
Estafette 1.000 kg 66,21 0,47  
Peugeot J 77,82 0,82  
Citroën C35 diesel 101,14 0,59  
Prix T.T.C.

Au-delà de 6 jours d'utilisation consécutifs, les prix de location bénéficient de réductions appréciables.

MATTEI loue des véhicules utilitaires jusqu'à 3,5 T de poids total roulant qui se conduisent avec le permis "B". Ils peuvent être loués à l'heure, à la journée (24 heures) et

en « LONGUE DUREE » à partir de 4 mois.  
MATTEI loue également des voitures de tourisme à des prix très étudiés.

Présent dans 50 villes de France, MATTEI est à votre service :  
à Paris :  
205, R. de Berry (12<sup>e</sup>) (RER et Métro) Gare de Lyon (11) 946.11.50  
102, Bd Diderot (12<sup>e</sup>) (1) 822.27.50  
102, R. Ordener (18<sup>e</sup>) (1) 076.32.90

Drancy (1) 836.66.70  
Le Blanc-Mesnil (1) 931.37.00  
Paris 2 (1) 534.34.50  
La Courneuve (1) 538.51.54  
Cléry-Séna (1) 682.22.45  
Rungis M.L.M. (1) 887.04.62  
Vitry-sur-Seine (1) 680.72.70

**GÉNÉRALE CONTINENTALE INVESTISSEMENTS**  
**ACHÈTE**  
**IMMEUBLES DE BUREAUX**  
**NEUFS OU ANCIENS BIEN SITUÉS.**

Écrire confidentiellement au Directeur des Investissements

Générale Continentale Investissements S.A.  
43, av. de Friedland 75008 Paris  
Télex GENCON 640063 Paris. Tél. 260.39.66

## ARC, de l'informatique pilote à l'intelligence nomade.



fit d'un copier intelligemment la structure.

En vous proposant ARC, Matra Informatique place l'intelligence informatique où elle est nécessaire et pour le temps qu'il faut. Nous appelons cela "l'intelligence nomade".

L'informatique vient de faire un grand pas. Et avec elle, l'entreprise. Car inévitablement, les découvertes de l'une simplifient la vie de l'autre.

ARC est une nouvelle architecture informatique qui associe des mini-ordinateurs, répartis dans les différents services de l'entreprise. Chacun d'eux est utilisé pour une fonction déterminée et peut accéder à des ressources mises en commun. Pour répondre aux besoins de l'entreprise, il suf-

fit d'un copier intelligemment la structure.

En vous proposant ARC, Matra Informatique place l'intelligence informatique où elle est nécessaire et pour le temps qu'il faut. Nous appelons cela "l'intelligence nomade".

L'outil informatique, simple à utiliser, devient ainsi autonome et efficace. ARC, par sa conception système et ses éléments indépendants, garantit à l'entreprise un traitement de l'information adapté à des besoins qui changent.

C'est là qu'interviennent comme qualités déterminantes, la souplesse, la mobilité et la rapidité d'action de nos équipes d'ingénieurs et techniciens. Car il ne suffit pas à Matra Informatique de s'être affirmé comme "pilote", en inventant et proposant des solutions nouvelles. Son objectif est de devenir pour vous un véritable porteur.

Pour toute demande de visite ou renseignements, prière de nous renvoyer ce coupon ou votre carte de visite adressé à :

**MATRA INFORMATIQUE**

7, bd Romain Rolland 92128 Montrouge Cedex. Tél. 657.13.31 - Télex 204 148.

Nom \_\_\_\_\_ Société \_\_\_\_\_ Fonction \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_ Tél. \_\_\_\_\_

كذا من الأصل

Le Monde

# économie

## LE GOUVERNEMENT FACE A LA SITUATION SOCIALE

### M. Barre : je n'ai pas l'intention de changer de politique

M. Raymond Barre déclarait jeudi matin à son retour de Franco-Italie : « Je le dis sans ambages, je ne suis pas prêt de me laisser ébranler par les assauts du jour par les critiques. » Le premier ministre a répondu mardi 13 juin en quelques phrases échos au cours d'une conférence de presse organisée par les Echos dans un grand hôtel parisien : « Je n'ai pas l'intention de changer de politique, il faut que cela soit clair. Comme je ne me livre pas à l'actualité de premier ministre par plaisir ni par satisfaction d'un intense désir, je n'ai pas l'intention de modifier une ligne de ce que je crois indispensable à la survie de ce pays. »

Le chef du gouvernement a ainsi répondu à cette occasion aux critiques qui lui sont adressées tant par l'opposition que par certains membres de la majorité, et notamment aux propositions émanant de François Mitterrand, le premier ayant estimé le 3 juin que la politique économique du gouvernement n'allait pas « assez loin ni assez vite », et le second ayant affirmé le 11 juin que cette politique reposait sur « une erreur doctrinale ».

« Les responsabilités que je porte sont des responsabilités à l'égard du pays et non des responsabilités à l'égard de tel groupe social ou de telle formation politique », a déclaré le premier ministre.

« Quant au stus la France dans le monde, qu'il est, il n'est pas possible de pratiquer le compromis habile ni la complaisance facile. Bien sûr, il faut de temps en temps accepter quelques courtes limites, mais pour l'essentiel il faut que le cap soit fixé et tenu. Je ne change pas. Il paraît que c'est un défaut. Mais croyez-moi, un certain niveau de responsabilité, la plus grande erreur serait, pour quelques ornements passagers, de changer. »

Soulignant la continuité de sa politique, le premier ministre a indiqué que l'effort de redressement engagé à l'automne 1976 avait permis de dégager une « marge de manœuvre », et il a annoncé que le gouvernement « qui ont apporté leur concours à la politique qui était menée et qui ont accepté sans troubles les décisions qui ont été prises » ont la vocation d'en créer les disciplines qui étaient nécessaires.

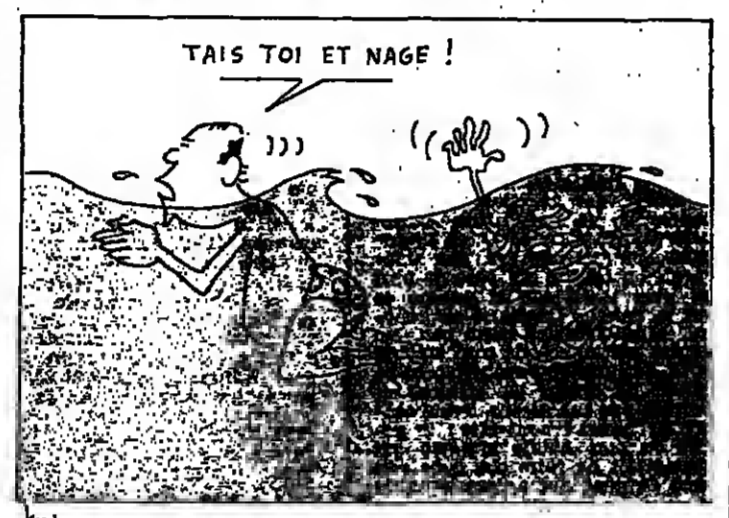
Pour M. Barre, l'économie française doit demeurer fondée sur quelques principes fondamentaux : pas de retour au protectionnisme, avoir des prix de revient qui n'excèdent pas les prix de vente, ne pas vouloir éliminer ou répartir plus que ce que l'on produit, et en un mot, dit-il, la politique à mener pour la France repose sur quelques notions simples : il faut travailler, épargner, innover, exporter. Tout le reste est secondaire.

gouvernement pour pratiquer une politique plus souple de crédit à leur égard, pour introduire des subventions budgétaires ou limiter la concurrence internationale. »

M. Barre a ajouté qu'il ne pense pas que la libération des prix industriels provoquera « ces hausses de 13 ou 14 % dont on parle. »

« Si toutefois les chefs d'entreprise n'assumaient pas leurs responsabilités, a-t-il conclu sur ce point, je puis dire la chose suivante : au cas où je contrôle des prix viendrait à être rétabli, il serait pour trente ans. »

A propos des taux d'intérêt, le premier ministre a déclaré : « On ne peut pas dire qu'ils doivent être systématiquement bas ou



(Dessin de KONK.)

liquidation cette légende selon laquelle le gouvernement peut acheter les canards boiteux. Le gouvernement n'est pas un escadron de chasseurs de canards boiteux menée par un premier ministre amateur de carabine à répétition. Les ressources de l'Etat sont limitées. Elles doivent être affectées en priorité aux entreprises bien perçues et ayant un avenir. Je suis prêt à m'expliquer avec n'importe qui et de ce point de vue public. M. Barre a déclaré qu'il a demandé au ministre de l'Environnement et du Cadre de vie de modifier le dossier, « afin de pouvoir prendre, dans un certain nombre de semaines, des mesures qui atténuent les difficultés ».

### LA C.F.D.T. VEUT QUE LES SALARIÉS SOIENT PLUS NOMBREUX AU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., a écrit le 8 juin au premier ministre pour lui demander d'intervenir pour élargir la censure des groupes au Conseil économique et social (C.E.S.) et pour modifier la composition de cette Assemblée.

Lors de la célébration du trentième anniversaire de cette Assemblée, toutes les catégories professionnelles n'ayant pu être représentées sur le rôle du Conseil, la C.F.D.T. proposa que ces points de vue soient publiés officiellement. Ce qui fut décidé. Mais la C.F.D.T., dans sa propre déclaration, ayant dit que « le Conseil est dominé par une majorité qui s'oppose aux intérêts généraux des salariés », les autres groupes restèrent leurs propres déclarations pour empêcher la publication du texte contesté.

Enfin, la majorité du bureau du C.E.S. le 25 avril dernier, a remis en cause sa propre décision de publier les déclarations.

M. Michel Rolant, président du groupe de cette centrale au C.E.S., commentant cette lettre devant la presse, a demandé avec insistance que soit remaniée la compo-

### AUGMENTATION DES SALAIRES DE 1,5 %

### Impasse à Flins où le comité d'entreprise est convoqué vendredi

Situation calme dans les usines Renault, y compris à Cléon, mais poursuite de la grève des O.S. de l'atelier des presses à Flins. Après les débrayages de solidarité peu suivis mardi 13 juin dans l'ensemble des établissements, la Régie a pris quatre initiatives : augmentation unilatérale de tous les salaires de 1,5 % au 1<sup>er</sup> juin 1978 (depuis janvier) et versement d'une prime uniforme de 100 F le 2 août et de 78 F le 7 septembre, mise à pied à Douai d'un délégué cégétiste pour voies de fait sur des cadres, ce qui a amené la C.G.T. à organiser, mercredi, un débrayage d'une heure ; appel de l'ordonnance en rétiré du tribunal de Versailles sur le conflit de Flins et convolution, vendredi,

d'un comité d'entreprise extraordinaire au cours duquel la direction pourrait, si nécessaire, annoncer des mesures de chômage technique si la grève-bouche des ateliers des presses se poursuivait.

D'ici-là, l'expert M. Stéphane Thouvenot, qui a été désigné par le tribunal de Versailles, devrait déposer ses conclusions vendredi 16 juin, mais son rôle est déjà sujet à controverse. Pour la C.F.D.T. il s'agit d'un médiateur alors que, pour la direction, M. Thouvenot n'est seulement qu'un expert, tâche difficile, comme M. Thouvenot a pu le constater, mardi, lors de sa visite à l'établissement de Flins.

## Happening à Flins

« Camarades ! Si la direction ne veut pas nous accorder ce dont nous avons besoin, nous continuerons l'occupation ! Parce que les latras de Rosheim, nous on en fiche ! C'est un grand Noir qui parle, en gesticulant, dans l'atelier des presses de Flins, immobilisé une fois de plus par la grève-bouche des O.S. L'orateur porte un pull-over rouge, un feutre enfoncé sur ses yeux. Une vive excitation règne parmi les grévistes après que le militant s'est exprimé dans un premier temps, avant une convocation pour un entretien préalable, avant leur éventuel licenciement.

les deux syndicats se retrouvent d'accord pour accuser la direction d'avoir sordé par son attitude intransigeante - ce scandaleux échec ». Une pétition de la maîtrise demande la condamnation de la grève et du rôle joué par le comité d'établissement dans cette affaire circule parmi les salariés de l'usine.

« La - sono - résonne étrangement dans les couloirs de polyester, entre les six tables où s'alignent cent quatre-vingt-grosses presses. Une vingtaine de personnes - surtout des agents de maîtrise en blouse bleue - sont à leur poste devant les « bécanes », mais l'ampoula touche est allumée sur toutes les machines. Une semaine après l'intervention des forces de l'ordre et la mise en chômage technique des vingt mille salariés de Flins, les O.S. récupèrent leur atelier.

Confusion, agitation... Le gréliste est partout », proclame un tract cagélate daté du 13 juin. Selon ce syndicat, des « spécialistes du grand spectacle de la provocation » ont, le veille, découpé des toiles et des éléments de R.I.A. « La casse a rebout est aussi pleine que les pièces d'usines. Des centaines de véhicules sont à la rampe. Quelques pièces frappées chez Peugeot, à Mulhouse, font deux jours de voyage jusqu'à Flins, par camion ; ont plusieurs dizaines de pièces qui arrivent « mortes » ou vont directement à la rampe. » Et de conclure : « Voilà le travail de tout ce beau monde, qui prétend faire perdre des milliards pour réduire de francs par mois au plus à grève, ce sont certains d'ouvriers en grève. »

### « Une question de justice »

La principale revendication des O.S. pour toujours sur l'accès à la classification P1 (ouvriers professionnels de première catégorie). « Il faut comprendre l'animosité de mes camarades, explique un immigré. Pour ceux des presses, ce n'est pas tellement une question de justice. Quand un O.S. remplace un P1 sur une machine, il est payé comme un O.S. Mais l'inverse n'est pas vrai. Le P1, lui, peut partir avec les contractuels à la fin du temps, ce qui n'est pas le cas quand il va, tandis que l'O.S., c'est un esclave. »

Revenus à l'atelier, les grévistes se réunissent une fois de plus. « On ne montre aux patrons qu'on ne cède pas, qu'on n'est pas des robots, on n'est pas marié avec la Régie Renault. »

« A Flins comme dans d'autres usines Renault, les divergences tactiques entre la C.G.T. et la C.F.D.T. apparaissent une fois de plus, après une unité d'action éphémère. Mais

### Les autres conflits

**LES GRÉVISTES OCCUPENT L'ARSENAL DE BREST**

A Brest, la grève qui a éclaté à l'arsenal, le 12 juin, chez les ouvriers travaillant au carénage des sous-marins (400 personnes), s'est transformée, le 13, en mouvement illimité avec occupation. La décision a été prise par 2716 salariés tandis que 1.677 autres s'étaient prononcés pour un arrêt de vingt-quatre heures, précise l'intersyndicale C.G.T.-C.F.D.T.-P.O. Selon celle-ci, 2.000 ouvriers ont défilé, le 13 juin, ouvriers de l'arsenal qui emploie

6.000 personnes, protestant contre le blocage de leurs salaires. Ceux-ci, d'après une déclaration du ministre de la Défense, ne seront plus liés, pendant un an, à l'évolution des salaires de la métallurgie « dans l'intérêt du rétablissement économique ». Des débrayages ou des manifestations ont eu lieu dans d'autres arsenaux, notamment à Cherbourg, Clermont-Ferrand, Indre (Loire-Atlantique) et Paris-Saint-Médard.

personnel de l'entreprise à une grève de vingt-quatre heures vendredi prochain. (Corresp. part.)

● **Grève à l'embouteillage de Vichy** — Les ouvriers payés à l'heure au service de production et d'entretien de l'embouteillage à la Compagnie française des eaux de Vichy se sont mis en grève lundi 12 juin, avec l'appui de la C.G.T. Ils réclament une augmentation horaire de 130 francs afin que le salaire mensuel soit porté à 2.400 francs. Le mouvement, largement suivi, devait continuer mercredi.

● **Aux buffets de la gare de l'Est**, à Paris, les employés de ce service, ainsi que ceux de la brasserie et des comptoirs leintour cent quatre-vingt-cinq salariés) ont reconduit, le mardi 13 juin, la grève déclenchée le 26 mai, notamment pour le maintien de leurs emplois. Vingt-cinq licenciements auraient déjà été annoncés.

### LE GOUVERNEMENT N'EST PAS UNE ESCOUADE DE CHASSEURS DE CANARDS BOITEUX

Après ses déclarations liminaires, M. Barre a répondu à plusieurs questions.

Interrogé sur la libération des prix il a notamment indiqué que le gouvernement ne rétrograderait pas les prix industriels, quelles que soient les variations de l'inflation. « J'ai affirmé que le processus engagé était irréversible et je voudrais saisir cette occasion pour dire à ceux qui font courir le bruit que l'on reviendrait sur la libération des prix ou aux chefs d'entreprises qui feraient des hausses de production, au cas où l'on reviendrait au blocage des prix, qu'ils risquent d'encourir de graves sanctions. Car s'ils augmentent leurs prix de façon inconsiderée et ont ensuite des difficultés au niveau de la concurrence intérieure ou internationale, qu'ils ne comptent pas sur le

(Publicité)

**RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE**  
**MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE LÉGÈRE**  
 Société Nationale de l'Artisanat Traditionnel

**AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL**

Pour l'acquisition de matières premières destinées à ses unités de production de filés de laine, la Société Nationale de l'Artisanat Traditionnel lance un appel d'offres pour l'achat de :

- 91 tonnes de laine brute Zélande lavée à fond (laine méra) ;
- 103 tonnes de laine brute d'Europe garantie lavée à fond ;
- 88 tonnes de laine d'Espagne lavée à fond. Longueur des mèches 60-70 mm, poil : 23 à 26 microns.

Les offres doivent parvenir sous enveloppe cachetée et être accompagnées des échantillons à : S.N.A.T. - 1, boulevard Front-de-Mer, Bab-El-Oued (ALGER).

La date limite des offres est fixée au 25 juin 1978, le cachet de la poste faisant foi.

PREFECTURE DE LA VIENNE — REPUBLIQUE FRANÇAISE

**AVIS D'ENQUÊTE**

Construction de l'Autoroute A 10 dans sa section comprise entre Fontaine-La-Comte et La Chapelle-Montreuil sur le territoire des communes de Fontaine-La-Comte, Séruges, Coulombiers et La Chapelle-Montreuil.

Par arrêté préfectoral du 26 mai 1978 a été prescrite l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de construction de l'Autoroute A 10, « Aquitaine », Poitiers-Bordeaux dans sa section comprise sur le territoire des communes Fontaine-La-Comte, Séruges, Coulombiers et La Chapelle-Montreuil dans le département de la Vienne.

Les pièces du dossier seront déposées, avec un registre, à la Préfecture et dans les Mairies de Fontaine-La-Comte, Séruges, Coulombiers et La Chapelle-Montreuil pendant 30 jours consécutifs, du 12 juin au 12 juillet inclus, de 9 heures à 12 heures, et de 14 heures à 18 heures, aux heures, dimanches et jours fériés.

Chacun pourra consigner ses observations sur le registre ou les adresser par écrit, soit au maire, soit au commissaire-enquêteur, M. André GUBAUD, qui siège en outre à la Préfecture les 10, 11 et 12 juillet 1978 de 14 h. 30 à 18 heures.

A l'issue de l'enquête, il pourra être pris connaissance du rapport du commissaire-enquêteur sur l'utilité publique de l'opération soit à la Préfecture, soit dans les quatre communes concernées.

**Saint-Pierre-et-Miquelon** — L'ordre de grève générale lancé jeudi 8 juin par les responsables politiques, économiques et syndicaux de Saint-Pierre-et-Miquelon (le Monde daté 11-12 juin) a été suivi mardi 12 par toute la population de ce département d'outre-mer. La grève visait notamment à attirer l'attention du gouvernement sur « la gravité de la situation économique de l'archipel ».

● **Trois cent vingt licenciements aux Laminaires-Tréfileries-Câbleries de Lens (L.T.C.L.)**, où un peu plus de mille travailleurs sont employés. Pour justifier cette mesure, la direction invoque le coût trop élevé des prix de revient, qui impose une réduction des charges, et en particulier des frais de personnel. Toutes les usines du secteur, celles de Lens, de Loison et de Harves, seront touchées par cette décision. La C.G.T. et la C.F.D.T. ont appelé le

P.T.T. A Bordeaux  
 EN MILLION DE LETRES EN SOUFFRANCE APRES LA VIE DE L'INFORMATIQUE  
 mandent publique  
 l'informatique intelligente demand  
 INFORMATIQUE

# BANQUE

## M. Pierre Moussa succède à M. Jacques de Fouchier à la tête du groupe Paribas

Le 15 juin, M. Jacques de Fouchier, président de la Compagnie financière de Paris et des Pays-Bas, prendra sa retraite et, comme il était convenu depuis deux ans, cédera son fauteuil à son vice-président, M. Pierre Moussa. Ainsi s'achève une carrière de trente

années dans la banque, marquée d'initiatives nombreuses et originales, couronnée par l'accession à la tête de l'un des groupes français les plus puissants, avec plus de 150 milliards de bilan. Banque d'affaires, banque de dépôts, Paribas joue un rôle important dans le

financement de la construction, dans le développement des crédits à l'équipement et à la consommation, détient de gros intérêts dans le bâtiment, l'électronique, le pétrole, et compte parmi les « grands » de la vie financière internationale.

### Un prince de l'« establishment »

L'un des princes de l'establishment français, M. Jacques de Fouchier, prend sa retraite à soixante-sept ans après avoir désigné son dauphin. Après huit ans et huit mois à la tête de l'un des deux groupes les plus puissants de France et trente années de banque fondées en relations les plus diverses, il peut s'estimer parvenu au faite d'une réussite que beaucoup lui envient. N'a-t-il pas marqué sa génération avec la mise au point de formules originales de crédit, au point qu'au a pu le baptiser « le père de la transformation » ? N'a-t-il pas conduit avec fermeté et succès Paribas dans les eaux troubles de la politique et des affaires, redonnant le blason d'un groupe que les pratiques assez particulières de son prédécesseur avaient quelque peu terni ? Tout cela est vrai. Cet homme affable, serviable, discret (il n'a aucune responsabilité au C.N.F.P.), investit, avait toutes les qualités pour réussir au sein d'un établissement bancaire dont il fait partie intégrante.

Né en 1911 d'un père président de chambre à la Cour des comptes, il suit la « voie royale » qui conduit le plus souvent aux destinées les plus hautes de la banque française. « Port en thème » tout au long de ses études, avec un penchant pour les belles lettres — il obtient à seize ans un prix de l'Académie française pour son poème *Vocatives*. — Il est reçu premier au concours de l'Inspection des finances, puis entame le cursus honorum de la haute fonction publique, interrompu par la guerre et une brillante campagne d'Italie. Sous-directeur au Trésor, puis directeur adjoint du commerce extérieur en 1946, il n'éprouve guère d'affinités pour son ministre, M. Billoux, l'un des dirigeants du parti communiste, et en 1948, à trente-cinq ans, décide de voler de ses propres

allées en quittant la fonction publique. Et c'est là que, suivant les uns, il a un coup de génie, ou que, suivant les autres, il exploite admirablement la situation en utilisant toutes les ressources du système. Les grandes banques viennent d'être nationalisées et, prudentes, s'en tiennent à leurs activités classiques de crédits à court terme consentis sur leurs dépôts. En France, tout est à reconstruire, à refaire : un créneau énorme et béant, celui du crédit à moyen ou long terme pour la construction, l'équipement, sans compter le financement des ventes à tempérament encore dans l'enfance.

M. Jacques de Fouchier cherche des capitaux, en trouve. Et auprès de qui, paribas ? Après des banques de la place, dont il connaît tous les dirigeants grâce à son passage rue de Rivoli, et surtout auprès des banques de dépôts (Crédit lyonnais, Société générale, B.N.C.L. devenue B.N.P.), qui disposent d'abondantes ressources. L'idée de base, toute simple, mais toute nouvelle, du moins à cette échelle : « transformer » ces ressources à court terme en crédits « longs », avec, naturellement, toutes les garanties souhaitables. Et c'est une succession de créations originales : en 1946, l'Union française de banque (crédit à l'équipement), en 1951, avec le concours du Crédit foncier de France, l'Union de crédit pour le bâtiment, en 1953 le CREDITEM (crédit à l'équipement ménager), en 1954 la Compagnie française d'épargne et de crédit, réincarnation du crédit différé, formule maudite antérieurement, en 1959 Locabail (crédit-bail pour l'équipement), Locabail immobilier et promotion, SEGECE (étude et gestion de centres d'équipement). La même année, la création de la Compagnie bancaire, qui cofinancie toutes ces sociétés, vient couron-

ner le tout et consacrer un succès qui va croissant. Debout sur son marochepied de la Compagnie bancaire, M. Jacques de Fouchier va regarder plus haut. Dès 1957, il était en relation avec la Banque de Paris et des Pays-Bas, dont le directeur général, M. Jean Reyre, lui avait demandé de prendre la tête de COPIMER, nouvelle société constituée avec la banque Rothschild pour exploiter les richesses minières de l'Afrique noire. En 1966, lorsque M. Jean Reyre devient président de Paribas, lui-même est nommé vice-président, avec promesse de succession vers 1970. Mais les choses vont se précipiter.

Né en 1899, entré à Paribas en 1924 avec une toute petite licence en droit, M. Jean Reyre a gravi les échelons à la force du poignet. Paribas d'initiatives hardies, avec des initiatives à l'origine, à présent sans ménagement beaucoup d'intérêts, ce qui le rend suspect à un établissement dont il ne fait pas partie. Peu M. Lorrain, président de la Société générale, disait : « Je ne serre pas la main à ce... » (suivait le nom d'un gros poisson tropical particulièrement vorace).

A cette époque, la renommée du groupe était plutôt équivoque. « On Paribas passe, l'actionnaire s'épouante », managèrent les boursiers ébahis. Il fallait donc redorer un peu le blason de la banque. L'occasion en fut fournie par la bataille que livrèrent, au nom de la course aux guchets, Paribas et Suez pour le contrôle du C.I.C., dernière grande banque de dépôts non nationalisée. M. Jean Reyre conduisit les hostilités avec vigueur, mais sans trop consulter son conseil d'administration, notamment pour le fameux emprunt en Suisse destiné à financer les achats d'actions C.I.C. en Bourse. L'affaire fait déborder le vase. M. de Fou-

chier démissionne, pour revenir en vainqueur, et en président, le 18 octobre 1969.

Le voilà dans le splendide bureau de la rue d'Antin, à la barre de cet établissement fondé en 1872. Il va lui donner beaucoup de cette respectabilité qu'il avait presque totalement perdue.

M. de Fouchier signe la paix avec Suez, en troquant sa part du C.I.C. contre la Banque de l'Union parisienne qu'il marie avec le Crédit du Nord, septième banque de dépôts française avec sept cent cinquante guchets. Il se tourne délibérément vers l'étranger, avec l'aide de M. Pierre Moussa, qu'il a fait venir à ses côtés pour lui succéder. Faisant mentir la vieille réputation de Paribas contrôlant une affaire avec 5 % du capital et lui extorquant de gros agios, il va même jouer les saint-bernard en renflouant totalement une de ses filiales d'agencierie (Heurtey), au coût de 150 millions de francs ou davantage, en injectant des capitaux dans la papeterie en déconfiture (Chapelle Darblay-Navarre), en finançant, bon gré mal gré, une sidérurgie en faillite qui pèse de plus en plus lourd sur le groupe et sur la banque française en général. Mais l'empire tient bon, les autres participations sont solides, et M. Jacques de Fouchier peut se vanter de laisser les affaires en ordre à son successeur. Seul ombre au tableau peut-être : le génial ou très habile système qui permettait de faire des bénéfices avec l'argent des autres banques est menacé à terme. Le refinancement des établissements financiers des guchets a après des grands collecteurs de ressources risque, de terme, d'être remis en cause. Mais il reste l'international, les émissions en euro-dollars, les crédits conservateurs où Paribas est passé maître. L'aveuture n'est pas terminée.

FRANÇOIS RENARD.

### L'homme du grand large

M. Pierre Moussa, initialement promis à l'Université, est une vocation tardive de la banque. Né à Lyon en 1922, il entre à l'école normale en 1940, puis passe en 1943 son agrégation de lettres. Comme M. Jacques de Fouchier, il manifeste une inclination très nette vers la poésie, puisque son mémoire de diplôme est consacré aux poèmes en prose de Baudelaire. Comme lui encore, il entre à l'Inspection des finances d'où il sort maître en 1946. Très rapidement, il accède aux cabinets ministériels, et plus spécialement à celui de M. Robert Buron, secrétaire d'Etat aux affaires économiques, en 1950 et 1951. Après un passage de deux ans à la

direction des relations économiques extérieures, ve de Rivoli, il rejoint, en 1954, M. Robert Buron, devenu ministre de la France d'outre-mer pour devenir directeur du cabinet ; ensuite, jusqu'en 1959, directeur des affaires économiques et du Plan dans ce même ministère. Ces fonctions, qui s'exercent au moment où se régénère l'affaire d'Indochine, puis celle de la préparation à l'indépendance des Etats d'Afrique noire, le conduisent à l'étude des pays sous-développés et de leurs problèmes. Il écrit plusieurs ouvrages, et notamment les Nations prélatrues, qui connaîtront un certain succès.


### Tourné résolument vers l'étranger

Après un intermède de trois ans comme directeur des transports aériens au ministère des travaux publics, pendant lequel M. Pierre Moussa réussira à développer le réseau français dans le Pacifique au cours de négociations avec les Américains, les Australiens et les Japonais, ses références « africaines » le désignent pour prendre la tête, de 1962 à 1964, du département Afrique des Nations unies. A ce poste, nouvellement créé, qui couvre tout le continent africain, M. Moussa sera le seul Européen du continent parmi les dirigeants de l'Organisation internationale. En 1965, il s'oriente vers la Fédération française des compagnies d'assurances, dont il sera le président, de 1966 à 1969.


C'est alors que sa destinée bifurque. Ami de M. Jacques de Fouchier, qu'il avait connu à la France d'outre-mer à la fin des années 50, lorsque la société Colfimer avait été constituée avec les Rothschild et Paribas pour exploiter les res-

sources minières de l'Afrique, il est introduit rue d'Antin par le futur président, dont il deviendra rapidement le dauphin. De taille moyenne, le teint mal, les cheveux noirs et l'œil très vif derrière des lunettes d'écaillé, il assure être l'un des hommes à Paris qui connaissent le plus de pays. Particulièrement axé sur les activités internationales, il dirige ou anime les opérations d'ouverture vers l'étranger, notamment avec le marchand bank S. G. Warburg, première association d'un établissement français avec la City de Londres. Sans oublier, toujours avec Warburg, la prise de contrôle de la société Becker aux Etats-Unis, ni les alliances avec le monde entier. Président, à cinquante-six ans, d'un des plus puissants groupes français, il purifie résolument sur l'étranger, dans lequel, comme son prédécesseur, il voit l'avenir, non seulement de Paribas, mais de la banque française tout entière. — F. R.


# Le Mans 78: la récompense.





Samedi 10 juin 16 h



Dimanche 11 juin 2 h



Dimanche 11 juin 16 h

**RENAULT-ELF: PRENDRE L'AVENIR DE VITESSE**

Samedi 10 juin 15 heures 59. Au volant d'une des Renault Alpine V6 Turbo, un homme s'apprête à lâcher les chevaux de son bolide. Pendant 24 heures. Même relayé par son coéquipier cela peut sembler long. Pas pour lui. Depuis un an, les hommes de Renault travaillent nuit et jour sur le projet Le Mans. A travers cette épreuve de renommée mondiale, c'est la technologie française que Renault et Elf veulent voir triompher. Pour cela ils ont tourné pendant des milliers de kilomètres sur tous les

circuits. Ils ont démonté et remonté des centaines de pièces pour tester et pour comprendre. Sans jamais se lasser. C'est cette patience et cette remise en question perpétuelle que les hommes ont fait triompher le Dimanche 11 juin à 16 heures. La Renault Alpine V6 Turbo a confirmé à tous les techniciens et ingénieurs de Renault qu'ils maîtrisaient déjà la technologie de demain. Et les a récompensés d'une difficile année d'espoirs. Des espoirs qui se jouaient en 24 heures.

La réponse de la C.E. est totalement...

la contribution française programme alimentaire mondial

CARTES

ÉTRANGER

En Australie

La réponse de la C.E.E. à nos propositions est totalement inadéquate nous déclare le premier ministre, M. Fraser

M. Malcolm Fraser, premier ministre australien, a été reçu mardi 13 juin par M. Barre. Le chef du gouvernement français lui a demandé de renoncer aux mesures protectionnistes visant le cognac, les pneumatiques et les automobiles, a-t-on indiqué dans son entourage. M. Barre a souligné la nécessité d'une action concertée pour stimuler l'activité économique dans le cas d'un ralentissement de l'économie américaine.

« Monsieur le premier ministre, comment se sont déroulées les conversations que vous avez eues avec M. Barre ? » « J'ai exposé notre position et notre vœu que les négociations commerciales multilatérales de Genève soient un grand succès. Nous avons été d'accord pour exprimer notre opposition à un retour au protectionnisme qui mettrait en danger le niveau de vie dans la plupart des pays. Cette rencontre a été utile ; elle n'a pas été infructueuse. Mais le véritable test, ce sera ce qui se passera à Genève. »

« Vous effectuez actuellement une visite des grandes capitales occidentales pour défendre les intérêts économiques et commerciaux de l'Australie. Quels résultats attendez-vous de ce voyage ? »

« 1978 est une année particulièrement importante pour les relations économiques et commerciales mondiales. Les décisions qui vont être prises à Genève et au sommet de Bonn définiront les grandes lignes de la politique qui sera suivie au cours des prochaines années. Il sera difficile de revenir sur ces décisions avant un certain temps. (...) Or, au cours des douze derniers mois, nous avons assisté à une pression en faveur du retour au protectionnisme dans un certain nombre de pays. À Bonn et à Genève, nous aurons le choix entre libéraliser le commerce entre le plus grand nombre de pays et revenir trente ans en arrière vers le protectionnisme. »

« Vos relations avec la C.E.E. sont actuellement tendues. Quelles en sont, selon vous, les raisons ? »

« Nous affirmons, dans les termes les plus forts, que la réponse de la C.E.E. à nos propositions est totalement inadéquate. Nous nous sommes exprimés à ce sujet lors de ma visite à Bruxelles. Le Comité européen a dit que des progrès pourraient être réalisés dans certains domaines à la fin de l'année. Nous testerons la validité de ces déclarations, tout en continuant à défendre notre point de vue bilatéralement. »

« On ne comprend pas bien que nombre d'industries australiennes ont vu le jour parce que l'Europe avait besoin. Maintenant la politique de la C.E.E. nous pousse en dehors de nos marchés. Nous reconnaissons le droit de la France à protéger ses paysans, mais cela peut se faire en nous laissant la possibilité de commercer et non pas en supprimant tout commerce. Depuis un an nos ventes de vin en Europe ont diminué de moitié à cause de nouvelles règles arbitraires de la C.E.E. C'est une attitude inéquitable et irresponsable. »

« Certains de nos centres ruraux sont presque exclusivement dépendants de l'industrie bovine. Ils

se sont développés pour fournir le marché européen. Quand ce dernier s'est fermé, ces villes ont commencé à mourir. De vastes zones de notre pays sont plongées dans la dépression et le désespoir. »

« Essayez-vous de prendre des mesures de rétorsion ? »

« J'espère que nous n'aurons pas à aller jusque-là. Mais cela ne signifie pas un affaiblissement de notre détermination. Nous ne voulons pas la révolution, nous voulons que ceux qui sont capables de produire des produits meilleurs et moins chers puissent le faire. Nous sommes contre les subventions à l'exportation qui peuvent détruire nos positions dans des marchés que nous avons mis vingt-cinq ans à développer. »

« Votre pays dispose d'immenses réserves d'uranium. Envisagez-vous de lier vos ventes de ce minerai à un accord satisfaisant avec les pays développés ? »

« Nous sommes tenus par nos obligations internationales à accepter des mesures de sauvegarde ; l'uranium ne doit pas être utilisé à des fins militaires. Nous devons fournir de l'énergie dans un monde qui en manque. Comme nous sommes conscients de nos responsabilités internationales, j'espère que d'autres pays ne nous pousseront pas à prendre des décisions auxquelles nous sommes hostiles. Je voudrais que le commerce de l'uranium demeure séparé des débats que nous avons actuellement. »

« Votre gouvernement a décidé d'ouvrir largement l'Australie aux investissements étrangers. »

« Nous accueillons favorablement les investissements étrangers, spécialement sous forme d'association. Notre objectif est d'obtenir une participation australienne de 50 % dans chaque entreprise. Nous ne considérons pas le profit comme un mal. C'est un terme honorable, car sans profits il n'y aurait pas d'investissements. »

Propos recueillis par PATRICE DE BEER.

LE MONDE met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières. Pour y trouver, peut-être LES BUREAUX que vous recherchez.

STAGE REMUNERE Septembre à Décembre 1978 CADRES A LA RECHERCHE D'UN EMPLOI qui désirent par des méthodes actives, à partir de leur expérience : ACCROITRE LEUR CAPACITE D'ADAPTATION, d'évolution et de négociation. ACTUALISER leurs connaissances de fonctionnement économique, social et organisationnel de l'entreprise et de son environnement. Ecrite avant le 23 Juin 1978 IFACE - Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris 106, Bd Maubourg 75017 Paris

Chefs d'entreprises mettez-vous à l'eau. Le canal des économies passe par les voies navigables. La voie navigable consomme cinq fois moins d'énergie que la route. Un seul convoi fluvial est l'équivalent de 22 kilomètres de camions. La voie navigable respecte l'environnement : c'est le mode de transport le plus silencieux.

Je souhaite mieux connaître les possibilités du transport fluvial : Nom, Prénom, Société, Fonction, Secteur économique. Pour réaliser des économies de transports permettant d'améliorer vos coûts de production et de distribution, retournez ce coupon dès aujourd'hui sans aucun engagement de votre part. Office National de la Navigation 2, boulevard de Latour Maubourg - 75007 Paris - Tél. : 550.32.24

Au cours de leur session annuelle LES PAYS MEMBRES DE L'O.C.D.E. RECHERCHENT LES MODALITES D'UNE RELANCE CONCERTEE

Les ministres des affaires étrangères et des finances des vingt-quatre pays membres de l'O.C.D.E. se réunissent, le mercredi 14 et le jeudi 15 juin à Paris, sous la présidence de Mme. Kijichi Miyasawa, ministre de la planification, et Nobuhiko Ushiba, ministre des affaires économiques extérieures, au Japon. Au cours de cette dix-septième session traditionnelle, consacrée à l'examen de la situation économique mondiale, aucune décision concrète n'est attendue. Bien que les objectifs de croissance définis les années précédentes n'aient pas été atteints. Avant le sommet économique qui doit réunir les 15 et 16 juillet, à Bonn, les dirigeants des sept pays (Etats-Unis, Canada, Japon, Allemagne fédérale, Grande-Bretagne, Italie et France), les ministres de l'O.C.D.E. se contentent, sans doute de mettre l'accent sur la nécessité de mener une action concertée pour une croissance durable. Le principe en est admis (le Monde du 2 mars 1978) mais ce sont les modalités qui sont difficiles à mettre au point, ainsi que les responsabilités de chaque pays. Les experts de l'organisation ont quant à eux, défini trois groupes de nations : celles qui se portent à peu près bien (R.F.A., Japon, Suisse, Belgique, Pays-Bas) celles qui sont convalescentes (Grande-Bretagne, France, Suède, Autriche, Canada, Australie, Nouvelle-Zélande) et les autres. Les Etats-Unis sont classés à part, devant lutter à la fois contre la hausse des prix et le déficit extérieur.

En 1976, le conseil de l'O.C.D.E. avait défini une stratégie à moyen terme prévoyant un taux minimum de croissance de 3 % par an jusqu'en 1980 afin de résorber le chômage et de relancer l'économie. Or, en 1977, l'expansion s'est située en dessous de 4 % et, aussi bien cette année que l'année prochaine, le taux ne dépasserait pas 3,5 %. Le chômage augmenterait de 500 000 pour toucher 11,5 millions de personnes à la fin de 1978. Plongés dans cette récession, les pays industrialisés sont saisis de prendre des mesures « révolutionnaires », pour le moins. L'engagement à limiter toutes mesures restrictives concernant les échanges extérieurs.

JAMAÏQUE Octroi à la Jamaïque d'une ligne de crédit du Fonds monétaire international. — Le F.M.I. a approuvé, le 12 juin, l'octroi d'une ligne de crédit de 245 millions de dollars (200 millions de dollars de tirages spéciaux) à la Jamaïque. Cette ligne est octroyée pour soutenir le programme adopté par les autorités jamaïquaises en vue de freiner la consommation intérieure, libérer des ressources pour stimuler les investissements, et d'orienter l'effort de production vers l'exportation et le remplacement des importations. — (A.F.P.)

La contribution française au programme alimentaire mondial

Mexico. — Dans son intervention à la quatrième session du Conseil mondial de l'alimentation, qui a commencé lundi 12 juin à Mexico, M. Méhaignerie a exposé le thème de la diplomatie française sur le financement de l'aide au développement, récemment exposé par M. Giscard d'Estaing aux Nations unies. Les discussions sur le désarmement devraient permettre de savoir quels fonds supplémentaires pourraient être mis au service du développement du tiers-monde. Mais « en attendant qu'un Fonds nouveau soit alimenté par la mise en œuvre de mesures de désarmement décidées à l'échelon régional ou à l'échelon mondial, il conviendrait de prévoir pour une période transitoire une dotation initiale et forfaitaire dont le montant pourrait être fixé à 1 milliard de dollars répartis entre les contributeurs selon des données objectives ». Le ministre a rappelé que l'effort pour améliorer la situation alimentaire reposait sur les moyens propres de chacun des pays, et chaque donateur étant libre de répartir souverainement sa contribution entre l'aide bilatérale et l'aide multilatérale. Lorsque des liens particuliers existent entre certains pays, la coopération bilatérale s'impose même : elle traduit simplement les liens privilégiés qui existent entre ces pays. « Pour manifester l'importance qu'elle accorde à la forme multilatérale de coopération, a poursuivi M. Méhaignerie, la France vient d'augmenter de 25 % en

1978 sa contribution aux institutions financières internationales. Elle se prépare encore à accroître de manière substantielle sa contribution au Programme alimentaire mondial. » La proposition française a été bien accueillie par les délégués des trente-six pays représentés à Mexico. Le ministre philippin de l'agriculture qui présidait cette conférence, M. Arturo Tanco, a déclaré qu'il s'agissait d'une démarche « révolutionnaire et progressiste ». M. Robert Bergland, secrétaire d'Etat américain à l'agriculture, a donné son accord sur la proposition française. JOSÉ CARRENO. [Les versements de la France aux organismes multilatéraux ont atteint 200 millions de dollars en 1976, soit 4,90 % du produit national brut, selon les dernières statistiques du comité d'aide au développement de l'O.C.D.E. Tout en ayant progressé de 9 % en monnaie nationale, ces versements sont restés pratiquement stables en dollars. Toutefois, la contribution française aux institutions internationales a augmenté en 1977 et augmentera cette année, compte tenu des nouveaux engagements pris en ce domaine : participation au fonds arabe de développement annoncé en mai 1976, adhésion à la Banque interaméricaine de développement (juillet 1976), participation au fonds international de développement agricole, décision de fournir 50 % du capital du fonds de solidarité africain, participation à la Banque asiatique de développement.]

OFFRE 20ème ETAGE SANS ASCENSEUR. 5.000 M² DE BUREAUX. MOQUETTE VIOLETTE AU PLAFOND. URGENT.

Si cela intéresse quelqu'un, Bourdais le sait. >

Si cela intéresse quelqu'un, Bourdais le sait. Parce que, chaque mois, plus de 150 sociétés de toutes importances interrogent Bourdais Bureau-matique pour leurs recherches de bureaux. Parce que Bourdais Bureau-matique, avec plus de 200.000 m² de bureaux commercialisés en 1977, est le premier spécialiste en France dans cette activité. Et Bourdais, c'est aussi plus de 100 personnes à votre disposition dans tous les domaines

Bourdais Bureau-matique 160 à 166 bd Haussmann 75008 Paris. Tél. 227 11 89 (40 lignes)

JEAN TOUR l'expert qui vous recevra personnellement BRILLANT 1 carat Blanc Extra Pur 10x certifié 25-5-78 : 43 550 F TTC JEAN TOUR depuis 100 ans 12 av. Victor-Hugo 91016 500 86 71

Intérêt : jusqu'à 9,75 % avant impôt, disponibilité complète 3 mois après le placement. BONS DU TRÉSOR

AFFAIRES

Manufrance : la C.G.T., la C.F.D.T. et F.O. rejettent le plan de M. Gadot-Clet

De notre correspondant

Saint-Etienne. — M. Monory, ministre de l'économie, ayant la veille en ne prenant aucun risque donné une chance à Manufrance, le P.-D.G. de la firme stéphanoise, M. François Gadot-Clet, battant le fer encore chaud, a passé la journée du mardi 13 juin à Paris en négociations avec les pouvoirs, des banques et d'éventuels partenaires. La réunion du conseil d'administration prévue pour 17 heures a été un coup d'éclat. Saint-Etienne n'en a pas moins connu une journée fiévreuse.

action qui s'engagerait pour mettre en échec l'application des mesures annoncées et dirigées contre l'emploi des salariés. A commencer par la grève avec manifestation qui a été annoncée pour ce mercredi 14 juin par la C.G.T., qui a invité la C.F.D.T. et F.O. à se joindre à elle. En l'état de la connaissance qu'elles ont du nouveau plan de redressement, l'U.G.I.C.T., C.G.T. de Manufrance constate que « la menace de démantèlement subsiste à moyen terme derrière la constitution de la holding et de ses sociétés d'exploitation et que les aspects négatifs (du plan) sont ceux contre lesquels les salariés de l'entreprise luttent depuis maintenant trois ans.

Si la C.G.C. ne s'est pas encore manifestée, en revanche les syndicats C.G.T., C.F.D.T. et F.O. ont tous rejeté mardi les uns après les autres le plan Gadot-Clet. La municipalité de gauche stéphanoise dans le même temps s'est efforcée de justifier son acceptation, faisant machine en arrière après les réactions à chaud lundi soir de M. Joseph Sanguedolce et Bruno Vennin. « Ou nous acceptons le plan tel qu'il était même avec certains de ses aspects contractuels, ou nous le refusons. Dans ce cas, c'est automatiquement accepter la fermeture de Manufrance qui était en état de cessation de paiement », a reconnu le maire communiste de Saint-Etienne, ajoutant notamment « la situation actuelle nous permet de suivre l'essentiel ». Si M. Sanguedolce, contrairement à lundi soir, a rejeté tout le holding, c'est qu'au sein de celle-ci, croit-il savoir, « la ville de Saint-Etienne demeure l'actionnaire principal donc au cœur du débat. Pour M. Vennin, adjoint socialiste, « il était impossible de prendre le risque d'un dépôt de bilan qui aurait fatalement entraîné le refus de la municipalité. Et celle-ci aurait été rendue responsable de cet état de fait... Il n'y a pas de changement de la part des représentants de la ville au conseil d'administration. Le gouvernement nous a imposé tous ces risques successifs. Quand ceux-ci sont irréversibles, il faut savoir les faire ».

Pour la C.G.T., « il n'y a pas d'ambiguïté sur la part de la municipalité actuelle dans cette affaire. Par son action, elle a empêché la liquidation et retardé les mesures. Les salariés continueront à appuyer sur elle pour obtenir le recul du gouvernement ». Sans contester les efforts de l'équipe de M. Sanguedolce pour sauver l'entreprise, la C.F.D.T. donne à sa position un caractère tout à fait spécifique en se demandant si la municipalité de Saint-Etienne « doit rester dans ce guépion ». Elle a crû, a affirmé M. Roger Bonneville, secrétaire de l'Union départementale C.F.D.T., « l'illusion qu'elle était le centre de décision alors qu'en fait c'était le gouvernement. Elle s'est laissée enfermer dans un rôle de gestionnaire. Les travailleurs ne comprennent plus qu'en tant que un tel plan ». La C.F.D.T. le redonne, considérant que les licenciements prévus ne sont qu'un « début irréversible et un désastre pour la ville et le département où l'on compte déjà vingt-sept mille chômeurs ».

« Plus que jamais il est important de dire la vérité aux salariés », affirme encore la C.F.D.T., pour que le centre de décision ne soit plus ailleurs qu'entre les mains des organisations syndicales. Celles-ci et la C.F.D.T. ont elles-mêmes trop tardivement, « trop influencées qu'elles étaient par le rôle que croyait pouvoir jouer la municipalité ».

Plus sévère encore est F.O. qui « accablent la municipalité » et qui « alt pu cautionner ce plan et encore plus antisyndical que le plan Blanc que F.O. avait dénoncé en son temps ».

PAUL CHAPPEL

ÉNERGIE

LE MAINTIEN D'UNE ACTIVITÉ DE RAFFINAGE EN FRANCE DÉPEND DES POUVOIRS PUBLICS

déclare M. Chalandon

Si le chiffre d'affaires de la S.N.E.A. — 38,1 milliards de F — est en hausse de 13,5 % et la marge brute d'autofinancement — 5,1 milliards de francs — en augmentation de 7,5 %, les bons résultats du secteur exploration production sont obérés par ceux du secteur raffinage distribution. Notre souhait est de maintenir une activité de raffinage en France », a souligné M. Chalandon en présentant les comptes d'Elf Aquitaine dont il est président. « Mais cela suppose une amélioration de la productivité des investissements. La réalisation de ces efforts et leur succès sont subordonnés à l'attitude des pouvoirs publics. »

Le groupe connaît en effet de difficultés spécifiques liées à une faible capitalisation, un réseau hétérogène et une production axée essentiellement sur le fuel. Quatre milliards d'investissements seraient donc nécessaires. Encore cela suppose-t-il que l'Etat joue son rôle de principal actionnaire — notamment par une dotation en capital. Simon E. Aquitaine, M. Chalandon l'affirme, devra changer de politique. « SNEA sera tant tant considérée comme une entreprise industrielle normale, responsable de sa rentabilité et de son développement », dit M. Orsano, alors ministre de l'Industrie, lors de la fusil Elf-Aquitaine. Rappelant ce passage, M. Chalandon a souligné qu'en cas de divergence de vue entre l'entreprise et l'Etat, toute exigence de ce dernier devrait être « compensée ».

RENAULT SIGNE UN IMPORTANT ACCORD AVEC LA ROUMANIE

La règle Renault vient de conclure avec la Roumanie un accord de coopération portant sur plus de 4 milliards de francs de fournitures. Cet accord prolonge en l'élargissant le contrat signé en 1966 par la règle Renault prévoyant la construction d'une usine de fabrication. Le nouvel accord comporte deux volets : d'une part, l'usine de Pitesti, qui fabrique actuellement des Dacla 1300 (équivalent roumain de la R 12), verra ses capacités doublées afin de produire également des Renault 16 dès 1980. Elle devra produire cent cinquante mille véhicules par an, dont quatre-vingt-dix mille Renault 16.

D'autre part, une autre usine roumaine construira un modèle inédit : un « pick-up », sorte de petite camionnette à plateau ouvert, dérivé de la Renault 16. Plusieurs éléments, notamment le moteur, seront fournis par la règle Renault. Ce pick-up, qui n'est pas produit en France, sera exporté par les services de la règle Renault, qui le commercialisera notamment sur les marchés de grande exportation (ainsi qu'un nombre limité de Dacla 1300 et de véhicules ARO roumains). Enfin, la Roumanie développera ses livraisons d'organes de petites véhicules industriels à la règle Renault.

Le prix des automobiles particulières devrait augmenter dès le mois de juillet, si la libération des prix est accordée à la fin du mois de juin, ainsi que l'espèrent les constructeurs. Les hausses, dont le montant n'est pas encore fixé, porteront sur les modèles de la gamme 1979 des constructeurs commercialisés dès le début de l'été.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

Table with columns: COURES DE L'OR, UN MOIS, DEUX MOIS, SIX MOIS. Rows include \$ E.-U., \$ can. (100), Yen (100), D. M., Florin, F. S. (100), £ (1 000), \$ A. 2000.

TAUX DES EURO-MONNAIES

Table with columns: D. M., S. E.-U., S. can., £ (1 000), C. (1 000), F. francs. Rows show interest rates for various periods like 3/16, 3/16, 3/16, 3/16, 3/16, 3/16.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE LÉGÈRE Société Nationale de l'Artisanat Traditionnel AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL Pour l'acquisition de matières premières destinées à ses unités de production, la Société Nationale de l'Artisanat Traditionnel lance un appel d'offres pour l'achat de : 1) 72 tonnes de coton destinées aux filés de coton pour tapis (chaîne) ; 2) 60 tonnes de déchets de coton destinées aux filés de coton pour tapis (trame). Les offres doivent parvenir sous enveloppe cachetée et être accompagnées des échantillons à : S.N.A.T., 1, boulevard Front-de-Mer, Bab-El-Oned (ALGER). La date des offres est fixée au 25 juin 1978, le cachet de la poste faisant foi.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE MINISTÈRE DES INDUSTRIES LÉGÈRES Société Nationale des Industries de la Cellulose AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL PROROGATION DE DÉLAIS La Société Nationale des Industries de la Cellulose (SONIC) informe les sociétés et firmes internationales qui sont intéressées par l'appel d'offres international qu'elle avait lancé au début du mois de février 1978, concernant le projet de réalisation d'un complexe de produits papetiers et celluloses à Sedrata, que les délais de remise des offres, initialement prévus au 30 mai 1978, sont reportés au 30 juin 1978, terme de rigueur.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

FOUGEROLLE EXERCICE 1977 Un secteur TRAVAUX PUBLICS en EXPANSION à l'ÉTRANGER (1-30 X) Le chiffre d'affaires réalisé à l'étranger l'exercice 1977 est de 968 MF contre 703 MF en 1976. Chiffre en progression de 12,50 %. REPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES (T.T.C.) DU GROUPE 1976 Chiffre d'Affaires total T.T.C. : 3 171,7 MF 1977 Chiffre d'Affaires total T.T.C. : 3 502,7 MF L'Assemblée Générale Ordinaire du 12 juin 1978 a approuvé les comptes de l'exercice 1977

PRINCIPAUTE DE MONACO 7, AVENUE SAINT ROMAN - MONTE CARLO lorsque l'immobilier est un art... un très joli coup de pinceau dans le tableau de Monte Carlo! Tout près du Country-Club, du Beach et du Sporting-Club. Deux immeubles luxueux placés dans un parc magnifiquement boisé avec piscine, vue panoramique sur Monaco et sur la mer. APPARTEMENTS GRAND STANDING GARANTIE BANCAIRE Commercialisation: BUREAU DE VENTE SUR PLACE: 7, Avenue Saint Roman - Monte Carlo Tél. 50.84.44 Télex 47.92.23 MC. 10, Boulevard du Théâtre 1204 GENEVE (SUISSE) Tél. (022) 21.16.88 Télex 289199 SIPI-CH

LES MARCHÉS PARIS 13 JUIN [Detailed financial market data including various indices and exchange rates]

كندا من الأصل

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 13 JUIN

Nouvelle séance d'attente

Le même scénario que la veille s'est répété ce mardi à la Bourse de Paris... Dans l'attente de la séance de mercredi...

LONDRES

Table of financial data for London, including columns for VALEURS, CLOTURE, and COURSES.

NEW-YORK

Le programme est resté la même mardi à Wall Street... Le recel du dollar contre le yen...

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE LA HERVEY - Les comptes de l'exercice 1977 ont été publiés... DARTY - Le conseil sollicite de la Banque de France...

COURS DU DOLLAR A TOKYO

Table showing exchange rates for the Dollar in Tokyo.

INDICES QUOTIDIENS

Table of daily indices including CROIX, DOW JONES, and others.

INDICES AGENTS DE CHANGE

Table of indices for stock exchange agents.

VALEURS

Main table of stock values and prices, organized by market (Paris, London, New York) and listing various companies.

BOURSE DE PARIS - 13 JUIN - COMPTANT

Table of stock prices for the Paris stock exchange on June 13, 1978, categorized by market sector.

MARCHÉ A TERME

Table of forward market prices for various commodities and currencies.

COTE DES CHANGES

Table of exchange rates for various international currencies.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table of gold market prices and related financial data.

ENERGIE... E DE MONACO... un très joli... NO STANDING... 33... 38

La Banque syndicale a décidé, à titre expérimental, de privilégier, après le clôture, un certain nombre de valeurs... COTE DES CHANGES... MARCHÉ LIBRE DE L'OR

